

# LE MONDE. *diplomatique*

FRONDE  
HISTORIQUE  
EN ISRAËL

PAR CHARLES ENDERLIN  
Page 6.

Mensuel - 28 pages

N° 835 - 70<sup>e</sup> année. Octobre 2023

DU SOMMET DES BRICS À CELUI DU G20

## Quand le Sud s'affirme

Qui dirigera les affaires du monde d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle? L'Occident, sous l'égide des États-Unis, ou les pays du Sud, Chine et Inde en tête? En décidant fin août d'accueillir six nouveaux membres, le sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) a affirmé la volonté des pays émergents d'œuvrer à une réorganisation du système international. Une étape majeure dans le rééquilibrage planétaire, qui en demandera beaucoup d'autres.

PAR MARTINE BULARD

LA fin de l'été a connu une effervescence diplomatique inhabituelle. D'autant plus remarquable que les pays hôtes des grandes manœuvres, l'Afrique du Sud et l'Inde, n'appartiennent pas au monde occidental. En effet, à peine le sommet des Brics (acronyme de Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) s'achevait-il, le 24 août à Johannesburg, que les Cinq se retrouvaient dans celui, un peu plus occidental, du groupe des Vingt (G20) (1), le 10 septembre, à New Delhi.

Hasard du calendrier. Cependant, cette proximité temporelle a rendu encore plus évidente la différence entre les deux instances, comme une image en réduction du monde tel qu'il bouge.

Avant son ouverture, le premier sommet était donné moribond, ou en tout cas paralysé par les dissensions entre l'Inde et la Chine. Il a montré sa vitalité, en accueillant six nouveaux membres. Certains commentateurs parlent de

« tournant historique », quand d'autres n'y voient qu'un simple « coup de communication ». La rencontre ne mérite ni ce débordement d'enthousiasme, ni cet excès de myopie. Un constat s'impose : les Brics attirent plus d'une vingtaine de nouveaux pays, qui espèrent rejoindre rapidement le groupe.

Le G20, lui, devait marquer le retour de l'Occident, de plus en plus contesté dans les pays du Sud (2). Il s'est soldé par un échec, les pays riches n'arrivant pas à imposer leur vision et reculant même par rapport au sommet de Bali l'an passé.

(Lire la suite page 11.)

(1) Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, plus l'Union européenne.

(2) Lire Alain Gresh, « Quand le Sud refuse de s'aligner sur l'Occident en Ukraine », *Le Monde diplomatique*, mai 2022.

À L'HEURE DE LA GUERRE EN UKRAÏNE

## L'armée, miroir d'une France sans boussole



ALAIN JACQUET. – « Camouflage Michel Ange », 1962

© ADAGP, PARIS, 2023

EN soixante ans, la France aurait pris part à trente-deux grandes expéditions militaires et à une « centaine d'opérations de moindre ampleur (1) ». D'après le décompte de Michel Goya, historien et ancien officier de marine, seuls les États-Unis ont fait davantage, mais avec un

\* Enseignant dans le secondaire.

volume de forces nettement supérieur. De sorte qu'en proportion « les soldats français sont les plus sollicités au monde », explique Goya. Ces derniers sont, par ailleurs, toujours davantage mis à contribution à l'intérieur des frontières du pays : une opération comme « Sentinelle »

occupe à elle seule près de dix mille hommes et femmes de l'armée de terre, soit 10 % de ses effectifs (2). En dépit de cette « petite guerre mondiale de la France » et d'une indistinction croissante entre ce qui relève de la défense ou de la sécurité, les moyens alloués à la Grande Muette ont décliné. La loi de programmation militaire 2024-2030 adoptée le 13 juillet 2023, dans un contexte de guerre russo-ukrainienne, doit, selon l'exécutif, inverser la tendance. Mais la remontée en puissance va prendre du temps. En raison de la baisse prolongée des crédits, le nombre de soldats est passé de 453 000 en 1991 à 203 000 en 2021, celui des réservistes de 420 000 à

41 000. Les militaires ne représenteraient plus que 4 % des effectifs publics, soit trois fois moins qu'en 1980. Les « plans sociaux » débutent avec l'adoption par la France de la doctrine dite « de dissuasion nucléaire » au début des années 1960. Ils s'accélérent à la fin de la guerre froide. En 1989, le ministre de la défense Jean-Pierre Chevènement annonce le plan Armée 2000, qui supprime ou allège vingt-trois états-majors territoriaux des trois armées et de la gendarmerie. M. Pierre Joxe, qui lui succède à l'hôtel de Brienne, réduit encore la voilure. L'heure est venue d'engranger les « dividendes de la paix », plaide M. Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale. Les conflits, pourtant, ne cessent pas. Mais, de la guerre du Golfe (1990-1991) à celle du Kosovo (1998-1999), les victoires viennent maintenant du ciel, « chirurgicales » et télégraphiques.

PAR ALLAN POPELARD \*

(Lire la suite pages 20 et 21.)

(1) Michel Goya, *Le Temps des guépards. La guerre mondiale de la France de 1961 à nos jours*, Tallandier, Paris, 2022. La citation suivante est également tirée de cet ouvrage.

(2) Élie Tenenbaum, « La sentinelle égarée ? L'armée de terre face au terrorisme », Institut français des relations internationales (IFRI), Paris, juin 2016.

## Cynisme à Lampedusa

PAR BENOÎT BRÉVILLE

DES migrants se pressent aux portes du Vieux Continent, les services d'accueil sont débordés, la droite crie à l'invasion, la gauche se divise, les capitales européennes se rejettent la responsabilité, puis tout le monde passe à autre chose, jusqu'à la prochaine « crise ». Vu d'Europe, le scénario est connu. Mais vu d'Afrique ?

Quand journalistes et dirigeants politiques daignent évoquer les pays de départ, ce n'est que pour distinguer les « réfugiés », qui ont quitté un État en guerre et mériteraient une certaine attention, des « migrants », dont les motivations économiques ne sauraient justifier qu'on leur offre l'hospitalité. « Si les personnes ne sont pas éligibles à l'asile, ce qui est le cas des nationalités que nous constatons en ce moment, des Ivoiriens, des Gambiens, des Sénégalais, des Tunisiens, (...) il faut évidemment les renvoyer dans leur pays », expliquait ainsi le ministre de l'intérieur français, M. Gérard Darmanin, après le débarquement de huit mille exilés à Lampedusa (TF1, 19 septembre).

Les raisons qui peuvent pousser un Sénégalais à quitter son pays sont généralement formulées par les médias en des termes si vagues qu'ils en perdent tout sens : « fuir la misère », « trouver un avenir meilleur ». Au Sénégal, ces mots renvoient à une réalité tangible. Celle des accords de pêche qui autorisent les Européens et les Chinois à ratisser les océans avec leurs chalutiers capables de rapporter en un voyage ce qu'une embarcation locale recueille en un an. Celle de l'accaparement des terres, avec son cortège d'investisseurs étrangers qui expulsent des paysans pour mieux favoriser les produits de rente au détriment des cultures de subsistance, l'arachide plutôt que le sorgho et le millet. Celle du réchauffement climatique, qui affecte les récoltes, avec des saisons humides plus courtes, des inondations et des sécheresses plus fréquentes, un désert qui progresse, une mer qui monte, érode

les côtes, salinise les sols. Celle de la répression politique, orchestrée par un président, M. Macky Sall, ami du Quai d'Orsay.

Vues d'Afrique, les politiques européennes brillent par leur hypocrisie. Parallèlement aux discours martiaux, des accords, des conventions, des bureaux d'information organisent l'émigration de travailleurs pour pallier la pénurie de main-d'œuvre et le vieillissement de la population en Europe. La France fait venir des médecins sénégalais, l'Italie en appelle à des ouvriers du bâtiment algériens et ivoiriens, l'Espagne recourt à des saisonniers marocains dans l'agriculture et le tourisme. Quant à l'Allemagne, elle a récemment annoncé l'ouverture de cinq centres de recrutement pour travailleurs hautement qualifiés, au Ghana, au Maroc, en Tunisie, en Égypte et au Nigeria. Ainsi, analyse le sociologue Aly Tandian, les pays d'origine font office d'« incubateurs où sont nés, éduqués et formés des experts avant de les voir partir vers d'autres destinations (1) ».

Les Européens font leur marché parmi les diplômés et alimentent diverses calamités ; subissant ces désastres, et après avoir essayé bien d'autres solutions, des jeunes doivent se résoudre à prendre le chemin du Vieux Continent. Arrivés à Lampedusa, ils trouvent porte close. Au même moment, sur les télévisions et les radios sénégalaises, la région italienne du Piémont diffuse une chanson en wolof : « Vouloir une belle vie ne doit pas te pousser à te sacrifier. La vie est précieuse, la mer est dangereuse (2). » Et le cynisme européen est meurtrier.

(1) Cité dans *The Conversation*, 28 février 2023, www.theconversation.com  
(2) *Il Fatto quotidiano*, Rome, 22 septembre 2023.

★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

ÉDITION ABONNÉS  
INTERDIT À LA VENTE

La RÉFÉRENCE en PROSPECTIVE

ramses 2024  
Sous la direction de THIERRY DE MONTBRAL ET DOMINIQUE DAVID  
ifri

PRIX DE LANCEMENT  
27€  
JUSQU'AU 31 OCTOBRE 2023

UN MONDE À REFAIRE

« CE QUE NOUS DIT LA GUERRE  
« INDE : L'ÉMERGENCE INCONNUE  
« ÉBAUCHES D'UN NOUVEAU MONDE

DUNOD

www.dunod.com  
www.ifri.org

DUNOD  
une page d'avance

NOUVELLE LIVRAISON DE « MANIÈRE DE VOIR »

# D'Atatürk à Recep Tayyip Erdoğan

CE 29 octobre, la Turquie célèbre le centenaire de la République proclamée par Mustafa Kemal Atatürk après l'effondrement de l'Empire ottoman et la guerre d'indépendance (1919-1923) contre les puissances occidentales. Ce tournant républicain précéda l'édification ambiguë et volontariste d'un État moderne, ainsi que de nombreuses réformes destinées à transformer en profondeur une société essentiellement rurale et très attachée à ses traditions. Au fil des décennies, le pays a gagné ses galons de puissance régionale, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et candidate à l'adhésion à l'Union européenne. Désormais, au Proche-Orient comme en Europe, en Asie ou en Afrique, la Turquie est un acteur qui compte.

Comment prendre la mesure de cette puissance à l'heure où les guerres en Syrie et en Ukraine rebattent les cartes géopolitiques et où les crises à répétition, politiques ou économiques, obligent Ankara à naviguer à vue? Et comment la société turque a-t-elle évolué au terme d'un siècle où l'héritage laïque et émancipateur d'Atatürk, le « père des Turcs », comme il fut officiellement nommé par le Parlement en 1934, paraît menacé depuis l'arrivée au pouvoir en 2002 des islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement (AKP)?

Illustrée par des œuvres et dessins de presse d'artistes turcs, charpentée par des cartes, des infographies et une chronologie, la dernière livraison de *Manière de voir* (1) éclaire ces questions, et bien d'autres. Elle examine tout d'abord les contradictions d'une modernisation au pas de charge, telle l'omniprésence de l'armée dans le jeu politique, dont témoignent le coup d'État de 1980 et l'implacable répression qui s'ensuivit, notamment contre les forces de gauche. Autre contradiction, la République n'a jamais trouvé de solution pacifique aux revendications autonomistes kurdes. Comme en 1923, la Turquie contemporaine doit affronter cette « question kurde », qui alimente les surenchères d'une



droite ultranationaliste avec laquelle le président Recep Tayyip Erdoğan ne craint pas de nouer des alliances électorales.

Une deuxième partie interroge la place de ce pays dans le concert des nations. Après avoir longtemps prôné la politique du « zéro problème » avec ses voisins, Ankara multiplie les bras de fer. Sa volonté de projection militaire au-delà de ses frontières et ses ambitions économiques provoquent des tensions récurrentes avec les États-Unis, l'Union européenne, l'Iran, mais aussi plusieurs pays arabes. La Russie, elle, est à la fois partenaire et rivale, en Libye, en Syrie ou dans le Caucase.

Enfin, un troisième chapitre analyse les divisions de la société turque. Répression des oppositions, violences à l'encontre des minorités, poids de la tradition patriarcale et de la religion : les objets de conflits ne manquent pas. Mais l'autoritarisme accru et le verrouillage de la vie politique n'empêchent pas l'émergence de mouvements contestataires, qui s'expriment dans la rue, sur les scènes de théâtre ou dans les salles de concert, comme le montrent plusieurs articles et reportages.

(1) « 1923-2023. Le siècle turc », *Manière de voir*, n° 191, octobre-novembre 2023. En kiosques ou sur <https://boutique-vpc.monde-diplomatique.fr>

## Désert médical

M<sup>me</sup> Jeanne Voiry et M. Maxime Bouquet, membres de l'Assemblée citoyenne de Privas, ont tenu à apporter ces précisions à l'article « Traversée d'un désert médical » (août) :

La désertification médicale est le fruit de l'inconséquence des dirigeants politiques qui ont gouverné ces dernières décennies, et ce malgré les alertes répétées des médecins généralistes sur les dégâts qu'allait causer le numerus clausus. Même si ce n'est pas de la compétence des communes, l'Assemblée citoyenne de Privas porte, depuis la campagne municipale 2020 et tout au long de cette première partie de mandat, des propositions pour améliorer l'accès aux soins des Privadois et Privadoises. Nous souhaitons la création d'un centre de santé public pour offrir la possibilité du salariat aux médecins qui pratiquent le tiers payant sans dépassement d'honoraires, à la place du pôle de santé actuellement proposé par la majorité, qui est porté par un acteur privé et qui ne nous donne aucune assurance sur la venue de nouveaux médecins. Nous voulons aussi attirer de jeunes médecins en rémunérant un ou plusieurs étudiants en médecine en contrepartie d'une installation de plusieurs années dans notre commune, à travers les contrats d'engagement de service public.

## Fin de vie

Les articles « Comment assurer une mort digne pour tous » et « Je veux pouvoir choisir » (septembre) ont provoqué de nombreuses réactions, plusieurs lecteurs s'interrogeant sur les termes du débat, comme M. Jacques Mouly :

Qu'est-ce qu'une mort digne? La vérité est que, face à l'inéluctabilité de la mort, nous souhaitons avant tout ne pas souffrir, éviter une longue et pénible agonie, ne pas nous retrouver dans un état humiliant de dépendance prolongée. Le problème est que lorsqu'on est en état de choisir, on ne pense à la mort que pour l'envisager le plus tard possible. Et quand un accident de la

vie nous laisse sans possibilité de faire un choix, il est trop tard. (...) Mais est-il vraiment digne de demander aux autres de « nous suicider »?

M. Louis Chauvelot nous livre ces observations nées de son expérience de médecin dans des services de cancérologie et de réanimation :

J'ai vu des centaines de personnes en fin de vie, et aucune n'a exprimé la demande d'être euthanasiée. Ce besoin social semble assez rare, et cette rareté est discordante avec l'intensité de la propagande faite pour cette cause. Voici une tentative d'explication : l'euthanasie est en parfaite adéquation avec le développement du libéralisme et des valeurs qui l'accompagnent. Il est insupportable au citoyen-consommateur moderne de se voir refuser la possibilité d'acheter sa mort. On notera d'ailleurs que le prix des actes à l'étranger est mentionné comme un argument pour l'euthanasie en France, dûment remboursée par la Sécurité sociale. Par ailleurs, et contrairement aux demandes d'euthanasie, l'obstination déraisonnable est un problème extrêmement fréquent, qui concerne selon moi la majorité des patients en fin de vie (cette évaluation est subjective, impossible à vérifier par une étude au vu des problèmes posés par la définition de l'obstination déraisonnable).

## Afrique

M. Bahdon Abdillahi souhaite relativiser l'influence de la Russie dans la multiplication des coups d'État en Afrique qu'analyse l'article « Pourquoi tous ces putschs » (septembre) :

Il faut faire le distinguo entre une foule de jeunes manifestants qui brandissent des drapeaux russes et les orientations diplomatiques des nouveaux gouvernements militaires. L'influence de Moscou est inexistante en Guinée. Certes, la rupture est consommée entre Paris et Bamako, mais il faut avoir à l'esprit que des militaires maliens se sont vus refuser l'accès à des villes du nord du pays par l'armée française. Où est la souveraineté du Mali? Les militaires qui ont mené ces pronunciamientos sont nés après les

indépendances. Ils ne vivent pas dans une relation de dépendance avec l'ancienne puissance coloniale, voire avec le système de la « Françafrique ». Paris n'a pas compris que l'Afrique se mondialisait.

De son côté, M. Jacques Vuillemin plaide pour une nouvelle politique de la France et de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique :

L'Afrique, deux milliards d'habitants demain, est le continent de l'avenir. Il devient donc important de définir de nouveaux partenariats, non militaires, plus respectueux de la souveraineté des États. L'heure est venue pour la France et pour l'Union européenne de soutenir avec force la candidature d'au moins un État africain au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Comme le montre l'émergence d'un monde nouveau avec les Brics +, dont l'Occident est exclu, il n'est que temps pour l'Europe de s'émanciper elle aussi de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et des États-Unis pour occuper pleinement sa place dans le monde.

## Émeutes

L'article « L'émeute, entre jacquerie et carnaval » (septembre), a inspiré les remarques suivantes à M<sup>me</sup> Florence Nény :

Ayant été une observatrice directe des émeutes au centre de Marseille, j'ai été écoeuvrée par le traitement journalistique de ces événements, y compris par les médias publics. Certes, pour nombre de jeunes impliqués dans les événements, la promesse républicaine hors d'atteinte pousse à la révolte. Mais il ne faut pas oublier la société de consommation, qui est mensongère et dont les fruits sont également hors d'atteinte. Quel modèle offre-t-on aujourd'hui à ces gamins? Des footballeurs, des youtubeurs, le goût de l'argent facile sans effort... Alors, pour eux, investir les centres-villes, c'est un peu avoir conscience que la consommation et les différents modèles proposés sont des leurres dont ils ont temporairement repris le contrôle. Une douce vengeance dans l'allégresse.

**Vous souhaitez réagir à l'un de nos articles :**

**Courrier des lecteurs, 5013, 1, av. Stephen-Pichon, 75013 Paris ou [courrier@monde-diplomatique.fr](mailto:courrier@monde-diplomatique.fr)**



## PERSEVERARE...

À l'occasion du cinquantenaire du coup d'État contre le président chilien Salvador Allende, l'hebdomadaire libéral *The Economist* (2 septembre 2023) a tenté de justifier sa ligne d'alors, favorable au putsch puis au dictateur d'extrême droite.

Les forces armées auraient-elles pu donner davantage de temps aux politiques? Elles étaient la proie de leurs propres mythes, convaincues que l'extrême gauche aidée par Cuba stockait de grandes quantités d'armes et entraînait des combattants. Ce fut certes le cas, mais pas autant que certains médias, dont *The Economist*, le craignaient. (Notre couverture en 1973 a donné trop de crédit aux affirmations de la droite selon lesquelles le pays était au bord de la guerre civile, et semble avoir exagéré l'ampleur des groupes armés d'extrême gauche. Cependant, notre première

approche du gouvernement d'Allende a été marquée par le scepticisme plutôt que par un rejet catégorique. Nous pensions que le coup d'État était une « regrettable fatalité », un point critiqué mais partagé par de nombreux Chiliens.)

## LES DEUX CORÉES

Célébrant le cinquième anniversaire de la Déclaration intercoréenne, l'ex-président de la République de Corée Moon Jae-in constate que les relations avec le voisin du Nord sont dans l'impasse (Hankyoreh, 20 septembre).

« Lorsque les relations intercoréennes sont pacifiques et quand Séoul adopte une approche diplomatique équilibrée avec ses voisins, le « risque coréen » est réduit (...). Nous avons besoin d'une stratégie diplomatique nuancée qui maintienne l'équilibre », a déclaré l'ancien président. Cela équivaut à une critique de la politique étrangère de l'administration

Yoon [Seok-youl], « axée sur les valeurs » et donnant la priorité à un front commun avec les États-Unis et le Japon.

## VIEILLISSEMENT

À l'occasion de la « journée du respect des personnes âgées », le ministère de l'intérieur japonais indique que le pays franchit des seuils démographiques (The Asahi Shimbun, 17 septembre).

Au 15 septembre, le pourcentage de Japonais de 65 ans ou plus a atteint un record de 29,1 %, (...) les femmes [de cette tranche d'âge] représentant 32,1 % de la population féminine. (...) Le nombre des 75 ans ou plus a dépassé pour la première fois la barre des 20 millions. Ce groupe d'âge comprend de nombreux baby-boomers nés entre 1947 et 1949. Les 80 ans ou plus s'élèvent à environ 12,59 millions, soit un Japonais sur dix. (...) En 2022, un nombre record de 9,12 millions de personnes âgées occupaient un emploi,

soit 30 000 de plus que l'année précédente – un record battu chaque année depuis dix-neuf ans.

## COMPOSITRICES

Un article de la *New York Review of Books* (5 octobre 2023) note l'extrême déséquilibre femmes-hommes en matière philharmonique :

Selon l'organisation Women's Philharmonic Advocacy, sur les 1 344 interprétations individuelles d'œuvres programmées par les 21 plus grands orchestres américains au cours de la saison 2022-2023, seules 145 concernaient des œuvres écrites par des femmes, soit 10,7 %. (...) Lorsqu'on a demandé à Nadia Boulanger, en 1938, ce qu'elle ressentait en tant que première femme à diriger l'orchestre symphonique de Boston, elle a répondu : « Je suis une femme depuis un peu plus de cinquante ans, et j'ai surmonté mon premier étonnement. »

**Informez-vous, abonnez-vous**  
... et contribuez à l'indépendance du Monde diplomatique

**1 AN - 12 NUMÉROS POUR 59 €**

**INCLUS DANS VOTRE ABONNEMENT**  
Le Monde diplomatique chaque mois en version papier

- + L'accès aux versions numériques
- + 2 ans d'archives du Monde diplomatique
- + Les articles en version audio

Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30/09/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Entreprises et étranger : nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Le Monde diplomatique, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale du Monde diplomatique. ☐ Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales par voie postale des partenaires du Monde diplomatique. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : [www.monde-diplomatique.fr/diplo/rppd/](http://www.monde-diplomatique.fr/diplo/rppd/) ou écrivez à notre délégué à la protection des données : 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou [dpo@monde-diplomatique.fr](mailto:dpo@monde-diplomatique.fr). Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par courriel : [abo@monde-diplomatique.fr](mailto:abo@monde-diplomatique.fr) ou par téléphone au 03 21 13 04 32 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://boutique.monde-diplomatique.fr/cgv/html>

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du Monde diplomatique SA, à l'adresse suivante :

**Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300, 62066 Arras Cedex 9**

Coordonnées : **RMD23BA10**

M.  M<sup>me</sup>   
Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal [ ][ ][ ][ ][ ][ ]  
Ville .....  
Courriel .....

J'accepte de recevoir des offres du Monde diplomatique : Oui  Non   
J'accepte de recevoir des offres des partenaires du Monde diplomatique : Oui  Non



**PLUS SIMPLE, PLUS RAPIDE**  
[www.monde-diplomatique.fr/abo](http://www.monde-diplomatique.fr/abo)



**ou téléphonez au 03 21 13 04 32**  
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Édité par la SA Le Monde diplomatique. Actionnaires : Société éditrice du Monde, Association Gunter Holzmann, Les Amis du Monde diplomatique. 1, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris. Tél. : 01-53-94-96-01. Télécopieur : 01-53-94-96-26. Courriel : [secretariat@monde-diplomatique.fr](mailto:secretariat@monde-diplomatique.fr). Site Internet : [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

**Directeur :** Benoît BRÉVILLE, président, directeur de la publication  
Anne-Cécile ROBERT, directrice adjointe  
**Autres membres :** Vincent CARON, Élodie COURATIER, Pierre RIMBERT  
Conseiller éditorial auprès du directeur de la publication : Serge HALIMI  
Conseiller en finance et développement auprès du directeur : Bruno LOMBARD  
Secrétaire générale : Anne CALLAIT-CHAVANEL

**Directeur de la rédaction :** Benoît BRÉVILLE  
**Rédacteur en chef :** Akram BELKAÏD  
**Rédaction :** Martine BULARD, Philippe DESCAMPS, Renaud LAMBERT, Evelyne PIEILLER, Hélène RICHARD, Pierre RIMBERT, Anne-Cécile ROBERT, Grégory RZEPSKI  
**Cartographie :** Cécile MARIN  
**Site Internet :** Guillaume BAROU  
**Conception artistique :** Nina HILACER, Boris SEMÉNIKO (avec la collaboration de Delphine LACROIX pour l'iconographie)  
**Archives et données numériques :** Suzy GAIDOZ, Maria IERARDI  
**Mise en pages et photogravure :** Jérôme GRILLIERE, Patrick PUECH-WILHEM  
**Correction :** Dominique MARTEL, Xavier MONTHEARD

**Directeur commercial et administratif :** Vincent CARON  
**Directrice des relations sociales :** Élodie COURATIER  
**Responsable du contrôle de gestion :** Zaïa SAHALI  
**Administration :** Sophie DURAND-NGÔ (9674), Sylvia DUNCKEL (9621), Eleonora FALETTI (9601)  
**Courriel :** [prenom.nom@monde-diplomatique.fr](mailto:prenom.nom@monde-diplomatique.fr)

**Fondateur :** Hubert BEUVE-MÉRY.  
**Anciens directeurs :** François HONTI, Claude JULIEN, Ignacio RAMONET, Serge HALIMI

**Publicité :** Hélène FAVERIE (01-57-28-38-03)

**Diffusion, mercatique :** Saveria COLOSIMO-MORIN, Maureen DECARPIGNY, Sophie GERBAUD, Sabine GÜDE, Adeline KRUG DONAT, Christiane MONTLLET  
**Relations marchands de journaux (numéro vert) :** 0805-050-147

**Service relations abonnés**  
● Depuis la France : 03-21-13-04-32 (non surtaxé) [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)  
● Depuis l'étranger : (33) 3-21-13-04-32  
**Conditions générales de vente :** [www.monde-diplomatique.fr/cgv](http://www.monde-diplomatique.fr/cgv)  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration  
© ADAGR Paris, 2023, pour les œuvres de ses adhérents  
Prix au numéro : 5,40 €  
Prix de l'abonnement annuel à l'édition imprimée : France métropolitaine : 59 €  
Autres destinations : [www.monde-diplomatique.fr/abo](http://www.monde-diplomatique.fr/abo)  
Merci à nos acheteurs chez les marchands de journaux de nous signaler toute anomalie au 01-57-28-33-25

# La faute à l'Europe et aux marchés ?

Nombre de réformes engagées par le gouvernement français ont pour motivation officielle les exigences de la Commission européenne ou encore la nécessité de rassurer les marchés. En réalité, de discrets conclaves technocratiques et financiers ébauchent, finalisent et parviennent à imposer des décisions que ni les Parlements ni les débats publics ne peuvent contrarier.

PAR VINCENT GAYON \*

Ce sera 64 ans. Le 10 janvier dernier, sitôt le recul de l'âge légal de départ à la retraite officialisé par la première ministre française, Olivier Blanchard se demandait : « Pourquoi le gouvernement risquerait-il les grèves et une perte de capital politique, pour pousser une réforme dont la France n'a pas besoin ? » Les réponses au tweet de l'économiste insistèrent alors sur le besoin de complaire aux marchés financiers – pour attirer des capitaux – et à l'Union européenne – pour bénéficier du fonds de relance. Mais dès le 17 octobre 2022 Bruxelles s'était défendu de conditionner le déblocage des aides à une refonte du système de pension (1). Ni pur assujettissement, ni simple dialogue technique, en quoi consistent exactement les rapports des gouvernements aux bureaucraties – publiques ou privées, nationales ou européenne – qui suivent, influencent ou coproduisent leurs politiques publiques ? Revenir à la séquence dans laquelle s'insère l'annonce de Mme Élisabeth Borne permet de mieux le saisir ; pour constater le règne de la connivence experte, de l'argument d'autorité, au détriment du débat public comme de la délibération parlementaire.

À la suite du krach financier de 2008, alors que débutait la crise des dettes souveraines, le Conseil européen a instauré en 2010 un espace de discussion entre les gouvernements de l'Union, appelé « semestre européen », afin de mieux coordonner leurs politiques budgétaires, économiques et sociales. Chaque année, il s'ouvre avec la publication du « paquet d'automne », qui comprend un diagnostic pays par pays. Au printemps suivant, la Commission adresse des orientations aux exécutifs nationaux, en vue de l'élaboration de leurs programmes dits de stabilité (sur les trajec-

toires budgétaires) et de réformes (sur la compétitivité), tous deux présentés en avril. Le collègue des commissaires fait alors paraître en mai des rapports sur chaque situation nationale et peut formuler des recommandations, à adopter lors du Conseil de l'Union européenne de juillet.

Ce calendrier instaure une forme de circularité technocratique : les gouvernements s'obligent à respecter les préconisations qu'ils contribuent à rédiger. Nulle contrainte de la Commission. En mai 2022, elle s'en est tenue à suggérer que la France réforme son « système de retraite pour uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite afin de renforcer l'équité du système tout en soutenant sa durabilité ». Puis le Conseil de l'Union européenne – composé des ministres des États membres – a adopté cette recommandation, déjà formulée en 2019 (2).

Du reste, ce ne sont pas « la France », ni même « le gouvernement français », ni « la Commission » qui interviennent et négocient. Au détriment de ceux chargés de l'écologie ou du social, des secteurs bureaucratiques particuliers dominent le jeu bruxellois. Les recommandations adoptées au Conseil de l'Union par les ministres du travail (à la majorité qualifiée) respectent par exemple les « lignes directrices intégrées » (LDI), arrêtées par des instances où ne siègent que des représentants des ministères des finances, de la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission (DG Ecfm), des banques centrales et de la Banque centrale européenne (BCE). Tous instruits par une même doxa macroéconomique et budgétaire.

## Pantouflages

Au cours du conflit sur les retraites, sans surprise, ce pôle économique et financier a ardemment appuyé le gouvernement français. Ainsi, selon M. Maarten Verwey, directeur de la DG Ecfm, ancien du Trésor néerlandais, le projet de loi se justifiait par le « vieillissement de la population qui pèsera de plus en plus sur le budget des États » (*Le Monde*, 14 mars 2023). Sa prise de position faisait écho à celles de M. Pierre Moscovici : le 25 janvier, devant l'Assemblée nationale, le ministre de l'économie de M. François Hollande (2012-2014), commissaire aux affaires économiques sous M. Jean-Claude Juncker (2014-2019), avait encore

soutenu que, « s'il n'y avait pas de réforme des retraites, alors à ce moment-là la dette [augmenterait] de manière significative d'ici à 2027 ».

Devant la commission des finances, M. Moscovici ne défendait pas les menées du gouvernement français en sa qualité de premier président de la Cour des comptes – légation parisienne de l'orthodoxie bruxelloise – mais de président du Haut Conseil des finances publiques (HCFP). Créée en 2012 pour conformer le droit français au traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), cette « institution budgétaire indépendante » veille au respect des engagements européens. Dans ses avis, elle doit dénoncer le moindre écart dans la trajectoire de « retour à l'équi-



NEO RAUCH. – « Die Kontrolle » (Le contrôle), 2010

libre des comptes publics », un objectif inscrit en 2008 à l'article 34 de la Constitution. Son collège réunit des magistrats de la Cour des comptes et des personnalités extérieures, notamment Mme Sandrine Duchêne – une ancienne cadre du Trésor qui pantoufle au Crédit mutuel –, Mme Michala Marcussen – dirigeante de la Société générale –, Philippe Martin – économiste gouvernemental, membre du cabinet de M. Emmanuel Macron à Bercy – et, figure du camp minoritaire, le chercheur Michaël Zemmour (3).

D'avantage de procédures, des règles plus strictes, de nouvelles institutions. Depuis une vingtaine d'années, en France comme en Europe, tout renforce la technocratie financière ; tout conforte ses représentants, qui tirent avantage de jouer la même partition, dans le même tempo. Le 5 juillet dernier, M. Moscovici présentait un rapport sur la situation des finances publiques au Sénat. Alors que la bataille des retraites tirait à sa fin, en préconisant « un effort substantiel », le premier président de la Cour des comptes validait l'austérité générale annoncée par Bercy quelques semaines auparavant – diminution des dépenses de l'État de 0,8 %, de celles des collectivités de 0,5 % – et anticipait le durcissement du « pacte budgétaire » annoncé fin avril par son successeur à Bruxelles, M. Paolo Gentiloni. Désormais, un État membre dont le déficit public dépassera les 3 % devra procéder à un ajustement budgétaire minimal correspondant à 0,5 % de son produit intérieur brut (PIB) (4). Autant de coupes nationales dans les prestations, mais aussi dans les investissements, les recrutements et les services publics. De quoi relativiser le pacte vert pour l'Europe ou la « soutenabilité » socio-environnementale chère à l'Union.

Ce conclave technocratique et financier peut en outre contourner la démocratie – parlementaire ou sociale, nationale ou européenne – grâce à l'appui d'acteurs internationaux, non moins bureaucratiques. Après avoir consacré en décembre 2022 une étude à l'« amélioration des régimes par capitalisation » (5), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a elle aussi défendu la réforme hexagonale de 2023. Son secrétaire général, ancien ministre du budget australien, M. Mathias Cormann, a repris le 17 mars dernier lors d'une conférence de presse les éléments de langage de Mme Borne et de ses ministres : « Nous vivons plus vieux et vivons plus vieux en meilleure santé », c'est pourquoi « il nous faut accepter de travailler un peu plus longtemps ». Alors même que dans plusieurs pays membres de son organisation l'espérance de vie en bonne santé régresse ou stagne, et sans tenir compte des gains de productivité entre généra-

tions, M. Cormann appelait le gouvernement français à « rester sur sa ligne et aller jusqu'au bout ».

Mais les instances internationales exercent également des pressions plus directes : sur proposition de la Commission, la formation « affaires économiques et financières » du Conseil de l'Union européenne (ou Conseil Ecofin) peut adresser à des pays qui sortiraient des clous des recommandations dont la

publicité, expliquent les politistes Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, suffit à « déclencher le jugement des marchés financiers et des agences de notation » (6). Pour faire adopter sa réforme, le président Macron a cru bon d'agiter cette menace : le 16 mars dernier en conseil des ministres, il justifiait le recours aux dispositions du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution en soutenant que « les risques financiers, économiques [étaient] trop grands ».

## Les retraites en ligne de mire

La modicité de l'économie annoncée (13,5 milliards d'euros en 2030) rapportée au montant de la dette française (3 000 milliards d'euros) n'a échappé à personne. En l'espèce, même les opérateurs de marché ont donc trouvé la ficelle un peu grosse. Mais, comme l'explique le politiste Benjamin Lemoine, « puisque le système est désormais financé partiellement par l'impôt et l'emprunt [et non plus seulement par les cotisations sociales], les retraites deviennent vulnérables aux conditions de financement sur les marchés, dont le pouvoir exécutif se fait le porte-parole. La base matérielle de l'ascendant du ministère des finances, la « main droite » de l'État, sur le reste de l'appareil d'État, la « main gauche », est renforcée. (...) Et l'État se fait providence pour le capital » (7).

Fin avril 2023, l'agence Fitch a abaissé la note française en déplorant « l'impasse politique et les mouvements sociaux (parfois violents) », qui « constituent un risque pour le programme de réformes de Macron et pourraient créer des pressions en faveur d'une politique fiscale plus expansionniste ou d'une remise en cause des réformes précédentes » (8). Ce jeu de célébration et de dénigrement croisés confirme le poids des marchés, qui trouvent dans les bons du Trésor un actif sans risque, tandis que les bureaucrates des finances les voient comme un outil de domestication de la démocratie.

Au sein des technostructures, nationales ou européennes, les secteurs « sociaux » et « environnementaux » n'ont aucune prise sur les choix macroéconomiques. Ils jouent, au mieux, un rôle de gestionnaires de leurs conséquences négatives. Quand ils ne se muent pas à leur tour en sentinelles des opérateurs financiers, mettant en avant dans leurs publications le coût des engagements « sociaux » des États – les pensions à servir aux retraités, les prestations de diverses natures, les traitements des fonctionnaires –, dans la continuité des classements qu'établissait la Banque mondiale avec sa série « Doing Business » – sur les législations les plus propices à l'investissement, et les moins

avantageuses pour les salariés – ou des « indicateurs de législation protectrice de l'emploi » de l'OCDE.

Emploi, carrière, influence : la haute technocratie financière protège, elle, très bien ses positions, politiques ou personnelles. Et les renforce grâce aux passages par le privé et l'international. Lorsque le conseil de l'OCDE a publié en février 2022 une recommandation favorable à la capitalisation, Mme Laurence Boone exerçait les fonctions de secrétaire générale adjointe de l'organisation (9). Après avoir été pendant deux ans, de 2016 à 2018, cheffe économiste de l'assureur AXA, leader du marché français de l'épargne-retraite. En juillet 2022, M. Macron l'a nommée secrétaire d'État chargée de l'Europe. À la suite des annonces de M. Gentiloni, c'est à elle entre autres, au sein du gouvernement, qu'il incombera de suivre la mise en place des nouvelles règles communautaires en matière de déficit public et d'endettement.

(1) Représentation en France de la Commission européenne, « L'Europe exige-t-elle la réforme des retraites en France? », Paris, 17 octobre 2022.

(2) Conseil de l'Union européenne, « Recommandation du Conseil du 12 juillet 2022 concernant le programme national de réforme de la France pour 2022 », 12 juillet 2022.

(3) Lire Michaël Zemmour, « Bientôt, la retraite à 70 ans? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.

(4) « La Commission propose de nouvelles règles de gouvernance économique adaptées aux défis à venir », Commission européenne, communiqué de presse du 26 avril 2023, <https://ec.europa.eu>

(5) *OECD Pension Outlook 2022*, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 1<sup>er</sup> décembre 2022, [www.oecd.org](http://www.oecd.org); lire aussi Grégory Rzepski, « Capitalisation, l'autre nom de la réforme des retraites », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(6) Guillaume Sacriste et Antoine Vauchez, « L'euro-isation de l'Europe », *Revue de l'OFCE*, n° 164, Paris, 2019.

(7) Benjamin Lemoine, « Retraites : pourquoi l'argument du « risque financier » ne tient pas debout », *Sociologie politique de l'économie*, 27 mars 2023, <https://spe.hypotheses.org>

(8) « Fitch downgrade France to 'AA-' », *Outlook stable*, 28 avril 2023, [www.fitchratings.com](http://www.fitchratings.com)

(9) « Recommandation du Conseil pour la bonne conception des plans de retraite à cotisations définies », OCDE, 23 février 2022, <https://legalinstruments.oecd.org>

**TOUTES LES ARCHIVES DU « DIPLO »**  
depuis 1954

- plus de 800 numéros du journal
- plus de 2 500 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

**ABONNEZ-VOUS**  
[www.monde-diplomatique.fr/archives](http://www.monde-diplomatique.fr/archives)

# En Argentine, la droite

Lestée par sa dette extérieure, l'Argentine connaît une inflation structurelle qui a plongé une grande partie de la population dans le chômage et la pauvreté.

Constatant l'échec des péronistes, les électeurs semblent disposés à se tourner vers deux droites autoritaires lors du scrutin présidentiel du 22 octobre : celle, classique, de M<sup>me</sup> Patricia Bullrich, ou celle, débridée, de M. Javier Milei.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
ANNE-DOMINIQUE CORREA \*

C'EST un tableau blanc sur lequel on a collé des étiquettes : une pour chaque ministère du gouvernement argentin. Un homme aux cheveux ébouriffés – qu'il se flatte de n'avoir pas coiffés depuis trois ans (et qu'il présente comme l'œuvre de la «*main invisible du marché*») –, aux favoris de rokeur et au regard bleu perçant s'approche. Il rugit le nom du ministère que représente chaque petit ruban, avant de l'arracher d'un geste sec : «*Tourisme et sport, dehors! Ministère de la culture, dehors! Ministère de l'environnement et du développement durable, dehors! Ministère de la femme, du genre et de la diversité, dehors! Ministère des travaux publics, dehors!*» Cette dernière étiquette ne se décolle qu'à moitié, il doit s'y prendre à deux fois. «*Même si celui-là résiste! Ministère de la technologie, de la science et de l'innovation, dehors! Ministère du travail, dehors! Ministère de l'éducation... ah, l'endoctrinement! Dehors! Ministère du transport, dehors! Ministère de la santé, dehors! Ministère du développement social, dehors!*» Satisfait, il contemple le tableau blanc : «*Que reste-t-il de l'État?*» Les ministères du capital humain, des infrastructures, de l'économie, de la justice, de la sécurité, de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur. «*C'en est fini du business de la politique! Vive la liberté, putain de bordel!*»

L'homme qui vient d'illustrer son projet politique pour l'Argentine est l'économiste Javier Milei. Jusque-là, ses déclarations sur les plateaux de télévision où il traitait, rouge de colère, les politiques de «*gauchistes de merde*» et les journalistes de «*connards*», d'«*abrutis*» ou d'«*ignorants*», l'avaient rendu célèbre mais peu crédible. Le 13 août 2023, il est toutefois arrivé en tête des primaires obligatoires (qui font figure de test grandeur nature pour la présidentielle du 22 octobre), avec 30 % des voix, au nom de la coalition La Libertad avanza (La liberté avance). Non seulement M. Milei prend ainsi l'avantage sur ses rivaux – M<sup>me</sup> Patricia Bullrich, de la coalition conservatrice Juntos por el cambio (Ensemble pour le changement), avec 28 % des suffrages, et M. Sergio Massa, le candidat péroniste (27,3 %) –, mais il est porté par un virage à droite général : chacun des deux autres candidats représente l'aile la plus droitière de sa famille politique.

## Cocktail de conservatisme et de libre-échange

Comment expliquer le succès d'un «*anarcho-capitaliste*» autoproclamé qui propose de trancher dans les dépenses publiques «*à la tronçonneuse*», de «*dynamiter*» la banque centrale, de dollariser l'économie, de rompre les relations avec le premier partenaire commercial de l'Argentine, la Chine, parce qu'elle est «*communiste*», de criminaliser l'avortement, d'autoriser le port d'armes, de mettre les manifestants en prison, d'autoriser la vente d'organes et même d'enfants ? Comme au Brésil, récemment marqué par l'apparition sur la scène politique de M. Jair Bolsonaro, aux style et parcours distincts mais proposant un cocktail d'autoritarisme, de conservatisme et de libre-échange similaire, l'émergence de M. Milei découle de la reconfiguration d'une droite confrontée à une crise qu'elle peine à surmonter.

En réalité, les propositions de celui qui se présente comme un «*révolutionnaire*» n'ont rien de véritablement neuf. Pendant la dictature du général Jorge Videla (1976-1981), sur le conseil des «*Chicago Boys*» – des économistes libéraux formés à l'université de Chicago et influencés par Milton Friedman et Arnold Harberger –, l'ouverture du commerce, la dérégulation financière et les privatisations d'entreprises publiques ont été appliquées avec une discipline toute militaire. Contrairement aux propos de M. Milei, ces recettes n'ont pas «*libéré*» l'Argentine, mais «*détruit les tissus social*

et industriel», souligne Mario Rapoport, spécialiste de l'histoire économique argentine. À l'époque, le train de mesures affaiblit les capacités productives locales et accroît la dépendance du pays envers les exportations agricoles pour financer l'importation de biens manufacturés. Ce qui renforce le déficit structurel de la balance commerciale, à l'origine d'une inflation chronique : alors qu'elle s'élevait à un taux annuel moyen de 78 % avant le coup d'État de 1976, elle atteint une moyenne de 191 % pendant la dictature.

Paradoxalement, à la suite du retour à la démocratie en 1983, les gouvernements de Raúl Alfonsín, de l'Union civique radicale (1983-1989), et du péroniste néolibéral Carlos Menem (1989-1999) poursuivent la même feuille de route. «*Le ménémisme a proposé nombre des mesures que Milei reprend aujourd'hui*», note Rapoport. Alors qu'en 1989 l'inflation dépasse les trois chiffres, le ministre de l'économie de Menem, M. Domingo Cavallo, président de la banque centrale sous la dictature militaire, décide, pour en finir avec ce fléau, de mettre en place la première étape vers une dollarisation de l'économie. Le 27 mars 1991, il décrète un plan de convertibilité qui établit, cinq jours plus tard, une parité fixe entre le peso et le dollar (1 peso pour 1 dollar).

«*Cette tentative de dollarisation avec le plan de convertibilité a complètement échoué*», poursuit Rapoport. Si la mesure parvient à endiguer l'hyperinflation, d'autres difficultés apparaissent rapidement : le dollar étant une devise plus forte que le peso, la parité élève le taux de change, qui renchérit les exportations. Moins compétitives, ces dernières n'augmentent pas suffisamment pour



IRINA WERNING. – Billet détourné par l'artiste Sergio Guillermo Diaz, 2022. De la série «*Inflation!*»

répondre à la demande de dollars nécessaires au soutien de la parité des deux monnaies. Conséquence : l'Argentine s'endette. En 2001, le système implose. Comprenant que la faillite approche, les Argentins se ruent vers les banques pour retirer leurs économies, que le gouvernement s'empresse de geler le 3 décembre 2001.

La suite de la crise, baptisée *corralito* («*petit enclos*»), est connue : le 21 janvier 2002, le président Fernando de la Rúa, qui avait succédé à Menem, et le ministre Cavallo prennent la fuite en hélicoptère. L'Argentine fait défaut et cinq présidents se succèdent en onze jours. La population récupère ses économies en pesos dévalués. Entre 2001 et 2002, le produit intérieur brut (PIB) chute de 10 %, le taux de pauvreté augmente de 46 % à 66 % et celui du chômage grimpe de 18,3 % à 21,5 %.



IRINA WERNING. – Promeneuse de chiens, Buenos Aires, 2022. De la série «*Inflation!*»

En avril 2003, les mobilisations qui réclamaient «*qu'ils s'en aillent tous!*» débouchent sur l'élection de Néstor Kirchner (décédé en 2010), un péroniste progressiste. Récupérant le pays en lambeaux, Kirchner renégocie la dette publique, nationalise certaines entreprises stratégiques et crée d'importants programmes sociaux. Lors de son mandat, la pauvreté est divisée par deux. Mais quand son épouse Cristina Fernández lui succède, à partir de 2007, elle fait un pas de trop aux yeux des puissants : alors que le cours des matières premières agricoles s'envole, elle «*ose*» mettre en place un impôt de plus de 40 % sur les exportations de soja, le poumon économique du pays. Avec l'appui des classes moyennes urbaines, l'agronégoce bloque le pays pendant cent vingt-neuf jours. M<sup>me</sup> Fernández doit reculer. Les réformes se heurtent au plafond fixé par les conservateurs, qui, en 2015, parviennent à faire élire M. Mauricio Macri, un homme d'affaires qui promet le retour de l'austérité et du libre-échange.

Comme en 2001, c'est un échec. La «*pluie d'investissements privés*» (1) que les mesures de M. Macri devaient attirer pour relancer la croissance ne tombe jamais. De surcroît, la suppression de l'impôt sur les exportations et de tout contrôle sur les capitaux confronte le pays au vieux problème de la pénurie de dollars. M. Macri demande secours au Fonds monétaire international (FMI), qui, en 2018, octroie un prêt de 57 milliards de dollars au prix d'une nouvelle cure austéraitre supplémentaire. Non seulement «*la somme était impossible à rembourser*», pointe Rapoport, qui souligne qu'il s'agissait du montant le plus élevé jamais accordé par le FMI, mais la mesure s'avère inefficace : «*L'essentiel de ces capitaux fuit à l'étranger*». Un rapport de la Banque d'Argentine de mai 2020 estime que, sur les 100 milliards de dollars entrés dans le pays en devises étrangères pendant le mandat de M. Macri, 86 milliards sont immédiatement partis à l'étranger (2).

En 2019, quand M. Alberto Fernández arrive à la présidence à la tête de la coalition péroniste du Frente de todos (Front de tous) avec M<sup>me</sup> Cristina Fernández à la vice-présidence (il n'y a aucun lien de parenté entre eux), il trouve donc le pays dans une situation bien connue des Argentins : le PIB a chuté de 1,3 % en trois ans, la dette a bondi de 52 % à 86 % du PIB, le peso a perdu plus de la moitié de sa valeur, le taux de chômage est passé de 7 % à 10 % et le taux de pauvreté de 30 % à 35 %. M. Fernández ne parvient pas à résorber la crise. Le fardeau du remboursement de la dette héritée de M. Macri lie les mains du gouvernement, confronté à de nouvelles difficultés : outre la pandémie de Covid, qui fait 130 000 morts, la

guerre en Ukraine renchérit le prix de l'énergie, et une sécheresse historique ravage l'agriculture.

M. Fernández, qui se décrit comme un «*libéral progressiste*» (3), se résout à négocier un nouvel accord avec le FMI... au prix de nouvelles mesures d'austérité et d'une rupture avec sa vice-présidente, qui s'oppose à ce choix. Résultat : le taux de pauvreté dépasse désormais les 40 %, l'inflation annuelle atteint 116 % et la popularité de M. Fernández passe à peine la barre des 20 % d'opinions favorables (4). Discredité, il renonce à se présenter à l'élection présidentielle du 22 octobre 2023. Tout comme M<sup>me</sup> Fernández, qui, en plus d'avoir essuyé une tentative d'assassinat le 1<sup>er</sup> septembre 2022, subit une stratégie de *lawfare* (guerre judiciaire) visant à lui barrer la voie de la présidence.

## De la guérilla marxiste au ministère de la sécurité

L'absence d'une candidature populaire à gauche ouvre ainsi grand la porte au retour de la droite et de ses vieilles recettes. Elle revient donc, mais sous deux emballages différents.

D'un côté, un courant qui se présente comme «*sérieux*» et «*expérimenté*» : celui de M<sup>me</sup> Bullrich, toujours en tailleur et coupe de cheveux au carré avec frange, à l'image des femmes des classes aisées de Buenos Aires. Issue d'une grande famille de l'oligarchie terrienne, M<sup>me</sup> Bullrich s'est progressivement radicalisée à droite après avoir rejoint la guérilla marxiste dans les années 1970. Elle devient ministre du travail sous le gouvernement centriste de la Rúa (1999-2001) avant d'être nommée, quatorze ans plus tard, à la tête du ministère de la sécurité de M. Macri, où elle se fait connaître pour sa violente répression des mouvements sociaux.

Le programme de M<sup>me</sup> Bullrich s'inscrit donc dans la continuité du macrisme : elle propose une réforme du droit du travail, la fin du contrôle des prix et de drastiques coupes budgétaires. Toutefois, critique de la stratégie «*gradualiste*» de son mentor, qui voulait éviter une rébellion populaire, M<sup>me</sup> Bullrich plaide pour une stratégie du choc : «*C'est tout ou*

(1) «*En la presidencia de Macri, la "lluvia de inversiones" fue menos de la décima parte de los dólares que ingresaron por endeudamiento*», 22 janvier 2020, www.infobae.com

(2) «*Mercado de cambios, deuda y formación de activos externos 2015-2019*», Banque centrale de la République argentine, 14 mai 2020.

(3) «*La llamativa definición política de Alberto Fernández: "Soy de la rama del liberalismo progresista peronista"*», Clarín, Buenos Aires, 19 juin 2019.

(4) «*Según una encuesta, Alberto Fernández tiene la peor imagen entre los dirigentes de la Argentina*», Infobae, 31 mai 2023, www.infobae.com

UN TRUBLION LIBERTARIEN ENTEND DÉMANTELER L'ÉTAT

# rugit mais innove peu

rien (5)», assure-t-elle dans son clip de campagne. Fidèle à son image de « Dame de fer », elle promet de restaurer l'« ordre dans la rue (6) » et de « mettre fin à l'ère des piquetes (7) » – des blocages de routes organisés régulièrement à Buenos Aires par un mouvement social de chômeurs apparu dans les années 1990.

## Des cours d'économie gratuits dans les parcs

À cette forme de néolibéralisme autoritaire répond l'autoritarisme néolibéral de la « nouvelle droite rock and roll » de M. Milei. Ce libertarien défend la méthode forte contre l'insécurité et les mouvements sociaux, dont il qualifie les animateurs de « délinquants ». Une ligne que son référent intellectuel, l'économiste américain Murray Rothbard (1926-1995), appelle « populisme de droite ». M. Milei oppose les « Argentins de bien » à la « caste politique », formée par l'État et les partis politiques traditionnels, selon lui intrinsèquement corrompus. Contrairement à M. Macri, qui se félicitait de ne jamais réagir aux insultes de ses détracteurs, M. Milei revendique la vulgarité pour canaliser la colère populaire. « Je crie avec véhémence parce que je suis indigné et fatigué de la caste politique qui, jour après jour, nous vole notre avenir (8). »

Rapidement devenu l'économiste star des télévisions et radios, gourmandes de ses frasques, M. Milei profite des restrictions sanitaires lors de la pandémie pour accuser le gouvernement de vouloir instaurer une « dictature de l'infection » (*infectadura*, en espagnol). Divers scandales permettent d'alimenter l'idée d'une élite qui se moque du peuple : en plein confinement, le 24 juillet 2020, la photo d'une soirée organisée à la résidence présidentielle pour fêter l'anniversaire de l'épouse de M. Fernández est diffusée sur les réseaux sociaux ; en février 2021, un scandale lié à la vaccination privilégiée de proches du pouvoir éclate.

Les interventions médiatiques du candidat libertarien sont massivement relayées par des influenceurs tels qu'Agustín Laje, Álvaro Zicarelli, Emmanuel Danann, « Tipito Enojado » et « El Presto ». En guerre contre ce qu'ils appellent le « marxisme culturel », ils s'attaquent à l'État, à l'écologie et aux conquêtes du mouvement féministe.

Le discours de M. Milei touche surtout les jeunes, particulièrement exposés aux réseaux sociaux et aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire. « Jamais, depuis la fin de la dictature, la droite radicale n'a eu une résonance aussi puissante auprès des jeunes », constate Ariel Goldstein, chercheur au Conseil national de la recherche scientifique et technique (Conicet) à Buenos Aires. Selon un sondage du cabinet de conseil Synopsis (9), la moitié des militants de M. Milei, majoritairement des hommes issus des classes moyenne et populaire urbaines, ont moins de 29 ans. Pendant la pandémie, « l'État est devenu leur ennemi », explique Sergio Morresi, politiste de l'université nationale du Littoral-Côte-d'Opale. « À leurs yeux, le discours progressiste selon lequel l'État est celui qui prend soin de nous, nous protège, nous aide, n'a pas de sens. Leur seule expérience est celle d'un État qui ne fonctionne pas. »

Juan, 19 ans, s'était retrouvé confiné avec sa mère (infirmière) et sa grand-mère. Il a dû faire sa dernière année de lycée virtuellement avec une mauvaise connexion Internet, ce qui explique ses lacunes lorsqu'il a commencé des études d'architecture à l'université de Buenos Aires (UBA). Alors qu'il se considérait « de gauche » plus jeune, il soutient désormais M. Milei. « C'est le seul candidat dont le programme offre un avenir aux jeunes », nous assure-t-il, veste en cuir sur le dos, pendant qu'il

participe à un rassemblement pour La Libertad avanza. Issu d'un quartier périphérique de Buenos Aires, ce jeune homme doit, comme beaucoup de jeunes, travailler en parallèle de ses études afin de boucler ses fins de mois : « En Argentine, on ne peut pas faire de projets. » Selon l'Institut national de la statistique et du recensement, 45 % des jeunes entre 15 et 29 ans se trouvent en situation de pauvreté (10). Et d'après un sondage de l'UBA, 68 % des Argentins âgés de 18 à 29 ans choisiraient d'émigrer s'ils en avaient les moyens (11).

Stimulé par sa popularité croissante, M. Milei passe à l'offensive politique. Le 25 mai 2020, au lendemain de l'annonce de la prolongation du confinement jusqu'au 6 juin, il appelle à manifester en diffusant massivement le mot-clic #*bastadecuarrentena* (« La quarantaine, il y en a marre »). Près de deux cents personnes descendent alors sur la place de Mai, devant le palais présidentiel, dans le centre historique de la capitale. Considérée comme l'acte de naissance de la « nouvelle droite argentine », cette mobilisation se démultiplie par la suite. « Comme [en raison du confinement] les mouvements sociaux avaient réduit leur présence dans les rues, ces groupes antigouvernementaux, minoritaires, ont joué d'une visibilité inhabituelle », explique Melina Vázquez,



© IRINA WERNING

IRINA WERNING. – Bidonville Villa 31, Buenos Aires, 2022. De la série « Inflation! »

sociologue au Conicet et enseignante à l'UBA. Loin de la droite classique qui exprime les intérêts d'une élite, les jeunes militants libertariens se disent plus irrévérencieux, plébiens, incorrects, et pensent aller à l'encontre du consensus. Dans ces conditions, le discours libertarien devient subversif. »

Autrefois, le militantisme de la jeunesse était monopolisé par La C mpora, une organisation politique de jeunes fondée en 2006 par M. M ximo Kirchner, le fils de Même Fernández et de Néstor Kirchner. « La gauche parle beaucoup aux jeunes, elle leur apprend des choses, leur donne des outils d'émancipation », reconnaît M. Fernando Cerimedo, conseiller en communication de M. Milei depuis 2019, qui possède un conglomérat de médias d'extrême droite. Mais les dirigeants de La C mpora ont dépassé la quarantaine et ils sont confrontés à un nouveau concurrent : « Milei a lui aussi commencé à donner des outils aux jeunes pour se défendre. »

Ce dernier, qui enseigne dans l'institut privé de formation pour traders N & W Professional Traders   Buenos Aires, organise notamment des « cours d'économie à ciel ouvert » dans des parcs. « Je ne suis pas venu ici pour guider des agneaux mais pour réveiller les lions ! », répète-t-il souvent. L'homme a presque toujours un livre sous le bras et aime conseiller des lectures à ses militants. Nombre d'entre eux connaissent ainsi par cœur la définition du libéralisme selon l'intellectuel de la droite argentine Alberto Benegas Lynch : « Le libéralisme est le respect sans restriction du projet de vie d'autrui, fondé sur le principe de non-agression (PNA) et sur la défense du droit à la vie, à la liberté et à la propriété privée », récite sans hésiter M. José Maria Lezcano, 23 ans, étudiant en kinésiologie à l'Université catholique argentine. Il porte une chaîne avec un lion en pendentif : l'embl me de M. Milei.

 lu député en 2021 avec 17 % des voix, l'économiste annonce « commencer à parcourir tous les coins de l'Argentine pour qu'en 2023 il y ait un bulletin de vote libéral dans chaque district du pays (12) ». Il s'active alors pour gagner, outre la jeunesse, d'autres soutiens qu'il sait utiles pour arriver à la présidence. Le 24 juillet, invité à l'exposition organisée annuellement par la Société rurale argentine (SRA), il tente de séduire l'agronogoc. Nous allons «  liminer tous les impôts sur les exportations » et « tripler les revenus » du secteur agricole, promet-il, suscitant une salve d'applaudissements. Il enfile alors des baskets pour parcourir les pavillons aux sols couverts de foin, en compagnie de son binôme présidentiel : Même Victoria Villarruel, une fervente catholique, opposée à l'avortement et fille d'un militaire poursuivi pour crimes contre l'humanité. Incarnation de l'oligarchie conservatrice, Même Villarruel préside le Centre d'études légales sur le terrorisme, une organisation qui nie les crimes commis pendant la dictature militaire, laquelle a pourtant fait plus de trente mille victimes. Le 4 septembre, elle organisait un hommage « aux victimes du terrorisme d'extrême gauche », provoquant ainsi l'indignation des organisations de défense des droits humains (13).

vateurs locaux afin d'implanter sa force politique au-delà de Buenos Aires. Le candidat qui se dit « antisyst me » confie paradoxalement cette tâche à un professionnel de la politique : M. Carlos Kikuchi, ancien porte-parole de M. Cavallo. Dans la province de Tucum n, il tisse une alliance avec le parti Fuerza Republicana, de M. Ricardo Bussi, le fils du général Antonio Domingo Bussi, condamné à perpétuité en 2008 pour crimes contre l'humanité pendant la dictature et pour lequel M. Milei a travaillé en tant que conseiller économique en 1994.   La Rioja, il s'assure le soutien de M. Martín Menem, le neveu de l'ancien président Menem.   Tierra del Fuego, il se rapproche de la pasteur évangélique Laura Almir n, du parti Republicanos Unidos, fervente antiféministe.

Dans la plupart des provinces, ces alliances ont tourné au fiasco et divisent La Libertad avanza. « Ces candidatures étaient impr sentables », regrette M  Carlos Maslat n, un avocat millionnaire considéré comme l'une des principales figures libérales du pays, qui conseillait M. Milei avant les élections provinciales et voyait d'un mauvais œil ce mariage entre La Libertad avanza et des partis de « la caste ».

M. Maslat n, comme de nombreuses personnes qui ont été écartées de La Libertad avanza pour s'être opposées à ces candidatures, assure qu'elles ont été sélectionnées en fonction de leurs « bénéfices économiques ». Le 7 juillet, à la suite de multiples dénonciations, la justice argentine a ouvert une enquête pour « vente de candidatures » en échange de sommes allant de 10 000 à 100 000 dollars (15). Finalement, La Libertad avanza est même « pire que la caste », regrette M. Maslat n, pendant qu'il tartine, d pit , du pain avec du fromage dans l'hôtel cinq étoiles où il nous a donné rendez-vous.

## La droite traditionnelle tentée par une alliance ?

Mais les contradictions de la « nouvelle droite » de M. Milei n'affectent pas sa popularité. Face au succès du « lion », Même Bullrich tentait, avant les primaires, de séduire son électorat « rebelle » en pr sant un programme de plus en plus libéral sur le plan économique. Se dirigerait-on dans ces conditions vers une convergence des « deux droites », le néolibéralisme autoritaire voyant dans l'autoritarisme néolibéral une planche de salut ? D stabilis e par la percée-surprise de M. Milei lors du scrutin, Même Bullrich, en chute dans les sondages, a semblé vouloir lui tendre la main. Lors de son discours de célébration de sa victoire, elle s'est empressée de « féliciter » le libertarien pour son «  norme élection ». « Il a contribué au débat et il a également dit qu'il ne voulait pas, comme nous, que l'état soit un repaire de La C mpora », a-t-elle déclaré.

Pour l'heure, M. Milei refuse toute alliance avec sa rivale. Il se montre toutefois plus sensible aux avances d'une autre figure influente de la droite : M. Macri, qui, avant de s'envoler au Maroc pour participer à la Coupe du monde de bridge, a pris le temps de lui adresser un chaleureux message de félicitations. Alors que M. Milei traitait autrefois l'ancien président de « délinquant (16) », les deux hommes entretiennent désormais un « dialogue fructueux (17) ». Le 19 août, M. Milei lui a même promis, en cas de victoire, un poste de « super ambassadeur » dans son gouvernement pour « ouvrir des marchés » (18). Et tant pis pour le slogan de La Libertad avanza : « On ne parviendra pas à changer l'Argentine en gardant les mêmes. »

ANNE-DOMINIQUE CORREA.

## Nos précédents articles

- « L'Argentine montre que la gauche n'est pas morte », par José Natanson (octobre 2019).
- « Qui arrêtera le pendule argentin ? », par Renaud Lambert (janvier 2019).
- « Le Buenos Aires express sifflera-t-il un jour ? », par Guillaume Beaulande (août 2017).
- « Ces petites choses qui font gagner les élections », par Christophe Ventura (mars 2017).
- « Transsexualit , l'Argentine en pointe », par Angeline Montoya (janvier 2016).
- « Dieu n'est plus argentin », par Pierre Kalfon (février 2002).
- « L'Argentine à bicyclette », par Bernard Cassen (août 1989).
- « Argentine, le temps de la revanche », par Ignacio Ramonet (avril 1984).

(5) « La arena de Patricia Bullrich en un nuevo spot de campaña : "Es todo o es nada" », * mbito Financiero*, Buenos Aires, 16 juillet 2023.

(6) « "Vamos a poner orden en la calle", el mensaje de Patricia Bullrich y Joaquín de la Torre en un imponente acto de seguridad en San Miguel », *Perfil*, Buenos Aires, 18 mars 2023.

(7) « Bullrich corre a Larreta por derecha y exige la represión de la protesta social », *Página 12*, Buenos Aires, 5 juillet 2023.

(8) « Qué es la casta, la palabra preferida de Javier Milei para cuestionar a todos los políticos », 13 ao t 2023, [www.a24.com](http://www.a24.com)

(9) Lucía Pereyra, « "Anticasta y libertad" : las razones detrás del apoyo de los jóvenes a Milei », *La Nación*, Buenos Aires, 29 janvier 2023.

(10) « Hay 5,9 millones de chicos pobres en la Argentina ; es el 54,2 % de los menores de 14 años de todo el país », 31 mars 2023, [www.infobae.com](http://www.infobae.com)

(11) « El 70 % de los jóvenes argentinos se irá del país según una encuesta realizada por la UBA », 4 avril 2023, [www.infobae.com](http://www.infobae.com)

(12) « Milei confirm  su postulación a Presidente : uno por uno, la lista de sus candidatos legislativos », *Perfil*, 24 juin 2023.

(13) « Argentine : des manifestants d noncent le n gationnisme dans la campagne  lectorale », Radio France Internationale (RFI), 6 septembre 2023.

(14) Juan González, *El Loco*, Editorial Planeta, Buenos Aires, 2023.

(15) « Un escándalo de venta de candidaturas hunde al ultraderechista Javier Milei en Argentina », *El País*, Madrid, 8 juillet 2023.

(16) « Milei hizo enojar a Canosa y le pegó a Mauricio Macri : "Es un delincuente" », *El Cronista*, Buenos Aires, 1  juin 2021.

(17) « Javier Milei : "Macri me llam  para felicitarne y agradecerme" », *Perfil*, 11 août 2023.

(18) « Javier Milei : "Si soy presidente, Macri va a ser mi representante ante el mundo" », 19 août 2023, [www.infobae.com](http://www.infobae.com)

Comment expliquer un tel attelage ? M. Milei suit, ici aussi, la feuille de route de Rothbard : dans ses textes, l'économiste américain défend que, pour sortir de leur isolement politique, les libertariens doivent s'allier avec les forces conservatrices et réactionnaires afin de conquérir les classes populaires. « [L'ancien président brésilien Jair] Bolsonaro est un conservateur qui s'est rapproché du libéralisme économique en nommant Paulo Guedes, issu de l' cole de Chicago, au ministère de l' conomie. Milei, quant à lui, est un libéral économique qui a pris le chemin du conservatisme », observe Goldstein. L'alliance avec Même Villarruel porte ses fruits : proche de Vox, le parti espagnol, elle introduit le libertarien dans les réseaux de l'extrême droite internationale.

Outre Même Villarruel, M. Milei se rapproche également, avant les élections provinciales de 2023 (qui ont lieu à des dates différentes), de partis conser-

# Fronde historique en Israël

**Décidé à changer de régime en réformant notamment le système judiciaire, le premier ministre Benjamin Netanyahu fait face à une protestation populaire qui ne faiblit pas. Les manifestants entendent défendre la démocratie contre sa remise en cause par la coalition d'extrême droite au pouvoir. La discorde n'épargne pas l'armée, tandis que la question palestinienne continue de diviser les Israéliens.**

PAR CHARLES ENDERLIN \*

AU début de l'année, les conseillers du premier ministre Benjamin Netanyahu étaient persuadés que l'opposition au projet controversé de refonte du système judiciaire – pierre angulaire d'une volonté de transformation des institutions – finirait par s'étioler et que le nombre de manifestants hostiles à la réforme déclinerait au fil des semaines. Ils se trompaient. Jamais, dans son histoire, Israël n'a connu autant de rassemblements populaires, aussi nombreux, aussi engagés sur le plan politique et aussi constants. Chaque samedi soir, des centaines de milliers de personnes sortent de chez eux. Les uns brandissent le drapeau national, d'autres une pancarte fabriquée pour l'occasion. Tous scandent « *Démokratia* » (« démocratie » en hébreu) et entonnent en chœur le refrain adressé au gouvernement : « *Vous êtes tombés sur la mauvaise génération. S'il n'y a pas l'égalité, nous renverserons le pouvoir.* » Pour tous, cette réforme qui vise à accroître le pouvoir des élus au détriment des juges et de la Cour suprême met en cause les fondements de la démocratie israélienne.

Ce grand réveil d'une partie de la population est canalisé par l'élite laïque du pays. Cette dernière n'était pourtant pas montée au créneau, le 19 juillet 2018, lorsque M. Netanyahu avait fait adopter

## Drapeau palestinien

SELON M. Sher, l'association bénéficiaire d'un budget de plusieurs millions de shekels (3) provenant d'un financement participatif de quarante mille personnes et de donateurs privés dont aucun n'a contribué à plus de 5 % de la somme globale. Hofshim be Artzenou propose aux organisations non gouvernementales (ONG) de financer tout ou partie de leur logistique et d'assurer leur accompagnement juridique et médiatique. En contrepartie, chaque bénéficiaire doit adhérer à une plate-forme commune fondée sur la non-violence et les grands principes de la déclaration d'indépendance de 1948 : « *la liberté, la justice et la paix selon l'idéal des prophètes d'Israël* » ; « *la plus complète égalité sociale et politique à tous ses habitants sans distinction de religion, de race ou de sexe* » ; « *la liberté de culte, de conscience, de langue, d'éducation et de culture* ». À ce jour, cent trente associations locales et cent quarante organisations nationales ont rejoint le mouvement. Chacune garde sa spécificité mais fait sien ce message commun : c'est faire acte de patriotisme que de s'opposer à la coalition dirigée par M. Netanyahu. Les manifestants sont donc invités à brandir le drapeau du pays et à chanter *Hatikvah*, l'hymne israélien, à la fin de chaque rassemblement.

Le 21 janvier, 110 000 personnes se regroupent à Tel-Aviv devant le théâtre Habima avant de défiler rue Kaplan. À Paris, cela équivaldrait à 820 000 manifestants. Des rassemblements identiques se déroulent alors dans 150 localités, du nord au sud d'Israël, notamment à Jérusalem, Haïfa et Beer Sheva. La nouvelle organisation Brothers and Sisters in Arms (« Frères et sœurs d'armes ») est particulièrement active. Elle regroupe des milliers de réservistes de l'armée qui ont fait le serment suivant : « *défendre notre patrie, avec notre vie si nécessaire, et ne pas servir une autre dictature au Proche-Orient* (4) ». De semaine en semaine le mouvement est monté en puissance, attei-

par la Knesset la loi définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif (1). La Cour suprême avait alors entériné ce texte qui discrimine les citoyens non juifs. La réaction n'est venue que durant la dernière semaine de décembre 2022, après la formation du nouveau gouvernement Netanyahu, avec l'arrivée aux affaires de radicaux du sionisme religieux et d'héritiers idéologiques de l'organisation fondée par le rabbin raciste Meir Kahane aux États-Unis en 1968 (2).

Des patrons de sociétés high-tech dont le philanthrope Orni Petrouchka, des juristes renommés parmi lesquels l'avocat Gilead Sher, d'anciens généraux dont l'ex-chef d'état-major Dan Haloutz ainsi que M. Amos Malka, qui fut chef des renseignements militaires, sans oublier des économistes de premier plan, se sont mobilisés pour mettre sur pied une véritable machine de guerre contre la coalition d'extrême droite, messianique et ultraorthodoxe de soixante-quatre députés sur cent vingt. Ces personnalités ont créé une association à but non lucratif appelée Hofshim be Artzenou (« Libres dans notre patrie ») pour coordonner l'activité de l'ensemble des organisations opposées à la politique gouvernementale. L'idée étant de les rassembler en un vaste mouvement prodémocratie, éloigné des partis politiques.

gnant, le 25 février, 300 000 manifestants dans l'ensemble du pays, après l'adoption en première lecture par la Knesset de la loi de refonte du système judiciaire.

Que disent les protestataires à propos du conflit avec les Palestiniens alors que les appels à l'annexion de la Cisjordanie se multiplient dans la coalition au pouvoir ? Le comité organisateur du principal rassemblement qui se déroule, le samedi soir, rue Kaplan à Tel-Aviv veille à écarter le sujet. M. Roy Neuman, l'un des responsables, s'explique : « *Dès le début, nous avons décidé de ne pas introduire cette question politique. Lorsque des orateurs de droite veulent en parler, nous refusons. Nous voulons créer quelque chose de nouveau : le combat pour la démocratie, contre la dictature, mais lorsque il arrive un événement grave, nous en parlons.* » Il s'agit en fait d'attirer des éléments de la droite modérée, mal à l'aise face à la politique gouvernementale. Pour M. Avner Gvarya, coprésident de Breaking the Silence (« Briser le silence »), une organisation de vétérans de l'armée israélienne qui lutte contre l'occupation des territoires palestiniens, ce choix est une erreur : « *Fermer la porte à la gauche et l'ouvrir à la droite n'est pas une stratégie très intelligente. C'est ne pas comprendre que le camp annexionniste n'a plus besoin des centristes. De plus, la droite modérée veut toujours maintenir le contrôle sur les Palestiniens.* »

Tous les samedis soir, plusieurs milliers de militants appartenant à une trentaine d'associations de gauche opposées à l'occupation viennent néanmoins se placer à un croisement de la rue Kaplan. Certains portent le drapeau palestinien. Tout en n'ayant aucun contact avec les organisateurs du principal rassemblement, ils ont constaté au fil des mois un changement d'attitude à leur égard de la part d'une partie importante du public. M. Guy Hirschfeld, le président de la petite organisation Looking the Occupation in the Eye (« Regarder l'occupation dans les yeux »), raconte : « *Il*

*y a souvent une réelle empathie envers nous. Les gens viennent acheter les tee-shirts avec nos slogans, puis les portent en manifestant. Nous en avons vendu douze mille !* »

À Jérusalem les choses se passent différemment. Dès sa création en janvier, le comité organisateur de la manifestation du samedi soir devant la résidence du chef de l'État a décidé de s'adresser à un large éventail de publics. Sous le slogan « Gardons la maison commune », l'association Bayit Meshutaf (« Maison partagée ») a rassemblé une dizaine d'organisations de gauche existantes à Jérusalem, parmi lesquelles Free Jerusalem, qui lutte contre l'occupation. M. Guy Schwartz, l'un des responsables, décrit cette approche pluraliste : « *Nous invitons des orateurs venus d'horizons divers. Cela peut être un colon en désaccord avec la réforme du système judiciaire, le directeur du grand lycée religieux de Jérusalem, des personnalités arabes israéliennes ou des activistes palestiniens.* » Un nombre non négligeable de juifs pratiquants assistent régulièrement à ce rassemblement.

L'armée, qui n'échappe pas aux critiques des colons pour sa supposée indulgence à l'égard des Palestiniens, est elle-même affectée par le mouvement de protestation contre la politique de M. Netanyahu. Des milliers de réservistes ont ainsi suspendu leur service militaire volontaire. L'armée de l'air est particulièrement touchée, car près de 60 % des pilotes, du personnel

nal de la police et le chef du Shin Beth (le renseignement intérieur) venaient alors de publier un communiqué commun qualifiant de « *terrorisme nationaliste* » les attaques antipalestiniennes commises par des colons.

Ces mises en cause conduisent nombre d'Israéliens à mieux percevoir la réalité de l'occupation (5). Selon Tomer Persico, chercheur au Shalom Hartman Institute de Jérusalem, « *ils réalisent*

*qu'en Cisjordanie existe un chaos émaillé de violences sanglantes. Des colons s'en prennent aussi aux militaires et aux gardes-frontières, qui, pourtant, assurent leur sécurité. Une vraie sauvagerie s'est installée dans les colonies et cela met le pays en danger. Je considère que l'on assiste à un réel changement au sein du centre politique en Israël, qui commence à réaliser que l'occupation constitue un véritable problème existentiel.* »

## Médias muselés

QUOI qu'il en soit, l'armée israélienne, qui voit sa capacité opérationnelle réduite, connaît la crise la plus grave jamais traversée en temps de paix. Le 25 mars, M. Yoav Galant, ministre de la défense, décide d'intervenir. Sans en informer le premier ministre, il lance un appel à l'arrêt de la réforme du système judiciaire : « *La fracture s'élargit au sein de notre société et infiltre l'armée et les agences de sécurité. Cela représente une menace réelle, tangible et immédiate pour la sécurité de l'État. Je ne m'y associerai pas !* » Le lendemain soir, de retour de son voyage officiel à Londres, M. Netanyahu le limoge. Dans l'heure, un peu partout en Israël, des foules immenses descendent spontanément dans la rue. À Tel-Aviv, cent mille manifestants bloquent le périphérique. À Jérusalem des milliers de personnes en colère débordent les barrages policiers et parviennent jusqu'à l'entrée de l'immeuble, rue Azza,

Bombach, le représentant du gouvernement, met en doute la validité du texte fondateur de l'État, proclamé le 14 mai 1948 par David Ben Gourion : « *Parce que trente-sept personnes – non élues – ont, à une époque, signé hâtivement la déclaration d'indépendance, réédigée dans la précipitation, cela engage-t-il ceux qui sont arrivés par la suite ?* » Une allusion au principe qui guide la coalition au pouvoir : « *En nous accordant la majorité au Parlement, le peuple nous a donné la légitimité de gouverner seuls, sans l'interférence des magistrats, qui, eux, ne sont pas élus.* » Le message est clair : pour la droite et ses alliés messianiques, la loi instaurant Israël comme État-nation du peuple juif est le seul texte fondateur.

La Cour doit se prononcer d'ici quelques mois. On saura alors si Israël plonge dans une crise constitutionnelle. En attendant, M. Netanyahu persiste



NETA HARARI NAVON. – « From One Bank of the Abyss to Another » (D'une rive à l'autre de l'abîme), 2011

navigant et des officiers de salle d'opération sont des volontaires ; plus de la moitié d'entre eux ont rejoint le mouvement contre la dictature. Des pilotes d'escadrons de chasse ont cessé de s'entraîner régulièrement, et à terme ne pourront plus voler. Certains déclarent d'ores et déjà qu'ils ne participeront pas à un éventuel bombardement contre les installations nucléaires de l'Iran. À l'École de l'air, les vétérans n'assurent plus ni la formation ni l'instruction des élèves pilotes.

Une grogne ouverte que les nationalistes religieux n'apprécient guère. M. Shlomo Karhi, le ministre des communications, a ainsi lancé via le réseau X (ex-Twitter) : « *À ceux qui refusent de servir : nous nous débrouillerons sans vous ! Allez au diable !* » Au fil des mois, les attaques contre les réservistes et les chefs de l'armée sont allées crescendo. Les généraux et les patrons des agences sécuritaires qui n'obéissent pas aux ordres de l'extrême droite religieuse sont accusés d'être à la tête d'« *une milice aux ordres de la gauche* ». En juin dernier, M<sup>me</sup> Orit Strook, ministre de l'implantation et des missions nationales, les comparait même à la « *force Wagner* », la milice russe. Le chef d'état-major, le commandant natio-

où habite la famille Netanyahu. Le mouvement prend une allure quasi insurrectionnelle. La grève générale est proclamée par la Histadrout, la centrale syndicale. L'aéroport international Ben-Gourion est fermé. Le premier ministre n'a pas le choix. Dans une intervention télévisée, il se veut d'abord menaçant contre les manifestants, avant d'annoncer la suspension du processus de réforme. Il accepte des négociations avec l'opposition parlementaire pour tenter de parvenir à un accord, mais ajoute que « *la réforme se fera d'une manière ou d'une autre* ». Quant à M. Galant, il est toujours en fonctions.

Dans le fond, M. Netanyahu n'en démord pas et poursuit sa politique. Le 23 juillet, ignorant le demi-million d'Israéliens qui manifestent partout dans le pays et bloquent les abords de la Knesset, il fait adopter par le Parlement une loi dite « *constitutionnelle* » qui limite les pouvoirs de la Cour suprême en lui retirant la possibilité de juger selon le principe de « *raisonnabilité* ». L'ensemble de l'opposition parlementaire boycotte le vote. La plus haute instance judiciaire du pays va-t-elle entériner ce texte ou le rejeter ? Le 12 septembre, au cours d'une audience historique, les quinze juges de la Cour entendent les arguments des parties. M<sup>e</sup> Ilan

dans sa volonté de changer le régime. Il a confié à M. Karhi, son ministre des communications, député du Likoud et sioniste religieux, le soin de museler les médias. Son projet de loi, calqué sur le modèle mis en place par le premier ministre Viktor Orbán en Hongrie, place les chaînes de télévision et la quasi-totalité de la presse écrite sous la surveillance d'un comité largement sous contrôle de l'exécutif. Le gouvernement a aussi l'intention de recourir à la reconnaissance faciale grâce aux caméras de surveillance déployées dans les lieux publics, y compris dans les endroits où se déroulent des manifestations. Les prochaines élections législatives sont prévues pour le 27 octobre 2026 ; mais les événements obligeront-ils la coalition au pouvoir à avancer le scrutin ?

(1) Lire « Israël devient une « ethnocratie » », *Le Monde diplomatique*, septembre 2018.

(2) Lire « Israël, le coup d'État identitaire », *Le Monde diplomatique*, février 2023, et « En Israël, l'essor de l'ultranationalisme religieux », *Le Monde diplomatique*, septembre 2022.

(3) 1 shekel = 0,25 euro.

(4) « Why are we protesting? », Brothers and Sisters in Arms, [www.brothersandsistersinarms.org](http://www.brothersandsistersinarms.org)

(5) Lire Dominique Vidal, « Cisjordanie, de la colonisation à l'annexion », *Le Monde diplomatique*, février 2017.

# L'emprise croissante des milices en Irak

Rassemblant plusieurs milices en son sein, le Hachd Al-Chaabi occupe une position prépondérante sur l'échiquier politique irakien. Fondée sur le modèle des gardiens de la révolution iraniens pour lutter contre l'Organisation de l'État islamique (OEI), cette coalition paramilitaire se permet de rappeler à l'ordre le gouvernement, tandis que ses factions participent aux échéances électorales.

PAR ADEL BAKAWAN \*

LE 10 juin 2014, l'Irak est saisi de stupeur. Mossoul, la grande ville du nord du pays, tombe aux mains de l'Organisation de l'État islamique (OEI). L'armée, les forces antiterroristes, la police et les autres entités de sécurité nationale se sont révélées incapables de faire pièce à quelques centaines de djihadistes. Dans leur débâcle, elles abandonnent des tonnes de matériel à cet ennemi d'obédience sunnite. C'est un drame national accompagné d'un sentiment généralisé de panique et d'humiliation. Trois jours après la chute de Mossoul, M. Ali Al-Sistani, la plus haute autorité religieuse de Nadjaf – le centre névralgique du chiisme irakien –, émet une fatwa appelant le peuple à se mobiliser militairement et à résister à l'offensive de « Daech » (acronyme de l'OEI en arabe). En réponse à cet appel, des milliers de jeunes rejoignent les milices qui se forment un peu partout ou qui existent déjà. Pour ces volontaires, il n'est pas question d'être incorporés dans une armée ayant perdu tout crédit. Afin de garder la main sur le mouvement, le gouvernement de Bagdad crée une plate-forme appelée Hachd Al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire) pour rassembler, organiser et orienter ces groupes hétéroclites de miliciens. C'est ainsi que naît « le Hachd », que certains hommes politiques irakiens qualifient très vite de « nouvelle garde républicaine » – en référence au corps d'élite sous la dictature de Saddam Hussein. Cette coalition contribuera à défaire l'OEI, et son influence est désormais déterminante sur la vie politique irakienne.

Car ces factions armées réunies sous la même bannière ne se limitent plus à

faire la guerre à l'OEI ou aux groupes qui s'en réclament encore (1). Témoin de l'importance croissante du Hachd, en juillet 2023, le gouvernement indiquait dans son budget que ses effectifs atteignent désormais 238 075 hommes (contre 122 000 en 2021), soit l'équivalent de 6 % des fonctionnaires, avec une masse salariale équivalente à 2,5 milliards d'euros (1,8 % du budget national). À titre de comparaison, l'armée compte 454 000 personnes et le ministère de l'intérieur 700 000. Comment un regroupement de milices a-t-il pu atteindre une telle dimension et peser aussi lourd sur les finances publiques ? Répondre à cette question, c'est prendre la mesure de l'évolution de l'Irak de l'après-Husseïn.

Pour le pouvoir qui s'est mis en place après la chute du dictateur, le 9 avril 2003, le Hachd est désormais une garantie de survie, à l'image des pasdarans qui défendent la République islamique d'Iran. Sa mission initiale de lutte contre les djihadistes ne suffisant pas à lui conférer un rôle de protecteur du régime, un cadre juridique a été établi pour légitimer son action, garantir sa pérennité et permettre son contrôle sur le territoire et la population. Le 26 novembre 2016, le Parlement a adopté une loi en ce sens. Ce texte fait du Hachd un organe officiel de l'État irakien, formellement placé sous la direction du premier ministre en tant que commandant en chef. Une direction plus formelle qu'autre chose, car l'organisation paramilitaire, devenue institutionnelle, échappe de facto à l'autorité du gouvernement.

## Un puissant courant pro-iranien

IL faut ici opérer une distinction de taille entre le pouvoir réel et le gouvernement. Le premier a été façonné par des groupes pro-iraniens, s'inspirant du modèle iranien. Fondé au milieu des années 2000 sur la prééminence du chiisme, il fonctionne selon ses propres règles et stratégies, et ne considère ni les Kurdes ni les Arabes sunnites comme des partenaires avec lesquels

une entente nationale pourrait être envisagée. De son côté, le gouvernement sert à donner le change et évolue dans ce qui n'est plus qu'un espace marginal. À la manœuvre derrière cette façade, les forces réellement influentes autorisent, via l'organisation d'élections législatives, une alternance relative, la formation de nouveaux gouvernements et tolèrent même une compétition politique entre partis, à condition que cela ne remette pas en cause leur assise.

Dans cette perspective, le Hachd ou l'une de ses factions peut entrer en conflit direct avec le gouvernement, comme ce fut le cas avec celui de M. Moustafa Al-Kazimi (2). Dans la nuit du 5 au 6 novembre 2021, en pleine « zone verte », le quartier hautement sécurisé de la capitale, la résidence du premier ministre est visée par une attaque de drones. Si ce dernier en réchappe, de nombreux Irakiens voient la main du Hachd derrière cet attentat. M. Al-Kazimi était en effet soupçonné d'avoir été complice de l'assassinat, le 3 janvier 2020 à Bagdad, du général iranien Ghassem Soleimani, commandant des forces Al-Qods, et d'Abou Mehdi Al-Mouhandis (« l'ingénieur »), le chef des Kataeb Hezbollah (les phalanges du Parti de Dieu) et homme fort du Hachd. Le premier ministre était aussi accusé de vouloir se forger une stature internationale lui permettant d'isoler les factions pro-iraniennes les plus radicales du régime et de restreindre l'influence politique de la coalition paramilitaire.

Le Hachd n'est pas une entité homogène et se divise en trois courants majeurs dont les intérêts sont parfois opposés. Le premier est idéologiquement



RIYAD NE'MAH. – « In the End of the War » (À la fin de la guerre), 2020

aligné sur l'Iran et c'est désormais lui qui contrôle la coalition. Le deuxième groupe se réclame quant à lui de la *marja'iyaa* de Nadjaf, autrement dit d'une autorité religieuse incarnée par M. Al-Sistani. Enfin, une troisième branche adopte le nationalisme irakien comme ligne politique, sa figure marquante étant le chef politique et religieux Moqtada Al-Sadr. Après la défaite de l'OEI, les deux derniers courants ont suivi des itinéraires distincts. Les forces de la *marja'iyaa* ont intégré l'armée irakienne, tandis que celles de M. Al-Sadr, regroupées dans l'organisation Saraya Al-Salam (Brigades de la paix), sont restées membres du Hachd, ce qui leur permet de bénéficier de ses ressources financières. Au fil du temps, Saraya Al-Salam a aussi pris ses distances avec le courant pro-iranien, abandonnant à ce dernier le contrôle effectif du Hachd. Outre ces trois grandes divisions, de petits groupes armés, sunnites ou appartenant à des minorités (chrétienne, yézidie, shabak [3], etc.), existent et s'allient avec l'un des principaux groupes au gré de leurs intérêts, leur choix allant le plus souvent en faveur du courant pro-iranien du fait de son poids.

L'influence des factions qui composent le Hachd est d'autant plus importante qu'elles ont créé des branches politiques participant à la vie partisane du pays. Cela leur permet de siéger au Parlement, d'entrer au gouvernement et de bénéficier des ressources étatiques, ce qui élargit leur marge de manœuvre en matière de gestion des rapports de forces au sein du pouvoir. Depuis 2018, lors des élections législatives, les listes liées à des organisations miliciennes sont systématiquement arrivées en première et deuxième

positions. Ce fut le cas, le 12 mai 2018, lorsque la formation de M. Al-Sadr, appuyée par les Brigades de la paix, est arrivée en tête avec cinquante-quatre sièges. La liste de M. Hadi Al-Ameri, une personnalité proche de Téhéran et soutenue respectivement par les milices Badr (du nom d'une victoire militaire du prophète Muhammad et ses partisans), Asaib Ahl Al-Haq (Ligue des détenteurs du droit) et Kataeb Hezbollah, a pris la

deuxième place avec quarante-huit sièges. En revanche, la liste de M. Haider Al-Abadi, alors premier ministre et bénéficiant de l'appui de l'Occident et des pays du Golfe, n'a obtenu que la troisième position avec seulement quarante-deux sièges. En 2021, la liste de M. Al-Sadr est de nouveau arrivée en tête avec soixante-treize sièges. Si l'on additionne les sièges de M. Al-Ameri à ceux de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki, un autre proche de Téhéran, on obtient cinquante et un sièges. Ainsi les formations soutenues par des milices membres du Hachd déterminent-elles la vie parlementaire irakienne.

## Taxes illégales et contrebande

PAR ailleurs, les forces du Hachd profitent d'une imposition illégale de taxes sur les marchandises importées par l'Irak. Présentes aux cinq terminaux officiels disséminés le long de la frontière avec l'Iran ainsi qu'à l'unique point de passage avec la Turquie et encore sur les quais du port d'Oum Qasr, les milices prélèvent leur dîme en permettant aux transporteurs de contourner les lenteurs de la bureaucratie. En mars 2021, le ministère des finances irakien admettait que ses services ne percevaient qu'entre 10 et 12 % des taxes normalement dues.

La contrebande de pétrole et d'autres matériaux vers et depuis l'Irak constitue également une source de revenus très importante pour les milices. Le 15 juillet 2022, l'Agence nationale de sécurité irakienne a révélé avoir saisi plus d'un million de litres de produits pétroliers de contrebande au cours des mois précédents. Deux mois auparavant, l'Iraqi National Petroleum Products Company avait pour sa part estimé le volume de la contrebande pétrolière à sept millions de litres par jour, soit environ la moitié de

la production quotidienne totale du pays. Entre 2017 et 2019, la contrebande aurait privé le pays de 2 milliards de dollars de revenus pétroliers (4).

Au fil des ans, le Hachd s'enracine et étend son emprise. La perception, très répandue en Occident, selon laquelle il ne s'agit que d'une coalition de milices est de moins en moins pertinente. Cette organisation dispose d'une base sociale, de bras armés, de représentants politiques et de moyens financiers. Plus le temps passe et plus il sera difficile de la bouter hors du champ politique, voire de l'éliminer.

(1) Lire Laurent Perpigna Iban, « En Irak, le retour de Daech », *Le Monde diplomatique*, décembre 2021.

(2) « L'impossible gestion de la diversité en Irak », *Politique étrangère*, Paris, printemps 2022.

(3) Les Shabaks constituent une communauté hétérogène aux origines mal identifiées, estimée à quelques centaines de milliers de personnes. Ils se répartissent dans une soixantaine de villages situés dans la plaine de Ninive, à l'est de Mossoul.

(4) « Milices armées, facteurs d'urgence, risques et remèdes » (en arabe), European Centre for Counterterrorism and Intelligence Studies, 24 septembre 2022, <https://en.europarabct.com>

## L'énigme Moqtada Al-Sadr

QUE veut M. Moqtada Al-Sadr ? Personnalité religieuse et politique de premier plan, l'homme ne cesse de surprendre par ses initiatives inattendues. À la tête de l'une des plus puissantes milices du pays, Saraya Al-Salam (Brigades de la paix), il est aussi le chef d'un courant politique nationaliste qui a constitué en 2018 puis en 2021 la première force au sein du Parlement à l'issue des élections législatives. Rejetant de la même manière l'influence de l'Iran et celle des États-Unis, le fils du révérend Mohamed Sadek Al-Sadr, assassiné par le régime de Saddam Hussein à Nadjaf en 1999, n'a pas hésité à s'allier avec les communistes irakiens. En août 2022, alors qu'il semblait au faite de sa puissance, il a ordonné, à la surprise générale, aux soixante-treize députés de sa formation de démissionner de leur poste tout en annonçant son retrait de la vie politique. Une décision qui a déclenché des affrontements entre ses partisans et l'armée régulière à Bagdad, causant plusieurs dizaines de morts et des centaines de

blessés. Le 14 avril 2023, le chef religieux revenait à la charge en annonçant suspendre « pour une année au moins » la majeure partie des activités de son mouvement. Véritable retrait ou manœuvre politique ? À chacune de ses annonces, M. Al-Sadr démontre que l'absence de son mouvement crée le vide et engendre le chaos. Cela amène le gouvernement ainsi que ses concurrents dans le camp chiite à faire des concessions, ce qui, in fine, conforte son influence sur la vie politique irakienne. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce sont ses partisans qui, le 20 juillet dernier, ont incendié l'ambassade de Suède à Bagdad pour protester contre la destruction d'exemplaires du Coran à Stockholm. Bien qu'ayant condamné l'attaque, les autorités de Bagdad ont eu tôt fait d'ordonner l'expulsion de l'ambassadrice suédoise. Une manière d'empêcher M. Al-Sadr de se parer de l'habit d'unique défenseur de l'islam.

AKRAM BELKAÏD.

MONDE  
diplomatique

ACCÈS  
ILLIMITÉ

9€

pour  
5 jours

Toutes les archives  
du journal  
depuis sa création

[www.monde-diplomatique.fr/5j](http://www.monde-diplomatique.fr/5j)



© MORGAN FACHE

UNE CAPITALE À LA GLOIRE DE HUN SEN

# Phnom Penh, une urbanisation échevelée

Avant de céder le poste à son fils aîné, l'ex-premier ministre Hun Sen a redessiné la capitale cambodgienne à marche forcée, avec des promoteurs privés soigneusement adoués. Les couches moyennes se sont adaptées comme elles ont pu. Quant aux plus pauvres...

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
CHRISTINE CHAUMEAU \*

MADAME Yen Yat est rassurée. Son arbre va survivre. Les ouvriers de la voirie lui ont certifié que l'élargissement de la route, dix mètres de chaque côté, n'aura pas d'effet sur les racines de son vieux *chan* de 200 ans. Sous ses frondaisons, assise sur un *klé* en bambou, une plate-forme sur laquelle on s'installe au Cambodge pour se reposer ou pour manger, la sexagénaire observe le monde qui s'agite devant chez elle. Une cour dans laquelle vivent quatre familles. Ici, à Srok Chek, un faubourg excentré de la capitale Phnom Penh, les maisons entourées de jardins restent dominantes. M<sup>me</sup> Yen Yat montre du doigt le panneau «À vendre» fixé sur la parcelle située en face. Le terrain est proposé à 600 000 dollars (560 000 euros) pour 1 328 mètres carrés, soit 450 dollars le mètre carré (420 euros). Rien à voir avec les 5 000 dollars le mètre carré du centre. Reste que «quelqu'un est venu me proposer 1 million de dollars pour ma maison, sourit-elle. Mais où irais-je ?». Les rizières alentour ont disparu, l'immense lac voisin de Choeng Ek, vaste espace de lagunage se gonflant en période des pluies, est désormais en voie de comblement.

Hier paysans et pêcheurs, les habitants se reconvertisent. La famille de M<sup>me</sup> Yen Yat tient une échoppe vendant boissons et nourritures. Ses clients : des ouvriers de la construction travaillant dans le secteur. «La ville grignote et arrive peu à peu jusqu'à nous», constate sa nièce. En effet, Phnom Penh a changé d'échelle. Composée de quatre districts urbains regroupant 1,6 million d'habitants en 2005, la capitale en comprend aujourd'hui quatorze s'étalant sur 692 kilomètres carrés et comptant plus de 2,1 millions de personnes, selon le dernier recensement (2019). On y vient pour faire des études ou pour travailler. Le revenu par personne y représente le double de celui des zones rurales : 903 000 riels (environ 200 euros), contre 452 000 riels (1). Telle une pieuvre déployant ses tentacules dans toutes les directions,

la ville déborde des routes-digues construites au début du XX<sup>e</sup> siècle pour la protéger des inondations et des crues du Mékong.

Dans le centre, entre les berges de la rivière Tonlé Sap, la vieille poste, le Wat Phnom, le Palais royal et le marché central, le patrimoine architectural quasiment intact fait exception. Ailleurs, le paysage mute, la ligne d'horizon s'élève. Le siège de la Canadia Bank de trente-deux étages, inauguré en 2008, est resté le point culminant de la ville jusqu'en 2014. Deux ans plus tard, les Phnompenhois ont arrêté de compter ses concurrentes, trop nombreuses. Les maisons en bois de Boeng Keng Kang et leurs jardins disparaissent, remplacés par des hôtels, des immeubles en copropriété de standing toujours plus hauts, des cafés ou des boutiques tendance à l'architecture épurée.

Le stade olympique, marqueur incontournable de l'urbanisation de la ville par le roi Norodom Sihanouk (1922-2012) après l'indépendance en 1953, est occulté. Les deux tours de trente-cinq étages du Sky Villa ainsi que l'Olympia City, un complexe de bureaux et de résidences de standing construites sur son pourtour, le cachent à la vue de tous. Œuvre de l'architecte Vann Molyvann, un disciple de Le Corbusier et concepteur de la «nouvelle architecture khmère», le complexe sportif avait été érigé dans l'axe du monument de l'Indépendance. «Le stade est préservé comme un endroit du passé, mais il semble rapetissé par la hauteur des immeubles en copropriété de luxe, image du Cambodge de demain», constate Stéphanie Benzaquen-Gautier, chercheuse associée à l'université de Nottingham. Une éclipse comme un pied de nez au roi Sihanouk, figure tutélaire et père de l'indépendance.

Car le maître bâtisseur des temps modernes, c'est M. Hun Sen. Comme l'ancien roi, il grave son héritage dans la morphologie de la ville. Commandant adjoint d'un régiment khmer rouge, il a fui vers le Vietnam en 1977, avant de revenir avec les troupes

de Hanoi qui ont renversé Pol Pot et son régime. Nommé premier ministre en 1985, à l'âge de 34 ans, il a occupé ce poste jusqu'en juillet dernier. «Il a traversé toutes les époques avec pragmatisme», explique Ou Virak, analyste politique et président du think tank cambodgien Future Forum. Chef du gouvernement provietnamien durant la guerre froide, battu aux élections organisées sous l'égide des Nations unies au début des années 1990, M. Hun Sen s'est imposé avec brutalité, éliminant toute alternative politique et marginalisant le roi Norodom Sihanouk, successeur de Sihanouk, décédé en 2012 (2). Aux yeux de l'autocrate de 71 ans, Phnom Penh doit incarner sa réussite : il a vaincu la dictature khmère rouge, instauré la paix et reconstruit l'économie. Fort d'un revenu national brut (RNB) annuel par habitant de 1 612 dollars en 2021, le pays est sorti de la liste des pays les plus pauvres selon la classification de la Banque mondiale, pour entrer dans celle des pays au revenu intermédiaire inférieur.

Ainsi, un long boulevard de soixante mètres de large, inauguré en 2017, porte le nom de M. Hun Sen. Tout comme le gigantesque aéroport en construction qui ouvrira en 2025, et sera, à terme, le plus grand de la région selon le gouvernement. Les bâtiments officiels expriment, au cœur de la cité, une certaine conception du pouvoir, tel le Palais de la paix où l'ancien premier ministre recevait les délégations étrangères sur un trône bordé d'or. Un nouveau ministère de l'intérieur est en cours d'achèvement sur le boulevard Norodom. Coût de l'édifice «promis pour durer cent ans», selon l'architecte Keo Malika : 60 millions de dollars. L'imposant siège du Parti du peuple cambodgien (PPC) vient également d'être refait pour la somme de 30 millions de dollars. Ancien parti communiste, désormais affilié à l'Internationale démocrate centriste, plus guidé par les intérêts mercantiles que par l'idéologie, le PPC se veut incontournable sur la scène politique et le montre en s'inscrivant dans le paysage urbain, à égalité avec les institutions de l'État.

Le 31 janvier 2022, M. Hun Sen citait avec fierté, dans un discours, les 1 600 bâtiments érigés : «Rappelez-vous, le 7 janvier 1979, nous n'avions que des immeubles de sept étages, aujourd'hui certains en atteignent cinquante.» La date mentionnée ne doit rien au hasard : c'est le jour de la chute du régime des Khmers rouges.



MORGAN FACHE. – Campements de fortune des ouvriers du chantier de Koh Pich. De la série «Diamond Island. Le paradis ultramoderne cambodgien», 2016

MORGAN FACHE. – Koh Pich («l'île diamant»), située à la confluence du Mékong et du Bassac, au sud-est de Phnom Penh. De la série «Diamond Island. Le paradis ultramoderne cambodgien», 2016

Les ambitions de l'autocrate se nourrissent, au tournant des années 2000, de l'intérêt des investisseurs étrangers. La croissance économique (7 % en moyenne par an entre 2009 et 2019), le coût modique du foncier, le faible prix de construction et les réglementations urbaines souples attirent, dans un premier temps, les capitaux de deux de ses voisins asiatiques. Le groupe indonésien Ciputra investit alors 600 millions de dollars dans la première «ville-satellite», Grand Phnom Penh International City. Puis le gouvernement lance, avec un consortium sud-coréen financé par la Busan Savings Bank, Camko City : ce projet de 119 hectares, d'un montant de 2 milliards de dollars sur quinze ans, s'est enlisé à la suite de la banqueroute de la banque, léchant 38 000 épargnants sud-coréens (3). Singapour, le Japon et la Chine vont suivre.

Les proches de l'ex-premier ministre et cadres du PPC enrichis, souvent illégalement, dans la vente de bois, de pierres précieuses ou l'accaparement des terrains, s'engouffrent dans le secteur immobilier pour y recycler leurs fortunes. «Un capitalisme de copinage opère. Des circuits de corruption se mettent en place dans toutes les administrations», observe Gabriel Fauveaud, chercheur à l'université de Montréal. Le Cambodge est situé à la 150<sup>e</sup> position sur 180 dans le classement 2022 de Transparency International.

La spéculation foncière est également alimentée par les classes moyennes. Elle apporte la seule garantie pour leurs vieux jours ou pour leurs dépenses de santé. Certains se sont constitué de petites fortunes en achetant et en revendant des biens fonciers. Le terrain a de la valeur, pas le bâti. Dès les années 1990, au début du processus de paix, il était fréquent de trouver des espaces clôturés le long des axes majeurs en périphérie de Phnom Penh. Ils restaient vides, dans l'attente que les prix montent. «Quand je peste contre ma mère et lui reproche de participer à la spirale spéculative depuis trente ans, elle me rétorque : «Comment ai-je pu payer tes études à l'étranger ?» Elles sont des milliers de mères comme elle à Phnom Penh», raconte Sothy, un promoteur immobilier. «Les prix fonciers et résidentiels réels dans la capitale ont, en moyenne, triplé en vingt ans, tandis que les terres périurbaines sont passées de quelques dizaines de dollars le mètre carré dans les années 1990 à plusieurs centaines voire milliers de dollars aujourd'hui», écrit Fauveaud (4).

## À la manière des rois bâtisseurs angkoriens

L'urbanisation échevelée profite aux consortiums locaux, tous proches de l'ancien premier ministre. Depuis le début des années 2010, plus de huit mille hectares, soit 12 % du territoire urbain de la capitale, leur ont été concédés. Charge à eux de les aménager. Cela «permet de faire des économies», assurent les services de la municipalité pour expliquer le principe de ces vastes concessions. Une manière pour M. Hun Sen de garantir son rôle de grand ordonnateur. C'est lui qui décide d'attribuer tel ou tel pan de la capitale aux *okhnas*, comme on désigne les hommes d'affaires proches du régime.

(1) «Final report of Cambodia socio-economic survey 2021», Bureau des statistiques, Phnom Penh.

(2) Lire «Le rêve monarchique du premier ministre cambodgien», *Le Monde diplomatique*, juillet 2018.

(3) Yoon Youn-sil, «S. Korea seeking to retrieve 650 bil. won loans locked in Camko City project», *Business Korea*, Séoul, 27 septembre 2019.

(4) Gabriel Fauveaud, «Géographies de la spéculation et urbanisation du capital dans le Sud global : une perspective à partir de Phnom Penh au Cambodge», *Annales de géographie*, n° 746, Paris, juillet-août 2022.

Ainsi, à trente kilomètres au nord du centre historique, sur la péninsule de Chroy Changvar, située entre le Tonlé Sap à l'ouest et le Mékong à l'est, 1300 hectares de terres ont été confiés au sénateur Ly Yong Phat, conseiller de l'ex-premier ministre et homme d'affaires douteux (5). Un golf, un zoo, des hôtels et appartements de luxe, des centres commerciaux font petit à petit leur apparition. Deux monuments séparés par un boulevard structurent le quartier. D'un côté, un nouveau stade construit et offert par Pékin à l'occasion des Jeux d'Asie du Sud-Est (SEA Games) qui s'y sont tenus en mai 2023. L'arène de soixante mille places porte le nom de Morodok Techo, signifiant « héritage du puissant », forme abrégée du titre honorifique par lequel chacun a l'obligation d'appeler M. Hun Sen. En face, le mémorial Win-Win. Inauguré en 2018, ce sanctuaire moderne, qui mêle codes architecturaux de l'ère angkoriennne et brutalisme de l'époque socialiste, célèbre la stratégie dite *win-win* (« gagnant-gagnant ») du pouvoir, qui a consisté à accueillir d'anciens Khmers rouges en les réintégrant dans la société, afin de garantir la paix. Sur les bas-reliefs, M. Hun Sen apparaît comme le plus grand de tous les personnages. Il écrit sa propre légende à la manière des rois bâtisseurs angkoriens. Des sculptures sur pierre glorifient la clairvoyance de sa politique et ses succès. « Comment ne pas voir un parallèle entre la logique de Norodom

*Sihanouk et celle à l'œuvre aujourd'hui ?*, explique Benzaquen-Gautier. *Comme à son époque, un monument et un stade sont construits, socles d'un nouveau récit national. La "ville-satellite" du sénateur Ly Yong Phat autour des deux édifices participe de la tentative de créer une nouvelle vision du Cambodge centrée autour de la classe moyenne. »*

C'est là que Phally, trentenaire, salariée d'une organisation non gouvernementale (ONG), a décidé de s'installer avec sa famille. Sa villa est en cours de construction à quelques kilomètres au nord du stade. « *Nous nous sommes achetés un peu de bonheur*, plaisante-t-elle. *C'est ce que promettent les pancartes de publicité en tout cas.* » La jeune femme souligne qu'un an après sa signature la valeur de son bien avait déjà doublé. Autre atout, elle vivra avec ses semblables. Finie la cohabitation bruyante avec des voisins ouvriers ou chauffeurs de touks-touks. Signe de sa réussite sociale, elle rejoint la cohorte des couches de la classe moyenne qui migrent vers les *borey*, comme on appelle ici les lotissements fermés situés en périphérie.

Clôturés, sous surveillance vidéo et sécurisés par des gardiens, ces *borey* portent des noms pompeux : Win-Win, Elite... Au sud de la capitale, le Peng Huot Star Platinum, un des

lotissements fermés les plus sélects, plaît aussi pour son attraction : l'Euro Park. Y sont reproduits miniaturisés la tour de Londres, la tour Eiffel, l'opéra de Sydney et même un canal de Venise, avec son gondolier. Ceux qui vivent là n'en sortent plus ou presque. Ils trouvent tout sur place. Une école, des commerces, des salles de gymnastique, des restaurants. Les habitants y créent de nouveaux réseaux de sociabilité, fermés sur eux-mêmes.

« *Les borey forment une excroissance déconnectée du maillage de la ville* », estime Virak, un architecte qui veut garder l'anonymat. Si un lotissement, par exemple, empiète sur un canal de drainage, les services municipaux doivent organiser le contournement de l'égout, au risque de ralentir l'écoulement. « *On en arrive à des aberrations que les équipes techniques de la municipalité doivent gérer ! Les services publics ne sont pas en position de force pour négocier avec les acteurs privés. De manière générale, la puissance publique est là pour ne pas entraver les initiatives privées* », complète Fauveau.

Malgré le schéma directeur sur vingt ans adopté en 2015, l'aménagement urbain se fait au rythme du bon vouloir des consortiums privés adoués par le pouvoir – « *un urbanisme de l'ombre* », selon l'expression du chercheur. « *Tenir à jour une carte de Phnom Penh est mission impossible* », affirme Jules, un architecte occidental qui, lui aussi, a réclamé l'anonymat. Les constructions avancent plus vite que les employés de la mairie. Comme des blocs de Lego, les quartiers sortent de terre au gré des projets privés, laissant de grands vides les uns entre les autres, compromettant toute idée de cohérence urbaine.

Les tours du centre-ville, elles, sont majoritairement vides de tout habitant. Acheter est ici un placement. Pour les riches Cambodgiens mais aussi pour la clientèle chinoise portée par la politique des nouvelles routes de la soie. « *Avant la pandémie, des séjours étaient organisés par des agences de voyages à destination de ces acheteurs* », rappelle Fauveau.

« *Pour préserver son charme de ville verte et son statut de perle de l'Asie du Sud-Est, Phnom Penh doit se doter de plans stratégiques et d'outils pour garantir un développement urbain durable, assurer la prévention et la maîtrise des risques naturels auxquels nous sommes exposés* », écrivait pourtant, en 2019, le gouverneur de la capitale, M. Khuong Sreng (6). Mais les programmes d'investissement d'une surface supérieure à trois mille mètres carrés échappent à la municipalité, qui n'a pas de budget propre. Tout se décide au niveau du ministère de l'aménagement urbain, du conseil des ministres voire du bureau du premier ministre.

L'« *urbanisme de l'ombre* » ne s'embarrasse pas des besoins des habitants ou des risques climatiques. Le bureau des services d'urbanisation de Phnom



MORGAN FACHE. – Le « Love Garden ». De la série « Diamond Island. Le paradis ultramoderne cambodgien », 2016

Penh avait conseillé de conserver au moins cinquante hectares du lac Choeung Ek, au sud, afin d'éviter les inondations et de garantir un peu de fraîcheur à une cité transformée en « *pile thermique* ». Mais l'aménageur privé poursuit le comblement. Un rapport réalisé par un groupement d'ONG en juillet 2020 n'a pu qu'alerter sur les conséquences (7) : des risques d'inondation accrus dans des quartiers où vivent plus d'un million et demi d'habitants. La capitale cambodgienne se situe en dessous du niveau des crues du Mékong et du Tonlé Sap. Et la gestion de l'écoulement des eaux en période de mousson s'appuie sur un réseau de canaux, de pompes et de vannes qu'il faut entretenir.

Environ trois mille tonnes de déchets sont produites chaque jour par les Phnompenhois, et le ramassage est erratique. Ainsi, les eaux usées se mélangent à celles de la pluie, et la proximité des déchets avec les habitations entraîne un risque sanitaire. La municipalité entreprend la construction d'un système de collecte et de traitement des eaux, avec le soutien de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Mais la gestion demeure problématique. De même, dans les quartiers excentrés, la fourniture en eau reste inégale. La capacité du réseau d'adduction n'a pas suivi l'extension urbaine. Les coupures d'électricité sont fréquentes aussi, et on suffoque dans les appartements à la saison chaude.

## « Il va falloir construire, non pour l'argent, mais pour les gens »

« *Des milliards sont gagnés dans l'immobilier, mais au bénéfice de qui ?* s'inquiète Ses Aronsakada, chercheur associé au Future Forum. *Singapour a comblé ses lacs avant d'être obligée de creuser plus tard des lacs artificiels. Mais en aurons-nous les moyens ? Peut-être pourrions-nous nous éviter cette peine. Essayons de ne pas reproduire les erreurs de nos voisins plus développés que nous.* » N'est-ce pas déjà trop tard ?

Au terme d'une décennie d'urbanisation frénétique, il faut ralentir, admet M. Thierry Tea, vice-président d'Overseas Cambodian Investment Corporation (OCIC), acteur privé majeur de l'immobilier et de l'aménagement urbain. « *La génération qui a reconstruit le pays a connu la guerre. Il fallait aller vite. Rattraper nos voisins. Une nouvelle génération arrive aux commandes. Cela va changer la donne* », assure-t-il (lire l'encadré).

Mais quelle vision de la capitale porteront les nouveaux dirigeants ? La pandémie, la guerre en Ukraine, la hausse des taux d'intérêt ont refroidi les ardeurs. Les clients chinois ont disparu. Les immeubles en copropriété de standing du centre-ville ne trouvent plus preneurs. Les spéculateurs craignent de perdre leur mise. Les chantiers calent. Le gouvernement a annoncé en avril dernier une aide exceptionnelle au secteur immobilier et à la construction, une branche qui emploie plus de 200 000 personnes et représente 10 % de la croissance.

Ce seau d'eau glacée sur un moteur en surchauffe satisfait le promoteur Sothy : « *Il va falloir construire, non pour gagner beaucoup d'argent, mais pour les gens.* » Ses Aronsakada croit aussi à un changement : « *Il y a cinq ans, on ne parlait que de la taille et du prix du terrain. Aujourd'hui, j'ai l'impression que parmi la classe moyenne émerge une exigence nouvelle sur la qualité de vie.* »

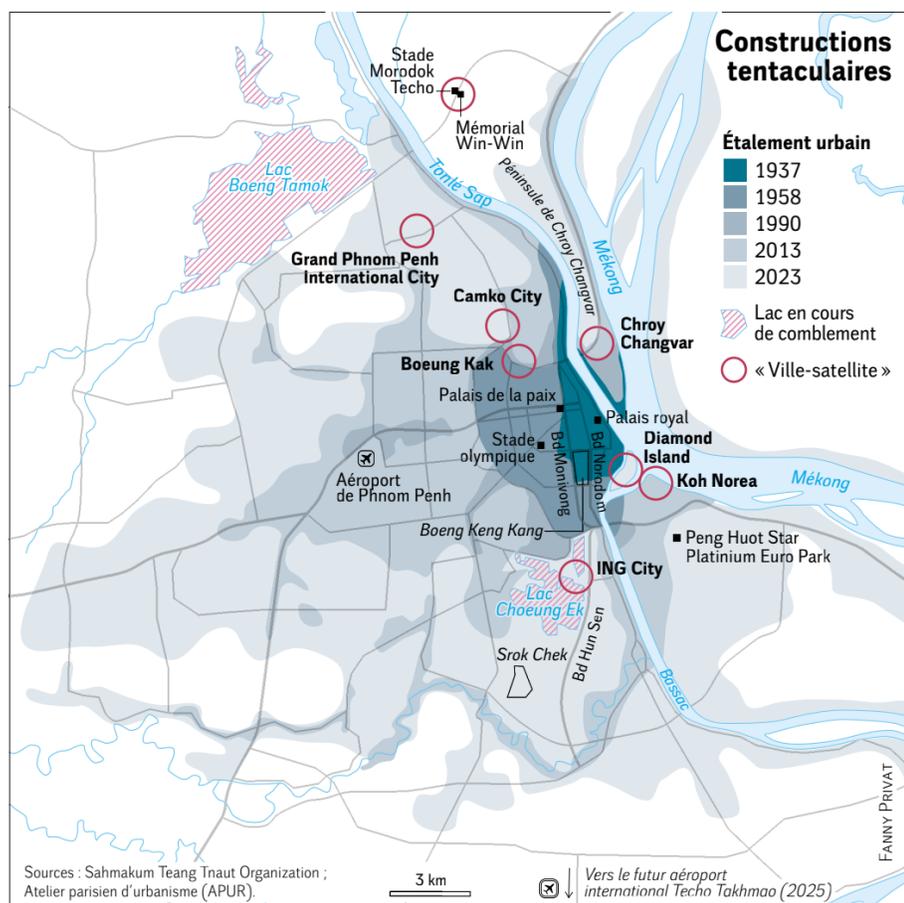
Il rêve d'un urbanisme plus humaniste et propose, par exemple, de réserver aux piétons et aux vélos les quais longeant le Tonlé Sap. Les habitants y viennent en fin de journée, avant de rejoindre l'autre rive et d'admirer de loin leur ville qui se transforme. Mais combien de temps leur mégalopole en devenir sera-t-elle vivable ?

CHRISTINE CHAUMEAU.

(5) Clothilde Le Coz, « The canes of wrath », *South East Asia Globe*, Phnom Penh, 10 mai 2013.

(6) *Phnom Penh, extension et mutations*, coédité par la municipalité de Phnom Penh, la Ville de Paris et l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), mai 2019, www.apur.org

(7) « Smoke on the water : A social and human rights impact assessment of the destruction of the Tonle Sap/Cheung Ek wetlands », Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights, juillet 2020, www.licadho-cambodia.org



## Une transition dynastique

EN 1996, le premier ministre cambodgien Hun Sen lançait à son fils aîné Hun Manet : « *Tu continueras quand je serai parti* (1). » Le jeune homme alors âgé de 19 ans venait d'entrer à l'académie militaire de West Point aux États-Unis. Vingt-sept ans plus tard, le père a tenu sa promesse. M. Hun Manet lui a succédé le 22 août dernier. Cette prise de fonctions confirme l'assise sans partage du Parti du peuple cambodgien (PPC) sur le pouvoir politique et l'emprise du clan familial sur les appareils politique et économique.

Aux élections du 23 juillet dernier, cette formation a remporté 120 des 125 sièges. Une victoire sans surprise tant les opposants politiques sont éliminés ou pourchassés depuis 2017. Ainsi, la seule formation d'opposition crédible, le Parti de la bougie, n'était pas autorisée à participer au scrutin. De son côté, M. Kem Sokha, l'ancien président du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), rival de poids du PPC mais interdit depuis 2017, purge une peine de vingt-sept ans de réclusion depuis mars tandis que son cofondateur ainsi que l'actuelle vice-présidente vivent en exil. Une trentaine d'autres membres sont également emprisonnés.

Si le scrutin de juillet a été qualifié de « *très déséquilibré* » par les rapporteurs spéciaux des Nations unies, l'absence de représentants de l'opposition légitime au scrutin n'a guère provoqué de réactions au Cambodge. Les moyens d'expression sont sous contrôle et la presse muselée. En février dernier, M. Hun Sen a ordonné la fermeture de l'agence de presse indépendante Voice of Democracy (VOD), un des ultimes espaces mettant en lumière les violations des droits humains. « *Au sein de la population, on sent une sorte de résignation*, constate l'analyste politique et président du think tank cambodgien Future Forum, Ou Virak. *À défaut d'offre politique de rechange, les gens suivent le mouvement. Ils s'appuient sur ce qu'il est possible de faire. Pas question de trop secouer les choses. C'est un atout pour le PPC.* »

En outre, ce parti a réussi à gagner en popularité, estime Astrid Norén-Nilsson, chercheuse associée à l'université de Lund. « *La victoire contre le Covid-19 a été attribuée à Hun Manet, à la tête de l'Association des jeunes docteurs volontaires, et à sa femme docteure en santé publique Pich Chanmony. La présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en 2022, a été une réussite, écrit-elle. Ainsi, les dirigeants sont sortis d'une année de procès de masse et de condamnations d'opposants politiques avec une légitimité considérablement renforcée.* » Deux organisations dirigées par M. Hun Manet et son

jeune frère Hun Many ont également enrôlé la jeunesse afin de séduire cette frange cruciale de l'électorat, 75 % de la population ayant moins de 25 ans.

Cette image rajeunie sert d'appui dans la transition dynastique. Le nouveau gouvernement est composé de plusieurs enfants des principaux dirigeants du PPC : sur ses vingt-huit membres, huit ont des liens familiaux avec un ministre sortant (2). Les fils des ministres de l'intérieur et de l'armée reprennent les portefeuilles de leurs pères, tandis que M. Hun Many occupe le poste de ministre de la fonction publique. Des technocrates formés, pour une large part, dans des universités occidentales.

« *Ne nous faisons pas d'illusions. Souvenons-nous du président syrien, Bachar Al-Assad, diplômé en ophtalmologie à Londres, alerte Ear Sopal, professeur à l'école de management Thunderbird aux États-Unis. Le nouveau premier ministre devra fonctionner dans le cadre de la culture politique dont il hérite. C'est-à-dire servir les intérêts du clan.* » Ce système s'est constitué dans les années 1990, les combattants de la guerre civile formant une caste où le clientélisme et les prébendes dominent. Les mariages entre les membres du clan assurent loyauté et fidélité à l'ensemble de la structure. « *Mais, souligne Ou Virak, la génération qui arrive aux manettes n'a pas de liens historiques de camaraderie et doit asseoir autrement son mode de fonctionnement.* » Il n'est pas étonnant, dans de telles conditions, que 1422 postes de secrétaire d'État et sous-secrétaire d'État aient été créés dans le nouveau gouvernement, dont les effectifs ont augmenté de plus de 121 % par rapport au précédent (3). « *De quoi assurer une part du gâteau à tout le monde et la loyauté de chacun* », remarque un observateur politique qui demande l'anonymat.

L'édifice tiendra-t-il sans la pierre de voûte de l'édifice, M. Hun Sen ? Pour le moment, il devrait prendre, en janvier 2024, le poste honorifique de président du Sénat et... donc de chef de l'État par intérim quand le roi sera absent ou malade. De quoi parachever son ambition monarchique.

C. C.

(1) Ker Munthit, « Like father, like son : Hun Sen's boy a budding politician », *The Phnom Penh Post*, 12 janvier 1996.

(2) Collectif, « An overview of new ministry leaders and their family and business ties », *CambodiaNew*, Phnom Penh, 22 août 2023.

(3) Khuon Narim, « New gov't more than doubles secretary and undersecretary of State positions in ministries », *CambodiaNew*, 23 août 2023.

# À la recherche du rêve chinois

*Comment, en Chine, les intellectuels ont-ils vécu le confinement strict imposé pendant trois ans et surtout la sortie chaotique de la politique zéro Covid décidée par le président Xi Jinping? Universitaire canadien, fin connaisseur de la pensée chinoise et des débats qui l'agitent, David Ownby est allé à la rencontre de ces chercheurs particuliers – ni dissidents ni inféodés au pouvoir. Il livre son carnet de route.*

PAR DAVID OWNBY \*

AVANT la pandémie de Covid-19, la Chine semblait à portée de main. Les vols directs entre Montréal et Pékin survolaient le pôle Nord et parcouraient les dix mille kilomètres séparant les deux métropoles en douze heures environ. Mais en ce printemps 2023, tandis que la Chine décidait finalement de sortir de trois ans d'isolement, ces lignes avaient disparu. Faut-il dire de mieux, il a fallu se résigner à réserver un billet Montréal-Toronto-Zurich-Hongkong, un périple de plus de trente heures. J'allais bientôt découvrir que la pandémie n'avait pas perturbé seulement les déplacements aériens.

Je suis donc parti à la recherche du «rêve chinois», pour reprendre le titre de mon blog «Reading the China Dream», créé en 2018. Pour suivre la vie intellectuelle chinoise, je lis, traduis, interprète et rappelle le contexte de textes publiés par des auteurs qui ne sont ni à la solde du régime, ni des dissidents (1). Il y a bien sûr des sujets tabous – le Xinjiang, le Tibet, Hongkong, le président Xi Jinping; mais, en dehors de ces zones sensibles, il existe de réels espaces de discussion et de débat sur l'actualité.

Nous parlons ici d'«intellectuels publics aux caractéristiques chinoises» dont la plupart sont des universitaires qui écrivent également pour le grand public. Ils sont le pur produit d'une période de réformes et d'ouverture, à l'exemple des trains à grande vitesse et des aéroports dernier cri qui quadrillent le pays. Dans

cet espace coexistent de facto – et de manière surprenante – diversité intellectuelle et régime autoritaire. Ce pluralisme et son socle, la liberté de pensée, font partie intégrante du «rêve chinois» de ces penseurs côtoyés depuis plusieurs années.

La conception de M. Xi est tout autre. Le président s'oppose catégoriquement à ce pluralisme et tente, depuis le début de son premier mandat, d'imposer une sorte de discipline idéologique. Les intellectuels résistent à leur manière, comme en témoignent les textes publiés sur mon blog. Mais qu'en est-il sur le terrain, surtout après trois ans de repli sur soi radical et d'isolement drastique? Mon dernier séjour remontait à décembre 2018. Entre le 1<sup>er</sup> et le 23 mai 2023, j'ai passé une semaine à Pékin, une à Shanghai et quelques jours à Hongkong.

À première vue, la Chine a l'air d'aller bien, très bien même. Pékin s'est avéré plus beau et plus propre que dans mes souvenirs; l'hôtel super branché où je logeais, niché dans un charmant hutong près de la tour de la Cloche, dégageait une énergie sympathique. Quant à Shanghai, elle semblait avoir repris son rythme normal après l'épreuve des fermetures du printemps 2022; rues et restaurants étaient animés, le métro ne transportait pas moins de dix millions de personnes tous les jours, avec une efficacité impressionnante. Ça s'agit dans tous les sens, ça déborde de partout, donnant l'impression que ça ne marchera pas, mais ça finit par fonctionner...

## Un pouvoir à la légitimité entamée

MUNI d'un visa de dix ans, obtenu avant la pandémie mais fort heureusement toujours valide, je n'ai rencontré aucun problème à la frontière. J'ai réussi à voir toutes les personnes souhaitées, y compris celles que je n'avais jamais rencontrées auparavant et qui avaient répondu positivement aux courriels ou messages WeChat. Il y a des caméras partout (en particulier à l'aéroport de Shanghai, où l'on recourt à la reconnaissance faciale pour faire monter les passagers à bord des avions). Toutefois, je n'ai pas eu l'impression d'être surveillé; mes interlocuteurs ne cherchaient pas non plus à se cacher.

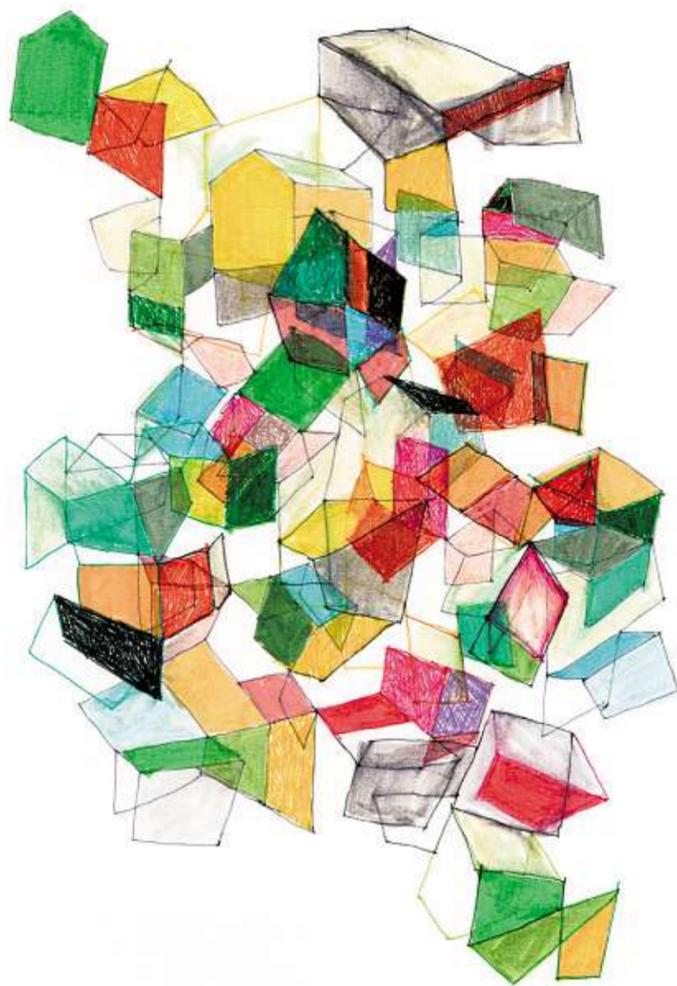
Mais, derrière cette façade d'ouverture et de dynamisme, j'ai découvert une Chine bien sombre. Les séquelles associées à la fin de la politique zéro Covid sont en effet profondes. Nous avons tous suivi l'histoire du combat à mort, sans pitié, mené contre le virus : une première année dure mais qui a, semble-t-il, porté ses fruits grâce à la capacité du régime à imposer des règles draconiennes; une deuxième année sur le même modèle ou presque, même si les failles du système de contrôle devenaient visibles; une troisième scandée par une frénésie de mesures d'isolement inopinées et de fermetures drastiques – alors que le reste du monde en était venu à «vivre avec» le variant Omicron –, avant de connaître une fin abrupte, digne d'un film d'horreur : plus de contrôles, plus rien du tout, tout le monde malade, des dizaines voire des centaines de milliers de morts, peut-être même plus, et un gouvernement qui se glorifie de la victoire sur le virus. Comme tout un chacun à l'époque, j'ai été frappé par ce mélange d'incompétence étonnante et de cynisme extrême qui a marqué l'ar-

rêt de la politique zéro Covid. Je n'en avais pas mesuré l'incidence sur les esprits chinois.

Un jour à Pékin, je rencontre X et Y, deux jeunes dans la trentaine qui travaillent comme journalistes et éditeurs dans une société privée. Nous étions vaguement liés par un projet plus ou moins collectif qui a servi de prétexte à notre entrevue, mais nous ne nous connaissions pas. Malgré cela, à peine le taxi m'avait-il déposé que je me suis retrouvé dans une pièce fermée par leurs soins, et ils se sont vidés le cœur pendant une heure et demie.

De quoi ont-ils parlé? De cette fin en forme de catastrophe. Visiblement furieux, Y n'y est pas allé par quatre chemins : « Tu aimerais croire que ton gouvernement a l'intention de prendre soin de toi, ne serait-ce qu'un peu, et tu te rends compte que ce n'est pas du tout ça, non, qu'ils se fichent complètement de ce qui pourrait t'arriver. »

La dimension profondément politique des décisions prises dans la campagne contre le coronavirus a été plus qu'évidente à n'importe qui en Chine; certains ont donc cru qu'il y aurait un assouplissement des mesures au lendemain de moments-clés du calendrier du Parti communiste, par exemple après son XX<sup>e</sup> Congrès à la mi-octobre 2022. Tout le monde a également compris que la politique zéro Covid était fortement liée à l'image – on pourrait même parler d'ego – de M. Xi. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles fermetures et contrôles de la dernière année ont suscité un certain nombre de crispations, certaines très affichées comme les manifestations de la fin novembre 2022. Mais personne n'avait imaginé ce virage à 180 degrés, en plein hiver, sans campagne préalable de vaccination des personnes âgées, sans même prendre le temps de



© ADAGP PARIS, 2023

MENGZHI ZHENG. – « Plissements n° 56 », 2018

reconstituer les stocks des pharmacies. Personne non plus n'avait prévu ces annonces assurant que le variant Omicron ne provoquait qu'un banal rhume, et que la Chine avait triomphé du virus. Peu importe que votre grand-père en soit mort. Après tout, les gens meurent tout le temps, aurait dit Mao Zedong!

Il faut comprendre que, pour les jeunes, la compétence est – ou était – la qualité définissant le mieux leur gouvernement. Ils sont bien conscients que ce dernier est autoritaire, et plus encore sous M. Xi. L'autoritarisme ne date pas d'hier, et même si certains aimeraient que les choses soient différentes, c'est une réalité qui leur est familière. D'autant que ce même régime autoritaire a profondément transformé leur pays au cours des dernières décennies, faisant en sorte que la jeune génération bénéficie d'une prospérité impensable à l'époque de ses grands-parents. Dit autrement, les jeunes sont à la fois cyniques et patriotes; ils sont très fiers de cette Chine prospère et à la pointe de la technologie... du moins jusqu'à la mi-décembre 2022, lorsque le gouvernement a laissé s'installer le chaos sanitaire, mettant en péril sa légitimité acquise. Cinq mois après cette décision égoïste, Y ne décolère d'ailleurs pas.

X, lui, semble perdu. « Rien dans ma formation ne m'a préparé à cela, a-t-il confié. Je ne sais plus quoi penser. J'ai l'impression d'avoir perdu mon équilibre. » Il a beaucoup parlé de ses amis qui avaient décidé d'abandonner leur poste dans telle ou telle entreprise ou au sein du gouvernement parce qu'ils « ne voulaient plus faire partie du sys-

tème ». En chinois, on dit « s'allonger à plat », c'est-à-dire baisser la tête pour éviter les coups et se mettre à l'abri. Il a aussi évoqué des amis qui ont carrément quitté le pays ou que la crise avait rendus incapables de reprendre une vie normale, et pas seulement professionnellement – ce qui m'a fait penser aux soldats américains rentrant de la guerre d'Irak, hantés par l'angoisse. Il voulait évoquer tout cela avec moi, un étranger, parce que personne ne l'aborde ici. En parler voudrait en effet dire que l'on remet en question cette fameuse « victoire » sur le virus, et donc s'exposer à de potentiels problèmes.

## Refuser de « s'allonger à plat »

Cela étant dit, ces intellectuels formulent cette même plainte – « personne ne peut plus rien dire » – depuis la dizaine d'années que je les fréquente. Il est donc indispensable de prendre leurs propos avec la distance nécessaire. Peut-être regrettent-ils les années qui ont précédé la montée en puissance de M. Xi, quand ils pouvaient encore dire ouvertement que, si le Parti communiste avait joué un certain rôle historique, le temps était venu de passer à autre chose. De tels propos ne seraient plus acceptés aujourd'hui. Cela ne signifie pas pour autant que « personne ne peut plus rien dire ». Malgré la grogne générale, de bons livres sont publiés en Chine, et je trouve sans problème matière à traduire.

Cependant, mes amis intellectuels sont plus désabusés que jamais. Plusieurs d'entre eux ont avoué ne plus rien lire, ou se limiter aux échanges de leur groupe WeChat. J'ai, à plusieurs reprises, eu l'impression d'être mieux informé sur « qui écrit quoi en Chine » qu'eux. Cela n'était pas le cas par le passé.

De nombreux intellectuels, qui continuent de refuser de « s'allonger à plat », font de leur mieux pour s'éloigner des campus universitaires, où les contrôles sont les plus stricts. Ils exercent leur métier ailleurs, par exemple en donnant des cours particuliers à des groupes d'entrepreneurs qui s'avèrent souvent brillants et payent bien. Une reconversion qui ne fait pas avancer la recherche. Fait intéressant : selon un de mes amis de toujours, ces entrepreneurs partagent un antimécanisme profond et attribuent le moindre problème aux États-Unis – fruit de la politique d'endiguement lancée par

Il a également fait part de nombreux conflits du travail au quotidien, surtout dans les petites et moyennes entreprises, qui, après trois ans de fermeture, fonctionnent toujours avec difficulté et souffrent encore des séquelles de cette politique gouvernementale. À l'entendre, les gens seraient désormais colériques, perdus, malheureux, désabusés, tout cela à la fois – une situation bien sûr pas propre à la Chine. Après coup, l'idée m'est venue que X et ses amis faisaient leur deuil de quelque chose, comme s'ils avaient perdu un parent ou un ami.

J'ai été bouleversé par cette rencontre intense et inattendue. Le lendemain, lors d'un déjeuner avec un universitaire – une nouvelle connaissance lui aussi –, j'en ai profité pour lui demander son avis sur les propos de X et Y entendus la veille. Il s'est déclaré pleinement d'accord avec leurs paroles et leur analyse, sans la moindre hésitation. Tout le monde ici vit, bien qu'à des degrés divers, un stress post-traumatique, a-t-il ajouté.

En fait, tous mes interlocuteurs ont raconté la même histoire. Ils ont confirmé que la fin de la politique zéro Covid a laissé une blessure douloureuse qui peine à cicatriser. Une plaie béante cependant moins difficile à gérer pour les plus âgés. C'est en tout cas ce qu'ont précisé la plupart des intellectuels fréquentés habituellement. « Nous avons déjà eu notre 4 juin », a déclaré l'un d'entre eux, en référence à la répression des manifestations de la place Tiananmen en 1989, qui fut un moment fort de remise en question de la légitimité de l'État-parti, qui demeure, contre vents et marées, d'une indéfectible robustesse.

Les intellectuels auteurs des textes que je traduis ont semblé moins souffrir de cet épisode d'arrêt du confinement que de l'usure quotidienne dans cette Chine de M. Xi. « Personne ne peut plus rien dire » : c'est le cri du cœur entendu le plus souvent de la part de ceux me décrivant un système régi par des mots-clés, où le simple terme « religion », tabou du moment, ne trouve plus sa place dans aucun texte. Nombreuses sont les publications sur WeChat ou Weibo, équivalents locaux de Facebook et Twitter, à être supprimées sans explication.

M. Donald Trump et poursuivie par M. Joseph Biden. Cela n'existait pas auparavant.

J'ai aussi rencontré un jeune auteur libéral qui a déjà publié un best-seller et a deux autres ouvrages en tête. Il a une vision des choses plutôt optimiste et ses travaux méritent d'être suivis de près. J'ai également passé un après-midi avec les éditeurs de la *Beijing Cultural Review*, l'une de mes sources préférées. J'y ai puisé vingt-cinq à trente de leurs textes, bien écrits et parfois légèrement critiques à l'égard du régime. Si beaucoup d'amis journalistes, chinois comme occidentaux, sont des cyniques avérés, surtout en ce qui a trait au monde politique, tel n'est pas le cas à la *Beijing Cultural Review*. Je fus donc surpris de découvrir à quel point ces journalistes s'alignent désormais avec l'État-parti.

Une dernière anecdote résume bien la situation actuelle. Un ami libéral (pro-démocratie modérée) me précisait que d'autres libéraux plus « radicaux » que lui, certains appuyant même M. Trump, voyaient d'un bon œil la possibilité d'une guerre avec Taïwan, persuadés qu'elle pourrait faire chuter le Parti communiste. Il faisait remarquer, non sans une pointe d'ironie, que la plupart de ces radicaux étaient très aisés, voire propriétaires d'une maison aux États-Unis. « Pour ma part, je n'ai rien de tout cela, a-t-il conclu. Je préfère en conséquence me passer de la guerre et rester en Chine, tant et aussi longtemps que je peux échapper à la prison. »

Un rêve peut-il hiberner?

(1) Lire « Cette Chine qui pense en marge des discours officiels », *Le Monde diplomatique*, janvier 2023.

\* Chercheur sur la vie intellectuelle chinoise associé au Max Planck Institute for Social Anthropology à Halle (Allemagne), et auteur notamment de *L'Essor de la Chine et les intellectuels publics chinois*, Éditions du Collège de France, Paris, 2023.

L'imprimerie  
79, rue de Roissy  
93290  
Tremblay-en-France

ACPM

IMPRIM'VERT

Origine du papier : Allemagne.  
Taux de fibres recyclées : 58 %.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, porteur de l'Écolabel européen sous le n° FI/37/001.  
Entropisation : Prot = 0,007 kg/d de papier

Commission paritaire des publications  
et agences de presse : n° 0524 D 86051  
ISSN : 0026-9395  
PRINTED IN FRANCE

À la disposition des diffuseurs de presse  
pour modification de service, demandes de réassort  
ou autre, notre numéro de téléphone vert :  
0 805 050 147.

## DU SOMMET DES BRICS À CELUI DU G20

## Quand le Sud s'affirme

(Suite de la première page.)

Le communiqué final rappelait alors la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de mars 2022, adoptée à la majorité et déplorant l'« agression de la Fédération de Russie ». Cette année, il ne fait référence qu'à la « guerre en Ukraine » : « Une formulation que les partisans de Kiev, tels les États-Unis et leurs alliés, ont précédemment rejetée car elle implique que la Russie et l'Ukraine ont le même niveau de responsabilité, note le *Financial Times* (3). (...) Un coup dur pour les pays occidentaux, qui ont passé l'année dernière à tenter de convaincre les pays en développement de condamner Moscou et de soutenir l'Ukraine. » Le Sud condamne la guerre, mais n'adhère pas au récit occidental.

## Aucun modèle économique alternatif

Pour l'heure, les tracés restent flous et les financements inexistant. Lors du précédent sommet du G20, l'an dernier, M. Biden avait lancé l'idée d'un partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PIIM), supposé contrer les fameuses routes de la soie chinoises. Mais les dollars qui devaient ruisseler n'arrivent qu'au compte-gouttes... quand ils arrivent. Sans attendre, le reste du monde s'organise, imagine d'autres « corridors », tel l'International North-South Transport Corridor (INSTC), qui relie la Russie, l'Iran et l'Inde, bientôt rejoints par la Turquie, le Kazakhstan, Oman (5)... En matière de développement, les promesses occidentales ne suffisent pas pour enrôler dans leur camp les pays pauvres ou émergents. C'est aussi ce que traduit le succès du sommet de Johannesburg.

Pour mesurer le chemin parcouru, il faut se rappeler que l'acronyme Brics est né sous la plume d'un économiste américain, Jim O'Neill, au service de la banque d'investissement Goldman Sachs, en 2001. Dans son esprit, les membres du groupe n'étaient que quatre, le *s* final étant la marque d'un pluriel. Il s'agissait alors de pointer leur développement rapide, comme, à sa suite, deux de ses collègues le formulèrent un peu plus tard : « Si tout continue normalement, dans moins de quarante ans, les économies des BRICs pourraient dépasser celles du G6 [les six pays les plus riches] (6). »

En pleines négociations commerciales avec les pays occidentaux pour une libéralisation accélérée des échanges dans tous les domaines, les quatre en question vont décider d'incarner l'acronyme et de se retrouver une première fois en Russie en 2009, puis au Brésil l'année suivante et, un an plus tard, en Chine, où l'Afrique du Sud les rejoint. Les Brics – avec un *s* pour South Africa au même niveau que les autres, cette fois – s'institutionnalisent : le sommet d'août dernier est le quinzième du genre. Toutefois, ses membres ne se structurent pas en organisation classique, avec un dirigeant, un secrétariat, etc. Le pays hôte du sommet préside pendant un an, un sherpa de chaque pays et son adjoint préparent la réunion et les décisions sont prises par consensus. Autrement dit, quel que soit leur avis à l'origine, les Cinq se sont accordés pour accueillir, le 1<sup>er</sup> janvier 2024, six nouveaux membres : l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les EAU, l'Éthiopie et l'Iran.

Il y a bien eu, dans ce G20, l'intégration de l'Union africaine (au même niveau que l'Union européenne), qui peut être interprétée comme une ouverture. Peu de chances pourtant que cela change le rapport des forces. Pour faire oublier la déconvenue du sommet de New Delhi, la présidence américaine et ses relais médiatiques ont mis en avant la proposition de M. Joseph Biden, acceptée par tous, de créer un « corridor » reliant l'Inde et l'Europe via les Émirats arabes unis (EAU), l'Arabie saoudite, la Jordanie, Israël, avec une voie de chemin de fer, un câble sous-marin à haut débit et un gazoduc à hydrogène. Lyrique, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est extasiée : « Bien plus qu'une simple voie ferrée ou un câble, c'est un pont vert et numérique qui reliera les continents et les civilisations (4). »

Il est, en revanche, très difficile de savoir quels critères ont été appliqués pour retenir tel ou tel pays. L'Algérie, par exemple, qui, forte du soutien de son allié russe, pensait être adoptée, fut fort marrie de ne pas faire partie des heureux élus. Plus que l'état de son économie, ses querelles viscères avec le Maroc ont probablement joué.

Bien sûr, les intérêts économiques ont occupé une bonne place dans les choix de l'élargissement. On comprend parfaitement tout ce que l'Arabie saoudite, les Émirats ou l'Iran, et dans une moindre mesure l'Égypte, peuvent apporter dans le domaine énergétique : les Onze, désormais appelés Brics +, vont contrôler plus de 54 % de la production pétrolière mondiale. Cela donne un certain poids. Dans le domaine des métaux rares devenus essentiels aujourd'hui, les plus grands gisements planétaires se trouvent au Brésil, en Russie, en Afrique du Sud, tandis que la Chine détient déjà les deux tiers de la production de terres rares sur la planète. De même, l'Argentine fait partie des plus grands producteurs de blé, de soja et de viande bovine. Avec les céréales russes, le safran et les pistaches iraniens, les oranges et les oignons égyptiens, les Brics +, note le chercheur Sébastien Abis, « représentent désormais 23 % des ventes mondiales agricoles (en valeur), contre 16 % au début du siècle (7) » – ce qui en fait un groupe qui compte sur les marchés, mais aussi pour l'aide alimentaire aux nations les plus démunies, permettant ainsi d'asseoir son influence.

En effet, les considérations géopolitiques ne sont jamais très loin chez les Brics. Et pas seulement pour la Chine. Ainsi, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui a « plaidé pour que [ses] frères argentins puissent participer aux Brics (8) », a cherché d'un même mouvement à aider son homologue Alberto Fernández, en difficulté à la veille de l'élection présidentielle du 22 octobre, tout en confortant son quatrième partenaire économique (après la Chine, l'Union européenne et les États-Unis) pour assurer un développement mutuellement profitable. Pas sûr que cela marche, les deux candidats de l'opposition ayant immédiatement fait savoir qu'ils ne tiendraient pas cet engagement, s'ils étaient élus : « Je ne parlerai en aucun cas avec les communistes [la Chine et le Brésil] », a même affirmé M. Javier Milei, l'étoile montante de l'extrême droite en Argentine (lire l'article pages 4 et 5).

Du côté du Proche-Orient, il n'est pas étonnant de voir arriver l'Iran, déjà intégré à l'Organisation de coopération de Shanghai (9) en 2021, ainsi que l'Arabie saoudite. En début d'année, sous l'égide de Pékin, tous deux ont rétabli leurs relations diplomatiques, brisées depuis sept ans. On imagine donc que le président Xi Jinping tenait beaucoup à leur présence. Mais le premier ministre indien Narendra Modi, qui a reçu le ministre des affaires étrangères iranien l'an dernier, était, lui aussi, plus que favorable à l'adhésion de Téhéran. D'une part, il n'entend pas laisser la Chine occuper seule le terrain. D'autre part, il entretient des liens économiques importants avec l'Iran. Comme on l'a vu, un « corridor » lie les deux nations, et leurs échanges commerciaux, encore modestes, grimpent rapidement, malgré les pressions américaines : +44 % l'an dernier, pour un total de 2,5 milliards de dollars (2,34 milliards d'euros).

Quant à la surprenante cooptation de l'Égypte, elle s'éclaire si l'on se rappelle que le pays abrite le siège de la Ligue arabe – que M. Xi soigne particulièrement pour cause de soutien à sa politique au Xinjiang –, et surtout qu'il possède

franchement nouvelle mais totalement inacceptable au regard du droit international. De plus, New Delhi est engagé dans le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD), dirigé par Washington pour lutter contre l'essor de la Chine. Au Proche-Orient, les EAU et l'Arabie saoudite abritent des bases

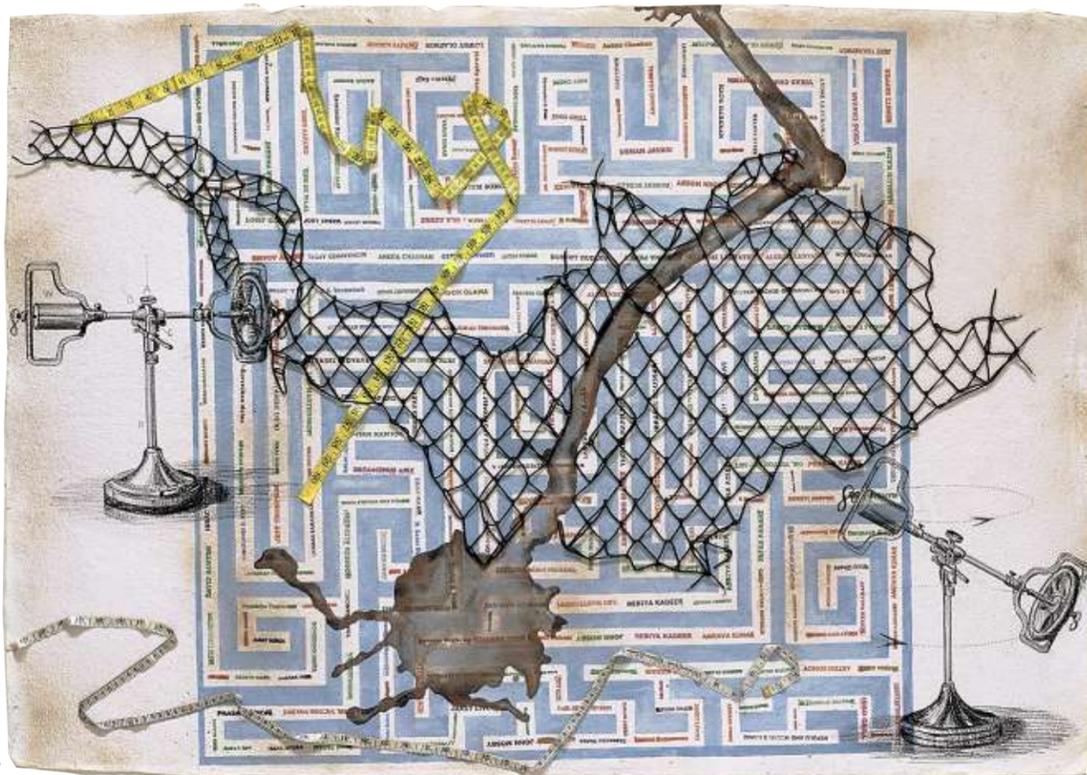
militaires américaines tandis que l'Égypte – deuxième bénéficiaire de l'aide des États-Unis après Israël – a encore renforcé son partenariat sécuritaire avec Washington. C'est dire si ni les uns ni les autres ne veulent renverser l'ordre international. En revanche, ils entendent bien le transformer.

## Pas de camp idéologique préétabli

Il faut dire que « les structures actuelles de gouvernance mondiale reflètent le monde d'hier (...) Elles doivent se réformer pour refléter les réalités économiques et les logiques de puissance contemporaines (11) », selon les propres mots du secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, à Johannesburg. Le communiqué final du sommet appelle, lui aussi, à « une plus grande représentation des marchés émergents et des pays en développement dans les organisations internationales et les forums multilatéraux dans lesquels ils jouent un rôle important ». Il liste les grandes questions à affronter, réclame une révision du poids de chaque pays dans les instances du Fonds monétaire

Banque de développement, la « banque des Brics » comme on l'appelle, à des pays comme les EAU qui peuvent apporter des fonds. Les Brics + s'arment financièrement.

Autrement dit, le sommet de Johannesburg ne doit pas être lu avec les lunettes du passé. Ni parade diplomatique, ni alliance à l'image de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), les Brics + reflètent la capacité des pays émergents à nouer des accords en fonction de leurs intérêts nationaux – et non en fonction du camp idéologique préétabli comme lors de la guerre froide. En fait, explique Allison, « la plupart des pays refusent de choisir



REENA SAINI KALLAT. « Anatomy of Distance », 2013

la clé du canal de Suez, par lequel transite une grande partie du commerce international. Une plate-forme géostratégique essentielle, donc. De plus, la Chine, qui entretient des rapports étroits avec l'Éthiopie, escale africaine importante des nouvelles routes de la soie, espère peut-être remporter un autre succès diplomatique en contribuant à résoudre le différend égypto-éthiopien à propos du grand barrage de la Renaissance, construit par Addis-Abeba sur le Nil Bleu (10). Elle cherche à s'affirmer en faiseuse de paix, face à l'ennemi américain accusé de porter la division, voire la guerre, partout sur la planète.

Peut-on pour autant voir dans ces Brics élargis l'éclosion d'un bloc politique antilibéral et antioccidental ? Le communiqué final des Cinq ne laisse guère de place à l'ambiguïté. Il ne promet aucun modèle économique alternatif. Comme n'importe quelle instance occidentale, il vante les vertus des accords de libre-échange (qu'il faudrait étendre), ainsi que les partenariats public-privé (PPP), dont on connaît pourtant la devise : le public paie, le privé récolte. Deux exemples parmi d'autres.

Pas de front antioccidental non plus sur le plan géopolitique. Ni même un front uni du tout : les deux mastodontes du groupe, l'Inde et la Chine, s'affrontent régulièrement sur la frontière himalayenne. La porte du sommet de Johannesburg à peine fermée, le ministère des ressources naturelles chinois publiait une carte nationale incluant des territoires contestés. Une représentation pas

taire international (12) (les quotes-parts), ainsi qu'une réforme de l'Organisation des Nations unies et de son Conseil de sécurité, en « incluant l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde » – réforme à laquelle Pékin s'était toujours opposé jusqu'à présent.

Mais le vieux monde emmené par Washington ne veut rien entendre, pétrifié à l'idée de devoir partager le pouvoir avec des nations hier subalternes. Professeur à Harvard, Graham Allison résume parfaitement la situation : « Les Américains sont choqués par l'idée que la Chine ne reste pas à la place qu'ils lui ont assignée dans l'ordre international dirigé par les États-Unis (13). » Elle l'a longtemps acceptée, avant de s'apercevoir, depuis la crise de 2008, qu'elle ne serait jamais traitée à égalité (14). Elle n'est pas la seule à ressentir cet ordre injuste, mais elle dispose des moyens économiques et financiers pour entraîner d'autres acteurs – cela explique la réussite du sommet des Brics.

Ainsi, le communiqué final insiste sur « l'importance d'encourager des monnaies nationales dans le commerce international et les transactions financières entre les Brics ainsi qu'avec leurs partenaires commerciaux », en lieu et place du dollar. Ce mode de paiement sans passer par le dollar a commencé et cela marche, même si le billet vert reste très largement dominant. À ces premiers pas s'ajoutent le renforcement du mécanisme d'entraide en cas de crise (l'arrangement de réserve contingente) et l'élargissement des membres de la Nouvelle

entre des États-Unis essentiels à leur sécurité et une Chine essentielle à leur prospérité ». Leurs différences voire leurs divergences ne suffisent pas à anéantir leur volonté d'agir ensemble pour imaginer une nouvelle configuration mondiale. C'est déjà en route.

MARTINE BULARD.

(3) Henry Foy, John Reed, James Politi et Joe Leahy, « G20 statement drops reference to Russia aggression "against" Ukraine », *Financial Times*, Londres, 9 septembre 2023.

(4) Fabrice Nodé-Langlois, « Au G20, l'Europe, l'Inde et les États-Unis veulent contrer la Chine avec leurs propres "routes de la soie" », *Le Figaro*, Paris, 9 septembre 2023.

(5) « Un vent s'est levé, le signe des Brics », *La Lettre de Léosthène*, n° 1761, Villemaréchal, septembre 2023.

(6) Jim O'Neill, « Building better global economic BRICs », *Global Economics*, paper n° 66, Goldman Sachs, 30 novembre 2001 ; Dominic Wilson et Roopa Purushothaman, « Dreaming with BRICs : The path to 2050 », *Global Economics*, paper n° 99, Goldman Sachs, octobre 2003.

(7) Sébastien Abis, « Brics : l'appétit agricole vient en marchant », *L'Opinion*, Paris, 4 septembre 2023.

(8) « Le Brésil fait entrer son principal partenaire latino-américain, l'Argentine, dans les Brics », *Le Grand Continent*, Paris, 26 août 2023.

(9) Chine, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Pakistan et Russie.

(10) Lire Habib Ayeub, « Qui captera les eaux du Nil ? », *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(11) Discours de M. Guterres sur le site des Brics.

(12) Lire Renaud Lambert, « FMI, les trois lettres les plus détestées du monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2022.

(13) Graham Allison, « US-China : More decoupling ahead », *Top of Mind*, n°118, Goldman Sachs, 1<sup>er</sup> mai 2023.

(14) Lire « Finance, puissances... le monde bascule », *Le Monde diplomatique*, novembre 2008.

# Une très fréquentable junte guinéenne

À l'inverse des autres putschistes d'Afrique de l'Ouest, le colonel guinéen Mamadi Doumbouya s'est rendu à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies le 21 septembre 2023. Multipliant les rencontres officielles et officieuses depuis son accession au pouvoir en 2021, il tisse sa toile diplomatique tout en veillant autoritairement sur les ressources du sous-sol de son pays.

PAR TANGI BIHAN \*

« **N**ous ne pouvons pas être le deuxième producteur [mondial] de bauxite et ramper devant la "communauté internationale" (1) », lance, bravache, M. Morissanda Kouyaté, le ministre des affaires étrangères du gouvernement de transition guinéen, lors d'une séance de questions au Parlement le 26 avril dernier. Le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) – la junte dirigée par le colonel Mamadi Doumbouya depuis le coup d'État du 5 septembre 2021 – ne semble pas pressé d'organiser les élections, officiellement prévues en 2024 pour rendre le pouvoir aux civils. Depuis deux ans, les putschistes de Conakry n'ont presque fait aucun geste en ce sens. Pour autant, ils subissent peu de pressions internationales, contrairement à leurs homologues du Sahel (2).

Comment expliquer une telle différence de traitement ? À l'inverse des militaires ayant pris le contrôle de l'État à Bamako, Ouagadougou et Niamey, la junte guinéenne a fait le choix d'entretenir des relations équilibrées avec les grandes puissances, ce qui lui attire une certaine clémence de la part de la « communauté internationale », et en particulier des États-Unis et de la France. Elle dispose pour cela d'un atout de taille : la richesse de son sous-sol. Depuis des décennies, la bauxite et, plus récemment, le fer guinéens attirent des entreprises aussi bien américaines que russes ou chinoises. La France, elle, veut éviter de perdre un allié de plus dans la sous-région après ses récentes déconvenues au Sahel.

Chaque puissance semble se satisfaire de ce statu quo, tandis que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) dispose de peu de

moyens de pression sur Conakry. En effet, contrairement au Mali, au Burkina Faso et au Niger, la Guinée bat sa propre monnaie, et bénéficie d'une façade maritime et de recettes publiques importantes grâce à son secteur minier, ce qui la rend peu vulnérable à des sanctions économiques et financières sous-régionales.

La Guinée est une pièce importante dans la géoéconomie de Pékin. Le président déchu Alpha Condé (2010-2021) était pour la Chine un précieux allié, qu'elle n'avait pas manqué de féliciter pour sa réélection, très contestée, à un troisième mandat en 2020. Sous son régime, les intérêts économiques chinois ont été bien servis. Conakry participe aux routes de la soie depuis 2018. Dans le secteur de la bauxite, le consortium Société minière de Boké (SMB), créé en 2014 et dont est actionnaire Hongqiao, géant mondial chinois de l'aluminium, a connu une croissance fulgurante (3). Sa production a rapidement dépassé celle de l'historique Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), fondée par l'Aluminium Company of America (Alcoa) et d'autres entreprises dans les années 1960. De plus, nous rappelle M. Amadou Bah, directeur exécutif de l'organisation non gouvernementale (ONG) Action Mines, « la Chine a signé en 2017 un accord stratégique avec la Guinée. Elle doit lui accorder, sur vingt ans, 20 milliards de dollars de prêts pour réaliser des infrastructures – des routes, des ports et des universités. Ces prêts sont adossés à des ressources naturelles, et trois entreprises chinoises qui opèrent dans la bauxite doivent les rembourser (4) ».

## De la bauxite et du fer

APRÈS ses succès dans la bauxite, Pékin lorgne le mont Simandou, réputé être le plus grand gisement de fer non exploité du monde. « La convention de base venait d'être signée. Avec le coup d'État, la Chine pouvait craindre une remise en cause de ses intérêts, mais le colonel Mamadi Doumbouya a rapidement déclaré qu'il respecterait tous les accords, ce qui a rassuré », poursuit M. Bah. Le site est divisé en quatre blocs. Deux appartiennent à la coentreprise Simfer, qui regroupe l'anglo-australienne Rio Tinto et l'entreprise publique chinoise Chinalco ; deux à Winning Consortium Simandou (WCS), composé des mêmes sociétés que la SMB. Depuis que le CNRD est aux commandes du pays, la Chine a encore renforcé sa présence : Baowu, le géant chinois de l'acier, a signé un accord non contraignant avec Rio Tinto pour le

développement des infrastructures du Simandou, accord qui mènerait à un pacte d'actionnaires à l'avenir. Baowu pourrait se positionner comme le potentiel sidérurgiste qui consommerait le fer du Simandou. « Ce projet est stratégique car des pays comme l'Irak et la Syrie, et bientôt l'Ukraine, sont à reconstruire, tandis que les États-Unis ont lancé de grands travaux. Le cours de l'acier va donc connaître une embellie sur le marché mondial », analyse M. Bah.

Si Pékin a tant investi en Guinée, c'est aussi pour garantir ses approvisionnements en matières premières et en diversifier les sources. La Chine cherche en effet à s'émanciper de sa dépendance envers l'Australie – grand pays minier allié des États-Unis –, avec qui elle a déjà connu des guerres commerciales. C'est chose faite dans le secteur de la

bauxite, qu'elle importe désormais à 40 % de Guinée, tandis que le projet Simandou doit l'aider à diversifier ses sources d'approvisionnement en fer, qu'elle importe encore aujourd'hui à 60 % d'Australie.

Moscou était un autre grand soutien de M. Condé. L'ambassadeur russe Alexandre Bregadzé avait même publiquement défendu le principe d'un troisième mandat. « Les Constitutions ne sont pas des dogmes. Ni Bible ni Coran, elles s'adaptent à la réalité », avait-il lancé devant un parterre de diplomates en 2019. Le coup d'État a cependant légèrement rafraîchi les relations entre Conakry et Moscou. Si la Guinée s'est abstenue – ou absentée – lors des différents votes de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) au sujet de la guerre en Ukraine (5), le colonel Doumbouya a préféré, contrairement à ses homologues maliens et burkinabés – et à M. Condé en 2019 –, ne pas se rendre au sommet Russie-Afrique de juillet dernier, sans doute pour ne pas froisser les Occidentaux. En outre, Conakry a renoncé à acheter des hélicoptères de combat russes, probablement par crainte des sanctions américaines (6).

Pour autant, Moscou reste un partenaire majeur de la Guinée. Les relations sont anciennes : l'Union soviétique avait immédiatement reconnu l'indépendance du pays en 1958 après sa rupture avec

le golfe de Guinée. Le colonel Doumbouya, ancien légionnaire de l'armée française et marié à une gendarme originaire de Valence (Drôme), a demandé l'aide de Paris. Son ministre de la défense Aboubacar Sidiki Camara, dit « Idi Amin », s'est d'ailleurs rendu au dernier salon de l'armement Eurosatory, mi-juin 2022 à Paris-Nord Villepinte, et a été reçu par le chef d'état-major des armées Thierry Burkhard.

Qu'une junte dirige le pays n'empêche pas le gouvernement français et les entreprises tricolores de signer des contrats, bien au contraire. L'entreprise Egis, qui supervisait déjà les travaux de réhabilitation de la route Coyah-Dabola, a été choisie comme l'ingé-

nieur conseil du gouvernement dans le projet Simandou. Lors de sa visite en Guinée en avril dernier, la secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères français, M<sup>me</sup> Chryssoula Zacharopoulou, a rappelé la disponibilité de la France à « accompagner » la transition de la Guinée vers le régime civil. D'ailleurs, l'entreprise française Aztelco serait en passe d'être choisie pour assurer le recensement biométrique des électeurs destiné à l'établissement du nouveau fichier électoral. Et Paris a récemment accordé deux prêts pour des projets dans le secteur de la santé et de la communication (radio et télévision), pour un montant total de plus de 150 millions d'euros (9).

## Répression des oppositions

Pour leur part, les États-Unis soufflent le chaud et le froid. Suivant leurs usages face aux coups d'État, ils ont suspendu leur coopération militaire et exclu le pays de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), un accord de libre-échange avec de nombreux pays du continent. L'ambassadeur américain Troy Fitrell ne cesse d'appeler le gouvernement de transition au respect des libertés et au dialogue avec la classe politique et les mouvements sociaux. Mais on imagine difficilement Washington lâcher Conakry dans un contexte où

un compteur indiquant le nombre de jours avant la fin de la transition et le retour des civils au pouvoir. Mais ils l'ont enlevé après la protestation du gouvernement. »

Les coordinateurs du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), le mouvement populaire qui avait mené la lutte contre le troisième mandat de M. Condé, ont lancé plusieurs appels à manifester pour le retour des civils malgré l'interdiction de la junte : en juillet, août, octobre 2022, février,



NÚ BARRETO. – « Rejected! » (Rejeté), 2021

la France et soutenu le régime d'Ahmed Sékou Touré (1958-1984). La Russie accueille beaucoup d'étudiants guinéens et exploite la bauxite locale depuis les années 1970, aujourd'hui via l'entreprise Rusal (7). Malgré la déstabilisation provoquée par la guerre en Ukraine, cette société minière poursuit ses activités en Guinée. Si la raffinerie de Mykolaïv, qui transformait l'essentiel de cette production, a cessé de fonctionner, sa petite sœur Rusal Aughinish, située dans le comté de Limerick en Irlande, continue de tourner à plein : elle n'a pas fait l'objet de sanctions tant les Européens en dépendent pour leurs approvisionnements en aluminium.

Quant à Paris, sa priorité est d'éviter une nouvelle brouille comme ce fut le cas avec les putschistes au Mali et au Burkina Faso, d'où la France a dû retirer ses troupes (8), et au Niger, que les soldats français devraient quitter d'ici la fin 2023. Le putsch a d'ailleurs été l'occasion de réchauffer les relations entre Paris et Conakry, qui s'étaient beaucoup refroidies sous la présidence de M. Condé – dont le président Emmanuel Macron avait critiqué le troisième mandat. Après une brève interruption consécutive au coup d'État, la France a rapidement repris la coopération militaire. La sécurisation de la frontière avec le Mali reste un enjeu important dans un contexte d'expansion de la menace djihadiste vers

Pékin s'impose comme son principal partenaire. D'ailleurs, les négociations entre l'État guinéen et l'entreprise américaine West Africa LNG Group se sont accélérées en 2023. Cette dernière a annoncé la construction d'un terminal à gaz naturel liquéfié (GNL) dans la ville minière de Kamsar, pour raffiner la bauxite sur le sol guinéen.

Les autorités de transition profitent de cette situation pour affaiblir les principales forces contestataires sans, contrairement à celles du Mali et du Burkina Faso, s'isoler diplomatiquement. Les deux principaux leaders politiques du pays, MM. Condé et Cellou Dalein Diallo, se sont exilés. La Turquie accueille le premier, poursuivi pour corruption et pour la répression meurtrière de manifestations durant sa présidence. Le second, qui fut premier ministre du général-président Lansana Conté (1984-2008) puis principal opposant à M. Condé, est contraint d'animer son parti, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), et de préparer les élections depuis l'étranger. Il fait lui aussi l'objet de poursuites, pour corruption dans le dossier de la privatisation de la compagnie Air Guinée en 2002. De Paris, il qualifie ces poursuites de « fantaisistes » et déplore la faiblesse américaine : « L'ambassade des États-Unis avait affiché sur son site Internet

mars, mai et septembre 2023. Les militaires n'ont pas hésité à les faire arrêter : certains ont connu dix mois de prison sans jugement, d'autres ont préféré fuir le pays ; leur mouvement a été dissous. Depuis juin 2022, trente manifestants ont déjà été tués sous les balles des policiers et des militaires, qui quadrillent tout Conakry.

(1) Sekou Sanoh, « Révélations sur les sanctions contre la Guinée », GuinéeNews, Conakry, 26 avril 2023, <https://guineenews.org>

(2) Lire Anne-Cécile Robert, « Pourquoi tous ces putschs », *Le Monde diplomatique*, septembre 2023.

(3) Olivier Blamangin, Akoumba Diallo et Agnès Faivre, « Les bons comptes offshore du champion de la bauxite guinéenne », *Afrique XXI*, Paris, 10 février 2022, <https://afriquexxi.info>

(4) Il s'agit de Chalco (filiale de Chinalco), de CDM Chine et de State Power Investment Corporation (SPIC).

(5) Lire Anne-Cécile Robert, « La guerre en Ukraine vue d'Afrique », *Le Monde diplomatique*, février 2023.

(6) « La junte de Mamadi Doumbouya en quête d'hélicoptères de combat », *Africa Intelligence*, Paris, 11 avril 2023, [www.africaintelligence.fr](http://www.africaintelligence.fr)

(7) Lire Julien Brygo, « Les Russes et le "petit bijou" de la Guinée », *Le Monde diplomatique*, octobre 2009.

(8) Lire Rémi Carayol, « La France partie pour rester au Sahel », *Le Monde diplomatique*, mars 2023.

(9) « Signature de deux accords intergouvernementaux en Guinée », direction générale du Trésor, Paris, 2 février 2023.



# L'Espagne à la moulinette identitaire

Après des législatives qui n'ont donné de majorité à aucune formation en juillet dernier, les socialistes espéraient pouvoir tenter leur chance dans l'hypothèse d'un échec du chef des conservateurs espagnols Alberto Núñez Feijóo à être investi par le Parlement. Une ambition qui dépend du soutien de partis préoccupés par l'explosive question identitaire. À quel prix ?

PAR GUILLERMO DEL VALLE \*

LES tractations politiques qui se sont engagées à l'issue des élections générales espagnoles du 23 juillet 2023 (qui n'accorderont de majorité à aucune formation) ont semblé diviser le pays en deux blocs. D'un côté, les conservateurs et l'extrême droite, respectivement emmenés par le Parti populaire (PP) et par Vox (1), tous deux caractérisés par leur défense d'une conception centralisatrice du pouvoir et d'une forme de nationalisme « unitaire » : l'idée que l'Espagne serait constituée d'une nation unique et indivisible.

De l'autre, un bloc né d'une alliance entre les partis représentant la gauche au sens large et une autre forme de nationalisme : un nationalisme « périphérique », issu de certaines des communautés autonomes du pays (la Catalogne, le Pays basque, la Navarre, etc.), et qui souligne que l'Espagne est composée de différentes nations, distinctes sur les plans linguistique et culturel. Dans l'espoir de former un gouvernement, les dirigeants du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de la coalition Sumar (2) se sont ainsi rapprochés de partis revendiquant la plurinationalité espagnole, voire la sécession. Le 19 août 2023, M. Íñigo Errejón, l'un des fondateurs de Podemos, proclamait sur X (anciennement Twitter) : « C'est une erreur de penser que les programmes social et plurinational sont incompatibles. L'histoire, l'opposition à un même adversaire, la nécessité de joindre nos forces et la démocratie : tout nous pousse à marcher main dans la main. Et c'est ce à quoi nous travaillons. » Mais l'horizon progressiste et celui des nationalismes se superposent-ils toujours ?

## Ni impôts, ni transferts, ni État

SELON leurs partisans, les passerelles récemment édifiées entre la gauche et les formations revendiquant la défense d'identités nationales se justifieraient également par l'urgence électorale : « Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat », écrivait Louis Aragon en 1943. Sans jonction avec des forces au-delà de l'arc de gauche, il n'y a aucune chance de voir les progressistes former un gouvernement en Espagne, puisque le PSOE et Sumar ne disposent respectivement que de 121 et 31 sièges

\* Avocat et directeur du site El Jacobino, www.eljacobino.es

Pour certains, cela ne fait aucun doute. En Espagne peut-être plus qu'ailleurs, l'idée d'unité nationale a mauvaise presse à gauche. Le phénomène s'explique en grande partie par le fardeau de la dictature franquiste (1936-1975), qui promouvait l'idée d'une « essence » espagnole catholique, conservatrice et millénaire : « Nous voulons un État où la tradition et la substance pures d'un passé idéal s'inscrivent dans les formes nouvelles, vigoureuses et héroïques », proclame le dictateur Francisco Franco dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> juin 1936. En rejetant l'idée d'unité nationale, on s'oppose donc au franquisme et à ses héritiers du bloc conservateur. A contrario, défendre la plurinationalité et les particularismes locaux serait un gage de fidélité à la tradition progressiste.

Mais faut-il vraiment se résoudre à ce que la vision franquiste de la nation espagnole condamne toute défense de l'unité territoriale au registre de la réaction ? Est-ce que le raisonnement conduisant à abandonner l'idée d'Espagne à Franco n'équivaut pas à celui qui inviterait à associer celle de république au dictateur chilien Augusto Pinochet, qui se drapa du titre de « président de la République » de 1974 à 1990 ? De façon symétrique, s'il ne fait aucun doute que la communauté peut représenter une forme de protection contre un gouvernement oppresseur, est-on certain que tout projet de consolidation identitaire régional soit vecteur de progrès social ? En 2007, c'est l'oligarchie bolivienne de la région orientale, dite de la Media Luna, qui projette de faire sécession d'un pays dont elle n'accepte pas qu'il soit gouverné par un homme de gauche, indien de surcroît : M. Evo Morales (3).

au Parlement, loin des 176 requis pour atteindre la majorité. A priori, l'arithmétique s'avère imparable. Encore faudrait-il que le prix à payer pour rendre viable une telle coalition ne soit pas, précisément, d'enterrer, au nom de l'identité, certaines des politiques pour lesquelles la gauche prétend se battre. À commencer par l'égalité et la justice sociale...

Dans la foulée du scrutin de juillet 2023, les partenaires « en devenir » du PSOE et de Sumar ont déroulé l'inventaire des conditions qu'ils mettaient à leur soutien d'un éventuel gouvernement de gauche. Le président de la géné-



© ADAGP PARIS, 2023 - BRIDGEMAN IMAGES

ANTONI TÀPIES. – «L'esperit Català» (L'esprit catalan), 1971

ralité de Catalogne, M. Pere Aragonès, a, par exemple, indiqué qu'il envisagerait de soutenir la formation d'un nouveau gouvernement de M. Pedro Sánchez (au pouvoir depuis 2018) « à condition » que le socialiste accepte d'« en finir avec le déficit fiscal » (4) catalan : la différence entre les impôts prélevés en Catalogne et ce que la région reçoit en retour de Madrid. Le Parti socialiste catalan y réfléchit... Or qu'impliquerait, pour la gauche, d'accepter le concept même de « déficit fiscal » ? Les prélèvements obligatoires, dont l'une des vertus consiste à opérer une forme de redistribution, ne sont pas versés par les territoires, mais par les individus. Faudrait-il que, pour des raisons électoralistes, la gauche rejoigne le chœur de ceux qui dénoncent le fait qu'un territoire concentrant un plus grand nombre de contribuables aisés et d'entreprises contribue davantage que d'autres ?

Un peu plus au nord, constatant que les prestations sociales ne suffisent pas, le Parti national basque (PNV) ne demande pas la refondation de la Caisse de sécurité sociale mais... son transfert aux autorités locales. Si le gouvernement basque pilote l'institution, justifie le président du PNV Andoni Ortuzar, alors « les Basques bénéficieront de meilleures garanties, de meilleures pensions et ils pourront vivre mieux » (5). Et qu'importe ce qu'il adviendra des autres Espagnols...

« Qu'il me soit permis de réaffirmer ici ce qui doit l'être, a écrit l'historien britannique Eric Hobsbawm en 1996. Le projet politique de la gauche est universaliste : elle se bat pour tous les êtres humains. (...) Il ne s'agit pas de liberté pour les actionnaires ou pour les Noirs, mais de la liberté pour tous. Il ne s'agit pas de l'égalité pour les membres du Garrick Club [un club privé de Londres] ou pour les handicapés, mais de l'égalité pour tous. Il ne s'agit pas de la fraternité pour les seuls élèves d'Eton [l'école privée de l'aristocratie britannique] ou pour les homosexuels, mais de la fraternité pour tous. Or les politiques de l'identité

ne visent pas l'émancipation de tous, mais uniquement des membres d'un groupe spécifique (6). »

Il arrive ainsi que la ligne de partage entre les deux blocs évoqués plus haut – d'un côté, un nationalisme central conservateur et, de l'autre, un progressisme plurinational – se dissolve dans une commune compatibilité avec les logiques néolibérales. Car si le néolibéralisme requiert des États suffisamment forts pour mettre en œuvre sa feuille de route (7), il s'épanouit dans leur décomposition normative, territoriale et fiscale, y compris lorsque ce délitement conduit à un processus de fragmentation territoriale. Comme dans le cas bolivien cité plus haut ou lors du processus général de « régionalisation » des territoires européens visant à placer les populations en concurrence les unes avec les autres en les conduisant à accepter des baisses de salaires, des reculs dans la protection sociale ou une fiscalité plus amène avec le secteur privé (8).

C'est d'ailleurs la logique que défend le philosophe de l'école autrichienne

## Vers un modèle confédéral

MÊME la droite espagnole ne s'y trompe pas. En dépit de ses proclamations de défense de « l'unité » et de l'homogénéité espagnoles, elle s'empare des possibilités offertes par la fragmentation territoriale du pays pour défendre les intérêts de sa base sociale. En juin 2021, l'égérie du PP Isabel Díaz Ayuso, alors présidente de la communauté de Madrid, a annoncé qu'elle s'appuierait sur la Constitution espagnole pour proposer à la Chambre madrilène une loi de défense de l'autonomie fiscale. Oubliée, l'unité indivisible de l'Espagne. Il s'agissait de « protéger l'indépendance de la communauté de Madrid en matière de gestion des impôts » (10) dès lors que la mesure « protégéait » également les contribuables locaux les plus fortunés contre un projet du gouvernement central visant à augmenter les impôts sur les successions et sur le patrimoine en vue d'amortir la crise liée à la hausse des prix de l'énergie.

Alors qu'en mai 2023 le chef du gouvernement, M. Sánchez, voit le PNV rejeter une loi sur le logement visant à renforcer le droit de tous à un logement digne au prétexte qu'elle « enfreint de toute évidence les compétences exclusives » de la région basque (11), le voici qui propose désormais une « Espagne multi-niveaux » (12) pour satisfaire ses potentiels partenaires basques et catalans. Un pas de plus vers le modèle confédéral que prônent certains, à commencer par le lehendakari (chef du gouvernement de la communauté autonome basque) Íñigo Urkullu.

Contrairement à ce que suggère M. Errejón, le plurinationalisme n'est donc pas toujours synonyme de progrès social. Notamment lorsqu'il facilite un mouvement centrifuge de fragilisation

Hans-Hermann Hoppe : « Le plus grand espoir de liberté se trouve dans les petits pays : Monaco, Andorre, le Liechtenstein, et même la Suisse, Hongkong, Singapour, les Bermudes, etc. Tous les partisans de la liberté devraient encourager l'émergence de dizaines de milliers de ces petites entités indépendantes. Pourquoi pas une Istanbul libre et indépendante qui entretiendrait des relations cordiales avec le gouvernement central de Turquie, mais qui n'aurait pas à payer d'impôts ni à recevoir de transferts ? Et qui ne reconnaîtrait pas les lois imposées par le gouvernement central, puisqu'elle disposerait des siennes ? »

Dans un post de blog intitulé « Le syndrome catalan » et publié le 14 novembre 2017 (9), l'économiste français Thomas Piketty souligne que la décentralisation fiscale, qui s'opère depuis 2010 sous l'impulsion des revendications du « nationalisme périphérique », fait « d'ores et déjà de l'Espagne l'un des pays les plus décentralisés au monde sur le plan fiscal et budgétaire, y compris lorsqu'on le compare à des États fédéraux de beaucoup plus grande taille ». Un dispositif où les régions contrôlent la capacité de régulation des principaux impôts progressifs, tels que l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la fortune ou les droits de succession et de donation, « met à mal l'idée même de solidarité à l'intérieur du pays et revient à opposer les régions entre elles, ce qui est particulièrement problématique s'agissant d'un outil comme l'impôt sur le revenu, qui est supposé permettre de réduire les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches, au-delà des identités régionales ou professionnelles », poursuit l'économiste. Selon lui, le nationalisme catalan relèverait, au moins en partie, d'une logique « qui conduit à toujours plus de surenchère vers le "chacun pour soi" ».

GUILLERMO DEL VALLE.

(Texte traduit de l'espagnol par Renaud Lambert.)

(1) Lire Maëlle Mariette, « Impossible recentrage du Parti populaire espagnol », *Le Monde diplomatique*, juillet 2023.

(2) Issue d'un accord électoral entre Podemos, Izquierda Unida et divers partis progressistes régionaux.

(3) Lire Maurice Lemoine, « Périlleux bras de fer en Bolivie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2008.

(4) « Pere Aragonès insta a Sánchez a "moverse" y pide unión a Junts para "avanzar" hacia un referéndum », Onda Cero, 1<sup>er</sup> août 2023, www.ondacero.es

(5) Miriam Vázquez, « El PNV exige la transferencia de la Seguridad Social para mejorar las pensiones vascas », *Deia*, Bilbao, 9 juillet 2023.

(6) Eric Hobsbawm, « Identity politics and the left », *New Left Review*, n° 217, Londres, mai-juin 1996.

(7) Lire François Denord, Rachel Knaebel et Pierre Rimbert, « L'ordolibéralisme allemand, cage de fer pour le Vieux Continent », *Le Monde diplomatique*, août 2015.

(8) Lire Paul Dirck, « États en miettes dans l'Europe des régions », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(9) Thomas Piketty, « Le syndrome catalan », sur « Le blog de Thomas Piketty », 14 novembre 2017, www.lemonde.fr

(10) « Díaz Ayuso blindará con una Ley la autonomía fiscal de la Comunidad de Madrid », communiqué de la communauté de Madrid, 17 juin 2021.

(11) « EAJ-PNV rechaza rotundamente la Ley de Vivienda española porque "indudablemente invade competencias exclusivas de Euskadi" », communiqué du Parlement basque, 4 mai 2023.

(12) Jorge Sáinz, « Sánchez lanza la "España multi-nivel" para encajar las demandas del nacionalismo vasco y catalán », *Vozpopuli*, 1<sup>er</sup> septembre 2023, www.vozpopuli.com



Une répartition inégale des richesses

PIB par habitant en 2021 en milliers d'euros

Population en millions

Source : Institut national de la statistique espagnol.



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

NIKOS ECONOMOPOULOS.  
– Dans un bar du village d'Olympos, île de Karpathos, Grèce, 2003 (à gauche)

– Danse improvisée dans une taverne du village de Ktismata, Épire, Grèce, 1997 (à droite)



# Rébétiko, le chant des âmes grecques

**T**ABLES carrées, carrelage orangé, étroits escaliers en fer forgé : de prime abord, la petite salle aux allures de réfectoire ne paie pas de mine. Steki Pinoklis est pourtant une institution à Athènes : cette taverne est réputée pour ses concerts, qu'on écoute jusque tard dans la nuit en savourant des mets traditionnels, une bière ou un verre de raki. Campé derrière son comptoir, devant le grill de la cuisine qui fume sans discontinuer, le gérant n'est pas bavard. Tout de noir vêtu, casquette vissée sur le crâne, il impose le silence aux clients trop bruyants d'un geste de la main. Ici, soit on chante, soit on se tait. Une méthode qui semble avoir fait ses preuves : à Athènes, tous en conviennent, il n'y a pas meilleur endroit où écouter du rébétiko.

Le rébétiko, c'est un ensemble d'expressions musicales traditionnelles qui s'est répandu en Grèce au siècle dernier pour devenir constitutif de l'identité du pays. S'il existe de nombreux récits de l'émergence de ces formes et peu d'éléments historiques sur lesquels s'appuyer, les spécialistes s'accordent à situer sa naissance dans les années 1920, à la faveur de l'exode rural de paysans ruinés et de l'émigration massive de réfugiés grecs chassés de Turquie à la fin de la seconde guerre gréco-turque, en 1922. Ce choc des cultures et le métissage musical qui en découle se propagent rapidement dans les banlieues des cités nouvellement urbanisées d'Athènes et de Salonique, ainsi que dans les faubourgs de ports comme Le Pirée. On chante la précarité de ces vies aux mutations précipitées, les aléas de l'existence et les bouleversements sociopolitiques de l'époque. Et ce à l'aide de deux alliés emblématiques : le bouzouki – instrument à long manche constitué de trois paires de cordes et d'une caisse de résonance en forme de tour – et son petit frère, le baglama – bouzouki miniature d'une trentaine de centimètres, accordé une octave plus haut.

Sous la dictature de Ioannis Metaxas (1936-1941), le rébétiko est qualifié d'immoral et les « rébètes », ceux qui le pratiquent, sont pourchassés, accusés de mener des vies dissolues et d'inciter à la débauche. La raison : les textes qu'ils entonnent, qui parlent de haschich et de démêlés avec la police ou qui étalent la misère de vies à la marge. Instruments cassés, paroles censurées, les racines orientales du rébétiko sont jugées contraires aux valeurs de la Grèce, que le pouvoir aligne alors sur celles de l'Occident (1). Le genre perdure toutefois clandestinement, et les baglamas, plus maniables, circulent sous le manteau.

Durant la seconde guerre mondiale et l'occupation allemande, l'âpreté du quotidien constitue une nouvelle source d'inspiration : en 1941, le compositeur Vassilis Tsitsanis (1915-1984) écrit *Dimanche nuageux*, une ode à la mélancolie aux accents baudelairiens. La chanson devient un tube. Dénonçant entre autres le désarroi des individus face une société injuste, les trahisons du pouvoir et les inégalités, les plaintes du rébétiko sont politiques presque malgré elles.

Après-guerre, les textes s'orientent vers des sujets plus consensuels comme l'amour, la douleur

**Né au début des années 1920 dans un État en profonde mutation, le rébétiko constitue un marqueur de l'identité nationale. Chant de l'exil, de la plainte et de la douleur d'exister, il exprime également la crise, en constante résonance avec l'histoire de la Grèce. Sa trajectoire politique ambivalente fait de cet art le miroir d'une culture tirillée, trait d'union entre Orient et Occident.**

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
COPÉLIA MAINARDI \*

de la perte. Plus uniquement circonscrit aux petits bouges des bas-fonds, le rébétiko résonne dans les tavernes cossues d'Athènes et l'industrie musicale s'empare du genre, qui finit par se défaire de toute connotation sulfureuse. Dans les années 1950, il est adouci par la même élite qui le conspuait. Aujourd'hui, personne en Grèce ne conteste ce marqueur d'identité culturelle et géographique, qui unit les régions du pays malgré leurs particularismes musicaux ou politiques. En 1984, Tsitsanis a droit à des funérailles nationales, d'une envergure exceptionnelle, et depuis 2017 le rébétiko est inscrit sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

## La fréquentation des tavernes ne faiblit pas

On l'entend même dans un des thèmes-cultes de *Pulp Fiction* (1994), ce film de Quentin Tarantino au retentissement international. *Misirlou* (mot dérivé de l'arabe et du turc qui signifie « l'Égyptienne ») a connu plusieurs versions rébétiko dans les années 1920 et 1930, jusqu'à celle de Nikos Roubanis en 1943 à l'orchestration jazz, devenue le standard parmi les nombreux enregistrements que l'on doit à la diaspora grecque établie en Amérique, notamment à New York. La chanson devient un tube avec la reprise instrumentale à la guitare électrique de Dick Dale en 1963, suivi des Beach Boys l'année suivante, avant la version de *Pulp Fiction* trente ans plus tard. Musique nationale ancestrale, le rébétiko s'est ainsi retrouvé au cœur d'une grande production américaine, devenant élément marketing d'une industrie culturelle hégémonique.

Ce lundi soir, Fotis Vergopoulos, un bouzoukiste renommé, se produit à Steki Pinoklis en duo avec Yannis Niarchos au chant et à la guitare.

Avant le concert, autour d'un verre, les musiciens passent en revue l'ordre de leur performance, qui doit durer plusieurs heures. Le set débute par des *taximia*, sorte d'introductions au rythme libre, où les chansons sont harmonisées à deux voix. En constante quête de réinvention, Vergopoulos fait la part belle aux solos et autres espaces d'improvisation. Alors que dans les années 1970 et 1980 on cherchait à imiter à la perfection les icônes du rébétiko, aujourd'hui les musiciens s'autorisent

une certaine marge de liberté pour réinterpréter ce répertoire du passé : sans dénaturer les textes ou structures initiaux, les joueurs de renom peuvent exister par eux-mêmes, forts d'une virtuosité qui n'a rien à envier à celle de leurs aînés. Tandis que le restaurant se remplit, notre échange aborde rapidement les vertus du silence. Ici, le rébétiko s'écoute presque religieusement, ce qui tient sans doute à un certain usage social de la musique. « Le musicien est le médecin du cœur, résume Stefanos Floras, artiste franco-grec. En France, le statut d'artiste est souvent défendu politiquement, mais il reste une catégorie à part. Ici, le musicien doit être au contact des gens, produire plusieurs fois par semaine un contenu artistique inséparable de la société et de ses maux. » En 2010, au plus fort de la crise économique, le rébétiko est partout et la fréquentation des tavernes ne faiblit pas. Aujourd'hui, Athènes fait toujours figure d'exception en Europe : rares sont les autres capitales où l'on peut écouter de la musique live si tard, partout dans la ville, du lundi au dimanche...

Car le rébétiko est plus qu'un divertissement : il fonctionne comme un exutoire. « Il y a une jubilation, une communion qui émane de l'interprétation de ces peines », souligne le spécialiste Nicolas Pallier. Quand il s'installe à Athènes en 2011, le mouvement d'occupation des places bat son plein et les airs emblématiques du rébétiko traversent les assemblées, résonnent dans les cortèges. Captivé, il se passionne pour le genre et son histoire ; aujourd'hui, il travaille sur la traduction d'une biographie de Markos Vamvakaris (1905-1972), une de ses figures tutélaires. « C'est l'écart entre l'expression d'une souffrance et la jouissance qu'elle procure en retour qui fascine dans le rébétiko : l'entêtante simplicité des paroles, si graves soient-elles, et celle des mélodies, avec leurs jeux d'écho et de reprise, peuvent vite vous rendre euphorique. » Selon Haroula Tsalpara, chanteuse et accordéoniste à la renommée grandissante, ce répertoire est unique en ce qu'il parvient à mêler des sentiments opposés. « Il y a même un mot pour cela : *harmolypi*, forgé à partir des mots « tristesse » et « joie ». « Et les endroits où l'on vient écouter cet organisme vivant qu'est le rébétiko concentrent ce qui fait le sel de la vie sociale : nourriture, alcool, musique, danse... En Grèce, la taverne fonctionne comme le cœur d'une pensée différente, plus proche de l'humain, bien loin du prêt-à-penser de certains projets issus de la grosse industrie musicale. »

Dans son vaste appartement à quelques encablures du parc Pedion tou Areos, en plein centre d'Athènes, M. Panagiotis Kounadis exhibe les reliques d'un autre temps. Ce collectionneur de plus de 80 ans a créé dans les années 1960 une association pour faire remonter sur scène les grandes légendes du rébétiko, et conti-



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

NIKOS ECONOMOPOULOS. – Le postier du village d'Olympos, musicien amateur, en train de répéter, île de Karpathos, Grèce, 1989

(1) Èlèni Cohen, *Rébétiko, un chant grec*, La Simarre - Christian Pirot, Joué-lès-Tours, 2008.



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

nuera d'œuvrer pour leur mémoire bien après leur mort. Classeurs, dossiers, coupures de presse en tout genre encombrant les étagères, et partout trônent des dizaines de modèles de gramophones. L'endroit est un véritable musée – la poussière et les chats en plus, vautrés sur le sofa. Une salle est même consacrée à un fonds d'archives de plus de dix mille disques, pièce maîtresse de cette collection. La ferveur avec laquelle M. Kounadis a milité pour cette mémoire a participé du retour du genre sur le devant de la scène dans les années 1970 et 1980 (le rébétiko ayant accusé une baisse de popularité dans les années 1950, rattrapé par le laïko, son dérivé plus récent, et plus léger). Aujourd'hui, ce vieil homme à l'épaisse moustache blanche est le témoin vivant d'un autre temps, où le rébétiko, miroir de clivages politiques prononcés, pouvait encore exprimer la contestation populaire. Certaines figures iconiques portaient alors la voix du peuple : Mikis Theodorakis en est un exemple. Ce compositeur de symphonies, opéras et musiques de film a intégré assez tardivement des éléments de rébétiko à sa musique, mais sa grande notoriété a joué en la faveur du genre à la fin des années 1960. « Theodorakis tenait à ce que certains morceaux soient rejoués par des ouvriers, visages d'un prolétariat sans qui le rébétiko ne serait pas, raconte l'historien Olivier Delorme. La droite criait au scandale, mais à l'époque, le message passait : ces artistes croyaient en la musique comme puissance d'éducation des masses. »

## Les amateurs renouent avec l'esprit subversif des débuts

Aujourd'hui, il n'y a pas de discours politique revendiqué derrière l'écoute ou la pratique du rébétiko. « Ce n'est plus un marqueur effectif, souligne Nicolas Pallier. Avant, la bourgeoisie était rebutée par cet imaginaire populaire. À présent, rares sont les milieux sociaux où on dédaigne encore ce style. » Pourtant, il se dégage de ces textes une gravité contrastant avec les paroles plus légères du laïko, un fond politique presque involontaire qui semble plaire malgré lui. « Le rébétiko est la seule musique grecque qui traite de justice pour tous et d'égalité des chances, précise Stelios Papadopoulos, chanteur et bouzoukiste. Pauvreté, immigration, drogue, mort, maladie : les joueurs comme le public trouvent consolation et équilibre dans la vérité de ces paroles. » Difficile aujourd'hui d'attribuer au rébétiko une couleur politique, mais ses amateurs entendent le plus souvent renouer avec l'esprit subversif des débuts. « C'est comme réapprendre sa langue maternelle, redécouvrir son identité, analyse Haroula Tsalpara. Évoluer dans cette communauté d'artistes, c'est aussi défendre un modèle anticapitaliste qui existe sans avoir besoin de le crier haut et fort. » À sa naissance dans les années 1920, le rébétiko représente la première révolution culturelle de la classe ouvrière, « un événement politique capital », appuie Argiris Nikolaou, musicien engagé. Non sans limites : « Le genre échoue à désigner un responsable ou proposer une solution en articulant une pensée politique effective. Même s'il représente une résis-

tance aux sous-produits artistiques de l'impérialisme culturel qui polluent l'industrie musicale... »

Vert pomme, rose pâle ou marron glacé, la peinture des murs aurait bien besoin d'être rafraîchie à Pi Steki, lieu autogéré du nord d'Athènes proposant diverses activités ouvertes à tous. Longue chevelure brune rassemblée en queue-de-cheval, Angelos Skouras y donne tous les vendredis soir un cours de bouzouki à prix libre. À 36 ans, ce musicien se dit professionnel, mais précise gagner sa vie en réparant des équipements électroniques dans un studio du centre de la capitale. Cela n'étonne personne : ici comme ailleurs priment la débrouille et l'entraide, seules conditions pour s'en sortir dans un contexte socio-économique accablant. Ils sont une dizaine ce soir à gratouiller leur instrument, tentant de traduire en accords les notes inscrites sur le grand tableau blanc. Sur la table, des cendriers à demi pleins côtoient bouteilles de Coca-Cola et gobelets en plastique remplis de vin rouge. Entre école et squat, ce lieu associatif tente de fédérer autour de valeurs communes et d'intérêts partagés, et le bouzouki en fait partie. Cet instrument emblématique a connu une trajectoire contrariée, pour le moins étonnante. Après avoir été interdit par les autorités dans les années 1930, il est désormais érigé en fierté nationale. Son histoire ambivalente résonne avec celle du rébétiko et par extension celle de la Grèce : un pays ballotté entre Orient et Occident.

À l'origine, les bouzoukis d'Asie Mineure ne disposent pas de frettes, ces éléments métalliques présents sur les manches des guitares, mandolines et banjos qui délimitent les intervalles entre les notes. Tout au plus utilise-t-on des frettes mobiles (des *berdèdes*), positionnées irrégulièrement aux demis et quarts de ton, intervalles typiques des gammes orientales, plus complexes. Rapidement, dans la Grèce des années 1920, les instruments sont « frettés » par les luthiers selon des intervalles et un quadrillage qui permettent de jouer les principales gammes occidentales, dites « tempérées ». Cette modification appauvrit les possibles musicaux, mais facilite l'harmonie avec les autres instruments occidentaux, notamment la guitare. Ceux qui chercheront à gommer une influence turque ou persane impopulaire prêteront donc régulièrement au bouzouki des ancêtres issus de la Grèce antique comme le pandouris... Alors qu'il descend tout aussi bien du saz, ce luth oriental très présent dans la culture ottomane. Ces dissensions autour de son utilisation et de son origine ont travaillé l'histoire du rébétiko, et sont le reflet du parcours identitaire de la Grèce, à l'échelle collective.

Tantôt qualifié de « mauvais élève de l'Europe » ou de « locomotive des Balkans », à cheval sur deux rives, deux histoires et deux continents, la Grèce a toujours navigué entre Est et Ouest,

appuyant des valeurs occidentales pour minorer la proximité avec une Turquie déclassée ou revenant au contraire son histoire orientale quand la confiance en une intégration européenne réussie dégringole. Ce déchirement existentiel et géopolitique se retrouve dans le rébétiko. Dans les années 1930, c'est notamment en raison de ses marqueurs orientaux que le genre est banni. En 1949, le compositeur Manos Hadjidakis lui donne ses lettres de noblesse en le comparant à la tragédie grecque : comme elle, il parviendrait à unir parole, musique et danse et serait ainsi « authentiquement grec ». À l'époque, et jusqu'à

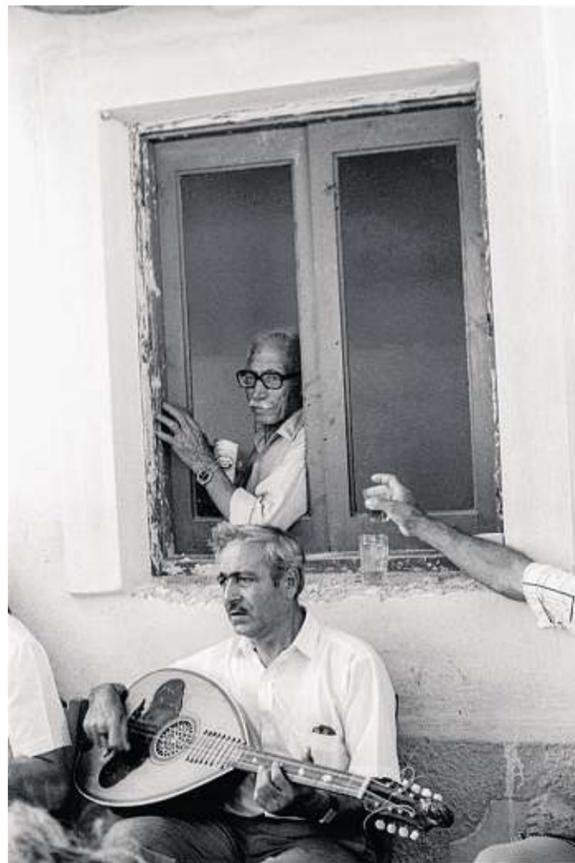
deuxième génération à la recherche de ses racines. Une trajectoire assez classique : les descendants directs veulent oublier et s'intégrer, quand les petits-enfants cherchent ensuite à se souvenir. Aujourd'hui encore, fouiller ce passé n'a rien de neutre, et choisir de renouer avec la Turquie témoigne d'une sensibilité politique largement orientée. La musique peut alors se faire vectrice de cette quête mémorielle, servant à rappeler que les Grecs d'aujourd'hui ne sont pas tous issus du territoire actuel. « Un Grec sur quatre descend directement d'un réfugié, rappelle Olivier Delorme. Il faut imaginer un million et demi de migrants arriver dans un pays de quatre millions d'habitants uniquement ! Les tragédies de la Grèce contemporaine sont toutes plus ou moins liées à cette déstabilisation initiale de la société par un afflux de population – des familles qui bénéficiaient d'une bonne situation sociale et arrivent dans un pays où elles ne sont plus rien. » En chantant cet exil et ce déracinement, le rébétiko continue de parler.

## Une musique en constante réinvention

C'est peut-être parce qu'il illustre le mieux ces boucles temporelles et le rythme intérieur de son pays que le rébétiko n'a rien perdu de son actualité. Il accomplit l'exploit d'être à la fois immobile et en mouvement : immuable, sacralisé, intouchable, et en même temps constamment en réinvention, modifié par l'histoire, son public, les évolutions sociétales et le niveau technique de ses joueurs. Sans conduire à une lutte politique tangible, cette musique traduit la difficulté à sortir de l'impasse, à muer le désespoir en colère. « Depuis huit ans, date du référendum de 2015 et de la trahison qui a suivi, tout le monde a baissé les bras, constate Nicolas Pallier. Il y a des luttes microscopiques ici et là mais personne ne

semble croire en un combat possible. La classe politique a trop invisibilisé les résistances, trop écrasé le peuple. En février, la catastrophe ferroviaire de Tempé [une collision entre deux trains qui a fait cinquante-sept morts et mis en lumière les problèmes structurels du réseau de chemins de fer dans le pays] a bien occasionné un regain de rage et de mobilisation, mais globalement les gens n'ont plus rien à donner. » Malmenées par un pouvoir qui liquide les acquis sociaux et les condamne à la précarité et au travail non déclaré, les nouvelles générations semblent particulièrement sensibles au rébétiko. Chez les jeunes, une conviction revient inlassablement : la Grèce sera toujours en crise. Et chaque fois qu'une crise survient, le rébétiko est là. Lui ne fait jamais faux bond.

COPÉLIA MAINARDI.



NIKOS ECONOMOPOULOS. – Pendant la fête du village d'Avlona, île de Karpathos, Grèce, 1989

son entrée dans la Communauté économique européenne en 1981, la Grèce met en avant son socle antique, rappelant qu'elle fut le « berceau de la démocratie occidentale ». Changement de cap dans les années 1980, où la fascination pour l'Europe a fait son temps ; et retour à certaines racines ottomanes, notamment via des instruments comme l'oud.

Aujourd'hui, les Grecs, aux niveaux individuel et collectif, acceptent cette double identité. Cette évolution s'inscrit dans un travail mémoriel plus ancien sur le rapport à la Turquie et à certaines sous-cultures volontairement écartées du récit national. « Jusqu'aux années 1950, on a voulu refouler l'apport des réfugiés d'Asie Mineure et de la double culture gréco-turque pour affirmer une grécité "pure", analyse Olivier Delorme. La redécouverte de cet héritage a eu lieu dans un second temps, par la



© NIKOS ECONOMOPOULOS / MAGNUM PHOTOS

NIKOS ECONOMOPOULOS. – Sur la terrasse d'un bar de Preveza, Grèce, 1996

RABAT REPROCHE À PARIS DE NE PAS CÉDER À SES INJONCTIONS SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

# Les dessous d'une fâcherie franco-marocaine

Depuis janvier, le royaume chérifien n'a plus d'ambassadeur dans l'Hexagone. Les tensions qui empoisonnent les relations entre les deux capitales ces dernières années ont été ravivées par la polémique autour de l'aide humanitaire après le séisme du 8 septembre. Mais derrière les querelles, de part et d'autre de la Méditerranée, on sait s'accorder sur des intérêts bien compris.

PAR ABOUBAKR JAMAÏ \*

ASSISTE-T-ON à une irrémédiable dégradation des relations entre la France et le Maroc, ce dernier ayant décidé d'ignorer la proposition d'aide française après le tremblement de terre du 8 septembre ? Le séisme qui a frappé le Haut Atlas a causé près de trois mille morts et fait des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sans-abri. Avant de répondre à cette question, un constat s'impose : M. Emmanuel Macron n'est pas le bienvenu dans le royaume chérifien. Le 16 septembre, l'agence de presse marocaine officielle Maghreb Arabe Presse (MAP) publiait ainsi un communiqué annonçant qu'une visite du président français n'était « ni à l'ordre du jour ni programmée ». Cette mise au point lapidaire survenait quelques heures après que la ministre des affaires étrangères française, Mme Catherine Colonna, eut déclaré que M. Macron comptait se rendre bientôt au Maroc. Avant cela, les autorités de Rabat ne cachaient déjà pas leur irritation, le locataire de l'Élysée s'étant adressé directement aux Marocains via une vidéo diffusée sur le réseau X (ex-Twitter) pour leur exprimer sa solidarité et celle de son pays (12 septembre). Pour nombre de responsables, il s'agissait là d'un acte de condescendance à l'égard d'un État souverain « coupable » d'avoir snobé

la main tendue française – de même que les offres venues de près de quarante autres capitales – pour ne retenir que les secours proposés par les Émirats arabes unis, l'Espagne, le Qatar et le Royaume-Uni.

Cette polémique n'a fait que renforcer un malaise déjà palpable entre les deux pays. En effet, les relations entre Rabat et Paris se sont dégradées depuis la reconnaissance par les États-Unis de la marocanité du Sahara occidental en décembre 2020. Le ministre des affaires étrangères, M. Nasser Bourita, s'était alors empressé de sommer les alliés occidentaux de son pays de s'aligner sur la position américaine. En août 2022, le souverain Mohammed VI réitérait cette exigence lors d'un discours : « Dorénavant, l'affaire du Sahara est l'unique prisme à travers lequel le royaume du Maroc organise ses alliances. Elle est l'unique baromètre pour fixer ses amitiés et ses partenariats. » M. Bourita adressa fermement la même demande à Mme Colonna à Rabat lors d'une visite en décembre 2022, alors même que la restauration par Paris d'une « relation consulaire normale » dans le cadre de la délivrance des visas aux Marocains – un autre contentieux bilatéral – présageait un apaisement.

## Indulgence vis-à-vis de Madrid

EN apparence, Rabat reproche à Paris de ne pas se conformer à ses injonctions à propos du Sahara occidental, sur lequel le Maroc revendique la souveraineté (1). Mais ce grief repose sur une autre motivation. En effet, le virage de la diplomatie américaine décidé sans crier gare par le président Donald Trump fut le fruit d'un donnant-donnant à haut risque pour la monarchie. En contrepartie de la volte-face de Washington – jusque-là favorable à une solution sous l'égide des Nations unies –, Rabat a accepté de normaliser ses relations avec Tel-Aviv. Avec la perspective évidente de s'aliéner une opinion publique majoritairement pro-palestinienne. Malgré une campagne médiatique massive sur les avantages d'un tel rapprochement, 67% des Marocains se déclaraient opposés au *tabi'* (la normalisation) en 2022 (2). Une reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par Paris aurait sans doute aidé à faire passer la pilule en démontrant que le bénéfice pour le Maroc était à la hauteur du geste consenti à l'égard d'Israël.

Même si Paris n'a pas suivi Washington, on peut s'interroger sur le caractère excessif et partiel de la colère marocaine à son égard. Car si la France n'a pas récusé le droit à l'autodétermination des Sahraouis, comme l'exige Rabat, ni les États-Unis ni l'Espagne ne l'ont fait de manière définitive. L'évolution de la position américaine après la reconnaissance par l'administration Trump de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental est même embarrassante pour le royaume. Entré en fonctions en janvier 2021, le président Joseph Biden n'a pas cessé de réaffirmer son soutien au processus onusien, dont la pierre angulaire, l'autodétermination des populations concernées, est systématiquement inscrite dans les résolutions annuelles votées par le Conseil de

sécurité pour renouveler le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso).

Depuis 2007, le Maroc défend comme solution un plan d'autonomie pour le Sahara occidental. S'il a réussi à faire admettre la crédibilité de cette proposition, il a échoué à disqualifier l'autodétermination comme autre voie de résolution du conflit. C'est en ce sens que la décision de l'administration Trump semblait représenter un tournant majeur. Elle devait signifier le rejet par les États-Unis du droit des Sahraouis à décider de leur sort via des élections. L'administration Biden a corrigé le tir sans essayer les foudres de Rabat.

Le cas de l'Espagne est tout aussi emblématique. En mars 2022, le cabinet royal marocain annonçait que le souverain Mohammed VI avait reçu une lettre du chef du gouvernement espagnol Pedro Sánchez dans laquelle celui-ci affirmait voir dans le plan d'autonomie de Rabat « la solution la plus sérieuse, crédible et réaliste » pour résoudre le conflit. Cette missive a provoqué une grave crise diplomatique entre l'Espagne et l'Algérie, qui reste favorable à l'autodétermination sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU). Interrogé par la presse et attaqué par son opposition de droite ainsi que par une partie de son camp, M. Sánchez n'a jamais confirmé, ni infirmé d'ailleurs, l'existence de cette lettre. Lors de son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU le 21 septembre, il a réaffirmé son soutien au processus onusien, sans déclencher, lui non plus, l'ire de la diplomatie marocaine.

Dans le fond, la position du gouvernement français ne diffère guère de celle de ses homologues américain et espagnol. Sur le plan historique, la France est même le membre permanent du Conseil de sécurité qui défend



MOHAMED LEKLETLI. – « Les Volontés souveraines », 2016

le plus les intérêts marocains. Ainsi, en 2014, lorsque l'administration de M. Barack Obama avait décidé d'appuyer la demande des indépendantistes du Front Polisario d'ajouter le contrôle du respect des droits humains au mandat de la Minurso, ce fut Paris qui fit capoter cette démarche visant à mettre tôt ou tard le royaume en accusation.

Il y a d'autres exemples du traitement différencié que le Maroc réserve à la France d'un côté, aux États-Unis et à l'Espagne de l'autre. Ainsi, la presse proche du régime a fait grand cas du soutien des élus macronistes à la résolution du Parlement européen du 19 janvier 2023 condamnant le Maroc pour ses violations de la liberté de la presse (3). Depuis cette date, le royaume n'a plus d'ambassadeur en France, le roi Mohammed VI ayant mis fin aux fonctions de M. Mohamed Benchaâbou, qui occupait le poste depuis octobre 2021. Mais en novembre 2022, alors que les États-Unis reprochent au Maroc l'usage de logiciels espions et les pressions subies par les défenseurs des droits humains devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Rabat ne réagit pas.

Le rapprochement avec Israël explique aussi pourquoi nombre d'officiels

marocains n'hésitent plus à rabrouer leurs homologues français, quand, hier, ils signifiaient leur mécontentement de manière bien plus mesurée. La normalisation entre Rabat et Tel-Aviv a fait naître un sentiment de toute-puissance du fait du soutien, désormais acquis au royaume, du lobby pro-israélien en Occident, notamment aux États-Unis. Sans oublier l'appui encore plus franc d'Israël dans les domaines militaire et de l'espionnage.

Dans leur récent ouvrage *Le Déclassement français* (Michel Lafon, 2022), les journalistes Georges Malbrunot et Christian Chesnot confirment, sources du contre-espionnage français à l'appui, l'usage par les services marocains du logiciel espion Pegasus contre des personnalités politiques de l'Hexagone, dont le président Macron. Selon ces auteurs, le contre-espionnage aurait même la certitude que les services marocains travaillent en sous-main pour le Mossad en France. Plusieurs enquêtes sur des binationaux franco-marocains employés par des entreprises jugées sensibles, telles que Total et Airbus, auraient été menées. Deux d'entre elles auraient abouti à des condamnations pour espionnage.

## Colère du roi

LES tensions entre les services marocains et français ne datent d'ailleurs ni de ces enquêtes ni de l'affaire Pegasus. En février 2014, la justice française a reçu plusieurs plaintes pour tortures et crimes contre l'humanité à l'encontre de M. Abdellatif Hammouchi, le tout-puissant directeur général d'un pôle sécuritaire englobant la direction générale de la surveillance du territoire (DGST) et la direction générale de la sûreté nationale (DGSN). En déplacement à Paris, il est surpris par la visite d'officiers de la police judiciaire venus lui remettre une convocation à comparaître devant le juge qui instruit l'une des affaires l'incriminant. La sévérité de la réponse marocaine sera à la hauteur du poids de M. Hammouchi au sein du régime. En mai de la même année, un média proche des autorités révèle ainsi l'identité de la cheffe d'antenne de la direction générale de la sécurité extérieure française (DGSE) à Rabat, ce qui oblige Paris à la rappeler en catastrophe. L'aide apportée par les services de renseignement marocains aux autorités françaises lors des attaques terroristes de novembre 2015 à Paris ouvre toutefois la voie à un apaisement déjà esquissé au mois de février précédent

quand, en visite au Maroc, le ministre de l'intérieur français Bernard Cazeneuve décore M. Hammouchi de la Légion d'honneur.

Refus de l'aide humanitaire française, rappel de l'ambassadeur, critiques acerbes échangées par voie de presse... Une rupture complète des relations entre les deux pays est-elle à redouter ? Le risque semble faible, ne serait-ce que parce que les échanges économiques bilatéraux demeurent importants. Déterminé à accroître ses exportations automobiles, le royaume considère les groupes français Renault et Stellantis comme des locomotives de son développement industriel. La proximité géographique de leurs principaux marchés, une main-d'œuvre à bas prix, des infrastructures modernes et une défiscalisation généreuse sont autant d'attraits offerts par le Maroc à ces multinationales. Certes, depuis quelques années, la France a perdu sa place de premier partenaire commercial du royaume au profit de l'Espagne (4), mais elle conserve une avantageuse deuxième place dans un pays où ses ressortissants représentent le

premier contingent de touristes internationaux. Véritable garant de la stabilité sociale du pays, les transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE) représentent 10% du produit intérieur brut. Or 32% de ces envois proviennent de France, où vit une importante communauté demeurée très attachée à son pays d'origine.

Un autre facteur réduit la probabilité d'une rupture totale entre les deux pays : les élites politiques et économiques marocaines et françaises ont souvent des intérêts communs. À travers sa holding Al-Mada, le roi est le partenaire de nombreuses entreprises hexagonales, dont l'une contrôlée par l'État français, Engie. Délaissant les marchés les plus ouverts à la concurrence internationale dans son pays, cette holding oriente ses investissements personnels vers les secteurs les plus surveillés, notamment la finance et l'énergie. Ces domaines étant régulés par un État que la monarchie contrôle, elle en tire un avantage compétitif certain dont ses partenaires, comme Engie, profitent. Cette multinationale est ainsi coactionnaire d'Al-Mada dans Safiec, une centrale électrique au charbon critiquée – sans résultat – par des organisations non gouvernementales pour son impact environnemental sur la ville de Safi.

Ainsi, les deux parties bénéficient l'une de l'autre. D'un côté, un pouvoir autoritaire et personnalisé, de l'autre un pays qui s'en accommode pour préserver ses intérêts économiques. Mais il arrive parfois que le facteur humain mette à mal cet équilibre. Selon Tahar Ben Jelloun, romancier et thuriféraire du régime dans les médias français, une part de la brouille s'expliquerait par un manque de respect de M. Macron au souverain Mohammed VI. En pleine affaire Pegasus, le président français aurait refusé de croire son royal interlocuteur, qui l'avait personnellement appelé pour le convaincre que les services marocains ne l'avaient pas espionné. La colère du roi ne s'étant pas calmée, les relations entre les deux pays devraient demeurer tendues.

(1) Lire Réda Zaïreg, « Consensus marocain sur le Sahara », dans *Manière de voir*, n° 181, « Le Maghreb en danger... », février-mars 2022.

(2) Arab Opinion Index 2022, janvier 2023, <https://arabcenterdc.org>

(3) « Résolution du Parlement européen du 19 janvier 2023 sur la situation des journalistes au Maroc, en particulier le cas d'Omar Radi », *Journal officiel de l'Union européenne*, Luxembourg, 19 janvier 2023.

(4) « France-Maroc. Les relations économiques impactées par la crise politique », 21 juin 2023, <https://econostrum.info>

\* Professeur de relations internationales à l'American College of the Mediterranean (ACM) à Aix-en-Provence.

BÉNÉFICES POUR LES FOURNISSEURS, PRÉCARISATION DES CLIENTS

# Électricité, une inflation délibérée

*La dérégulation du marché de l'électricité voulue par la Commission européenne se traduit par un envol des factures pour les consommateurs. Si M. Emmanuel Macron promet que l'État français va « reprendre le contrôle » des prix dans le cadre de son projet de planification écologique, Bruxelles entend poursuivre une politique qui fait des particuliers les dindons de la libéralisation du secteur.*

PAR AURÉLIEN BERNIER \*

DEPUIS l'envol des prix de l'énergie au cours de l'année 2021, la presse rapporte des histoires de ce genre : « Sa facture d'électricité va augmenter de 400 %, elle doit fermer son restaurant le midi », lit-on dans *Ouest-France* (27 décembre 2022) à propos de la gérante d'un hôtel-restaurant en Lozère. *Le Télégramme* dépeint des communes finistériennes confrontées à des « hausses vertigineuses de plus de 200 % » (1<sup>er</sup> octobre 2022). Plus récemment, plusieurs médias relaient le désespoir de clients de fournisseurs privés : « J'ai 2 700 euros de régularisation de facture d'électricité à payer et pourtant ma consommation a diminué » (LaMontagne.fr, 31 août 2023).

L'explication avancée s'éloigne peu de celle donnée par les gouvernements et l'Union européenne : la guerre russe en Ukraine et, dans une moindre mesure, la sécheresse, les problèmes de corrosion touchant les centrales nucléaires françaises. Mais quelles sont les causes structurelles de cette augmentation ? Et comment se fixent concrètement les prix ? Depuis la libéralisation de la production et de la fourniture opérée par Bruxelles à partir de la fin des années 1980 (1), les tarifs nationaux basés sur les coûts moyens de production ont laissé place à la « loi » de l'offre et de la demande.

L'Union rêve d'un marché unique de l'électricité où tous les électrons, qu'ils

proviennent du nucléaire français, du gaz italien ou d'éoliennes danoises, d'opérateurs publics ou privés, se négocieraient au même prix sur une même Bourse. Mais le réseau électrique impose une contrainte technique : il faut en permanence équilibrer la production et la consommation, laquelle varie tout au long de l'année et de la journée. Il incombe non plus à l'État mais au marché de donner le bon « signal prix » pour réaliser cet équilibre. Or, contrairement à un monopole public, qui ajuste l'offre sur la demande quel que soit le coût de production à l'instant *t*, un producteur privé ne démarrera sa centrale que si le marché lui garantit un prix suffisant pour couvrir ses coûts.

Si le marché unique de l'électricité reste inachevé faute d'interconnexions suffisantes aux frontières, les Bourses européennes fonctionnent d'ores et déjà dans cette perspective. Sur les marchés au comptant (dits *spot*), des enchères sont organisées pour chaque zone tarifaire (en attendant l'unification ultime, on compte le plus souvent une zone par État membre) et chaque créneau horaire du jour suivant. Les producteurs proposent des mégawattheures à un certain prix de vente, les acheteurs demandent des volumes et offrent des prix d'achat. Puis un logiciel classe les propositions d'achat et de vente : il établit un « programme d'appel » qui sollicite en priorité les centrales de production au fonctionnement le moins coûteux.

## Les prix fluctuent d'heure en heure

L'ALGORITHME détermine ensuite le prix de marché. Pour s'assurer que la dernière centrale nécessaire à l'équilibre du réseau sera bien démarrée par son propriétaire, le prix du courant correspondra au coût le plus élevé parmi toutes les centrales utilisées : c'est le principe de la tarification dite « au coût marginal ». Pour la France, en période de faible consommation, l'éolien, le solaire, l'hydraulique et le nucléaire peuvent couvrir les besoins. Mais, en période de pointe, il faut démarrer des centrales au gaz, au fioul ou au charbon peu performantes et coûteuses, ou bien importer des pays voisins.

Dès lors se déroule la logique aberrante du marché : une filière de production (nucléaire, gaz...) déterminera le prix du courant non pas en proportion de sa part dans le mix électrique, mais en fonction du nombre d'heures durant les-

quelles elle assure l'équilibre du réseau. Il en va de même pour les importations. En tenant compte de ces dernières, ce sont les centrales à charbon, à gaz ou au fioul qui, le plus souvent, apportent les mégawattheures qui éviteront l'effondrement du réseau. Résultat : en France, où près des trois quarts du courant proviennent de l'atome et de l'hydraulique, les prix dépendent davantage de ceux des énergies fossiles que des coûts réels de production. Ainsi, lorsque les tarifs du gaz s'envolent, comme en 2021, ceux de l'électricité explosent sur le marché *spot*, lequel sert de référence aux autres transactions (2). Mieux : ces prix fluctuent chaque heure, en fonction de la filière qui s'impose en Bourse. Par exemple, le prix de gros de l'électricité française peut passer entre 13 heures et 19 heures de 160 euros à plus de 600 euros par mégawattheure, comme ce fut le cas le mardi 4 octobre 2022.

Malgré sa violence, la crise des prix de l'énergie n'a pas dissuadé l'Union européenne de poursuivre la dérégula-

tion. Le plan REPowerEU (3) communiqué par Bruxelles au Parlement et au Conseil le 18 mai 2022 adapte la stratégie énergétique des Vingt-Sept à la nouvelle situation internationale créée par la guerre russo-ukrainienne. Pour tenter de limiter leur exposition à la hausse des prix, le document incite les entreprises, les États, les collectivités locales et les ménages à réduire leurs consommations. Le geste ne manque pas d'ironie : vouant un culte à la croissance, la Commission et les gouvernements nationaux méprisent d'ordinaire les politiques de sobriété et célèbrent les technologies « vertes » comme le véhicule électrique, les sources de courant renouvelables privées ou, plus récemment, l'hydrogène. Dans ces conditions, les rares leviers disponibles pour agir à court terme sur la demande consistent à baisser la température de chauffage des bâtiments ou à réduire l'activité économique. Par chance, l'hiver 2022-2023 fut clémente. Mais les prochains ?

le prix de gros, la Commission espère lisser les prix de détail payés par le consommateur final.

Apparus dans les années 2010 pour sécuriser les grands projets d'énergies renouvelables, ces mécanismes complexes, avant tout destinés aux gros producteurs et consommateurs aux garanties financières importantes, vont s'étendre à davantage d'activités et de productions

« bas carbone ». La France réclame qu'ils s'appliquent au nucléaire existant, ce que refuse l'Allemagne. Quelle que soit l'issue des négociations, ces contrats ne remplaceront pas la Bourse de l'électricité mais coexisteront avec elle. Se profile un marché à deux vitesses : un périmètre relativement sécurisé pour les grandes entreprises ; un marché dérégulé et très volatil pour tous les autres consommateurs.

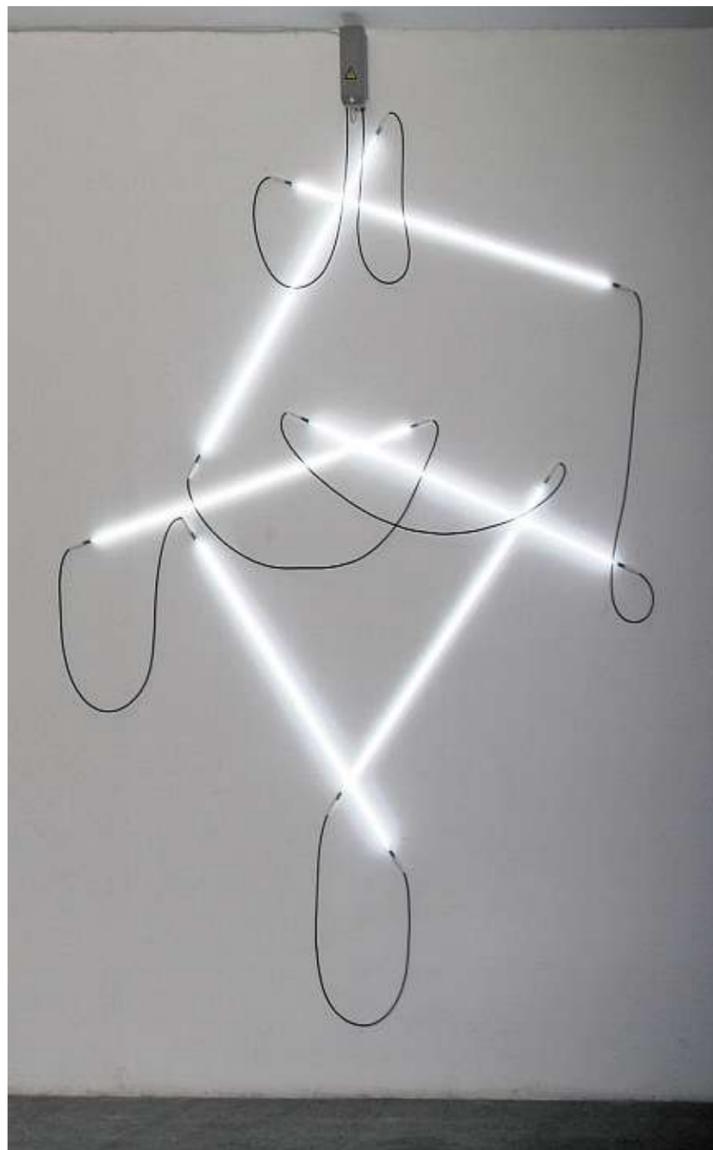
## Couper l'alimentation à distance

LES derniers seront d'autant plus exposés aux fluctuations du marché que la Commission européenne souhaite aligner les prix de détail sur les prix de gros. En application de ce principe censé inciter aux économies d'énergie, la directive 2019/944 impose aux principaux fournisseurs de proposer au moins une offre en « tarification dynamique » :

périodes creuses, intermédiaires et de pointe. Chaque jour de la semaine, le prix de l'électricité change six fois ! De leur côté, les fournisseurs privés développent des offres révisables en les proposant souvent moins cher que les contrats à prix fixes. En Belgique, depuis la crise de 2021, la formule à prix fixe a tout bonnement disparu. Lorsqu'il signe son contrat, le consommateur ne connaît que le prix du mois suivant. En France, les tarifs régulés de vente (TRV) proposés par Électricité de France (EDF) n'évoluent que deux fois par an, en février et en août. Pour les concurrencer, les fournisseurs privés ont dû conserver des offres aux caractéristiques similaires. Mais cela devrait changer : le 13 juillet 2022, le journal économique *La Tribune* révélait que la ministre de la transition énergétique, M<sup>me</sup> Agnès Pannier-Runacher, exigeait des fournisseurs une révision de leurs propositions tarifaires. Objectif : facturer plus cher en période de pointe (4).

On comprend mieux la frénésie de Bruxelles et des pouvoirs publics nationaux à remplacer les anciens compteurs mécaniques par des appareils numériques qualifiés de « communicants » ou d'« intelligents ». L'« intelligence » permet en effet de basculer plusieurs fois par jour d'un créneau de pointe à une période d'heures creuses ou intermédiaires, ou encore d'appliquer en temps réel les cours de Bourse aux consommations du client. De plus, les fournisseurs entendent limiter leurs impayés grâce à une fonctionnalité peu médiatisée de ces nouveaux compteurs électriques : ils permettent de couper l'alimentation à distance. Cette option facilite la mise en place du prépaiement. Plutôt que de régler l'énergie déjà consommée, l'utilisateur paie d'avance ; si son compte n'est plus crédité, l'alimentation cesse.

En Wallonie, la loi oblige à installer un compteur numérique à prépaiement appelé « compteur à budget » dès lors qu'un ménage se trouve en défaut de paiement pour une dette d'au moins 100 euros. Au Royaume-Uni, environ quatre millions de foyers doivent payer l'électricité à l'avance. Depuis le début de la crise, des fournisseurs ont automatiquement basculé des centaines de milliers de consommateurs en mode prépaiement : leurs compteurs « intelligents » se convertissent à distance... En France, le cahier des charges du compteur Linky n'intègre pas directement l'option de prépaiement, mais une procédure permet la coupure à distance par le gestionnaire de réseau sur demande du fournisseur. Lequel pourrait imposer à ses abonnés de payer à l'avance et réclamer la coupure si le compte client n'est plus approvisionné pour instaurer, de fait, un système de prépaiement. Au moment précis où l'électrification générale s'impose face au réchauffement climatique, les opérateurs privés et leur tuteur bruxellois auront réalisé un tour de force : dégrader le service, augmenter les prix, reporter l'essentiel du risque sur les plus fragiles – tout en récoltant de plantureux bénéfices.



FRANÇOIS MORELLET. – « Gesticulation n° 15 », 2009

Sans surprise, la Commission refuse de modifier la tarification au coût marginal, indispensable à la réalisation du marché unique. Mais elle tend également l'oreille aux grands industriels qui, échaudés, réclament davantage de stabilité des prix. Pour les satisfaire, Bruxelles compte sur deux dispositifs : les « accords d'achat d'énergie » (*power purchase agreements* ou PPA) et les « contrats pour différence » (*contracts for difference*, CFD). Grâce aux premiers, un propriétaire de centrale électrique et un consommateur s'engagent directement sur une longue période – généralement dix à vingt ans : les conditions de fourniture et la formule de calcul des prix offrent une certaine prévisibilité. Les CFD visent le même objectif, mais ils font intervenir les pouvoirs publics pour amortir les embardées du marché : le producteur vend son électricité en Bourse, mais l'État fixe un prix de référence qui agit à la fois comme plancher et comme plafond. Si le cours de Bourse est inférieur au prix de référence, l'État verse la différence au producteur ; si le prix de marché est supérieur, le producteur reverse le surplus aux pouvoirs publics. En stabilisant ainsi

l'abonné paie, heure par heure, le courant qu'il consomme au prix du marché *spot*. Début 2021, les premiers abonnements de ce type apparaissent en France, mais aucun n'a résisté à la flambée des prix des mois suivants. Pionnière en la matière, l'entreprise finlandaise Barry a vite déguerpi du marché français. E.Leclerc énergies, qui s'appropriait à commercialiser une offre en tarification dynamique, a également suspendu son activité. Cette déroute peu évoquée par les pouvoirs publics et les médias sanctionne non pas un fiasco commercial mais la débâcle d'un système d'approvisionnement et de tarification fondé sur la concurrence et la prétendue « loi » de l'offre et de la demande : il ne fonctionne pas, les consommateurs le rejettent, mais Bruxelles l'impose par sectarisme libéral.

La convergence des prix de gros et de détail s'opère également par d'autres moyens. En 2014, le gouvernement espagnol mettait en place une offre régulée baptisée « prix volontaire pour le petit consommateur ». L'abonné voit les tarifs du kilowattheure recalculés tous les jours, avec trois types de plage horaire, correspondant à trois montants différents :

(1) Lire « Prix de l'énergie, une folie organisée », *Le Monde diplomatique*, juin 2021.

(2) Échanges de gré à gré, marchés à terme, marché infrajournalier, lequel permet d'ajuster plus finement la production à la demande.

(3) Terme technique, le *repowering* désigne le remplacement d'anciennes infrastructures énergétiques par de nouvelles, plus puissantes ou plus efficaces.

(4) « Électricité : l'État pousse les fournisseurs à revoir leur grille tarifaire pour passer l'hiver », *La Tribune*, Paris, 13 juillet 2022.

\* Auteur de *L'Énergie hors de prix. Les dessous de la crise*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, qui paraît le 6 octobre et dont s'inspire cet article.

**ÉCOUTEZ LE « DIPLO »**

Chaque mois, une sélection d'articles lus pour les abonnés. En ligne et en téléchargement (podcast).

[www.monde-diplomatique.fr/audio](http://www.monde-diplomatique.fr/audio)

# Comme un bout de viande...

*Il y a eu Muhammad Ali, le plus grand boxeur de tous les temps, héros d'un duel désormais mythique à Kinshasa en 1974. Avec lui, d'autres noms figurent au panthéon des boxeurs : Marcel Cerdan, Rocky Marciano ou Mike Tyson. Et puis il y a les milliers d'anonymes, payés au round, le plus souvent issus des classes laborieuses et dont le sport a désormais perdu son lustre d'antan.*

PAR SELIM DERKAOUÏ \*

**B**OXEUR amateur en Normandie, mon père était loin de s'imaginer qu'il se retrouverait un jour sur un ring, torse nu comme un vrai pro, devant Alain Delon et Jean-Paul Belmondo. Belmondo, le fan de boxe, et Delon, l'ambitieux boxeur de *Rocco et ses frères*, l'un de ses films préférés. Ce jour-là, mon paternel devait affronter à Paris un Israélien, grand champion dans son pays d'origine, quart-de-finaliste aux Jeux olympiques et vainqueur de nombreux combats internationaux. « Une vraie pointure ! », se souvient-il, avec une lueur d'admiration dans les yeux. Âgé de 27 ans, il venait quant à lui d'être sacré champion amateur de Normandie, ce qui était déjà une belle prouesse.

Canal Plus filmait les combats de cette salle parisienne. « Au moment de monter sur le ring, ils annoncent l'interminable palmarès de mon adversaire. Vient mon

tour, "M. Derkaoui, champion de Normandie", et... voilà, c'est tout. L'arbitre me déshabille du regard et souffle à mon entraîneur : "C'est un combat professionnel, il doit être torse nu, votre boxeur !" Je m'exécute. J'ai l'impression de me foutre à poil devant tout le monde. Un vrai bout de viande jeté dans l'arène. Il y avait tout le gratin bourgeois, comme si je me donnais en spectacle pour leurs beaux yeux. » « Beau champion racé, l'Israélien Schmuël Yacon disposera de Derkaoui », légende une photo de leur combat dans un journal spécialisé. « J'étais au tapis dès le premier round. J'avais la tête qui sonnait. Le troisième round, je ne m'en souviens même plus. Je me suis réveillé dans le vestiaire. J'ouvre les yeux, je regarde le soigneur, je lui dis : "J'ai perdu ou pas ?" Il me dit : "Tu as perdu aux points !" Même lui n'a pas tilté que j'avais perdu la mémoire, et encore moins mon entraîneur ! »

## Paris manigancés

**A**L'ISSUE de ce combat avec cet adversaire israélien plus aguerris que lui, mon père devint l'une de ces gueules cassées, ces prolétaires qui boxent pour le show et, en cas de victoire, pour quelques billets rapidement enfouis dans la poche du coach. Un vrai « bout de viande ». L'écrivain américain Jack London, bagarreur dans sa jeunesse avant de devenir boxeur amateur, est l'auteur de plusieurs nouvelles sur le ring, dont la plus marquante est sans nul doute *A Piece of Steak* – « Un morceau de viande » (1). Dans ce texte dépouillé et sombre, London raconte l'histoire de Tom King, un vieux boxeur en fin de carrière professionnelle. Sa période de gloire passée, il devient si pauvre qu'il n'a même plus de quoi acheter un steak pour nourrir sa famille. Pourtant épuisé,

il décide quand même de remonter sur le ring face au jeune Sandel, en pleine ascension, l'enjeu réel du combat étant la somme promise au vainqueur : « Si c'est gagné, c'est trente billets et je peux payer tout ce qu'on doit avec un peu d'argent en plus. Si c'est perdu, je n'aurai rien, même pas un penny pour rentrer à la maison. » Il échoue, prouvant tristement au public qu'il avait raison de miser sur la jeune gloire locale plutôt que sur le bout de steak périmé. Pourquoi une telle focalisation sur la viande ? « Aux premiers temps de la boxe, les bouchers, dont le métier implique une puissance musculaire suffisante pour manier les carcasses, fournissaient d'importants contingents de pugilistes. La consommation de viande rouge est alors considérée comme le meilleur moyen d'apporter de l'énergie, et les bouchers sont en bonne place pour accéder au meilleur choix », analyse le chercheur Loïc Artiaga (2). Rocky, dans le célèbre film du même nom, travaille dans les abattoirs de Philadelphie et s'entraîne

en cognant contre les quartiers de viande suspendus dans les chambres froides, comme Joe Frazier avant lui, champion du monde des lourds (1970-1973) surnommé « le Besogneux ».

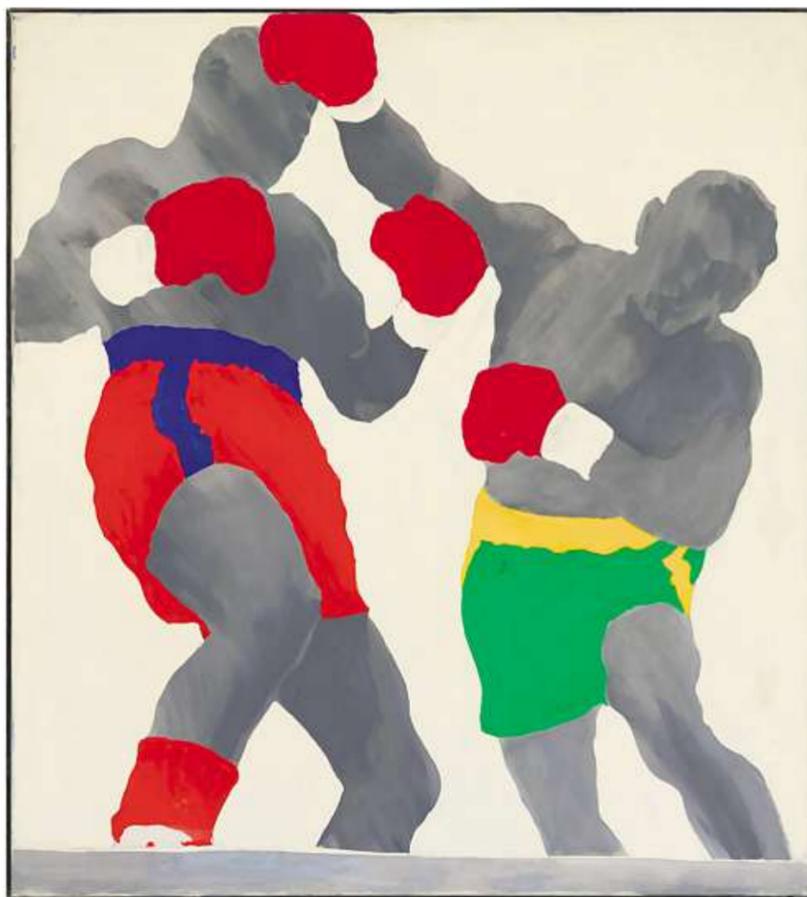
Les boxeurs amateurs pouvaient être payés par des primes en fonction des médailles qu'ils décrochaient ou des combats qu'ils remportaient, mais plus maintenant. « Jusqu'à il y a quelques années – cinq ou six ans –, les amateurs étaient payés 15 à 20 euros par round. Les amateurs de niveau national pouvaient toucher une prime allant de 100 à 400 euros par combat. Désormais, les boxeurs ne touchent plus de prime, récession oblige. Les entraîneurs touchaient également des primes d'environ 30 euros et un remboursement du kilométrage. Tout ça n'existe plus », précise M. Nasser Lalaoui, ancien boxeur amateur devenu coach en 1992 et directeur d'un club à Aulnay-sous-Bois. Par contre, la paie est systématique dans le circuit professionnel, mais peu élevée : « Il faut compter 100 à 150 euros le round pour un débutant, 200 à 300 euros pour les confirmés. Les meilleurs peuvent gagner jusqu'à 1 000 euros. Quand il y a un titre, ça peut aller de 15 000 à plusieurs millions d'euros, quand ce sont des titres mondiaux et des stars de la boxe », explique M. Lalaoui. Le boxing business favorise l'organisation de combats arrangés, de paris manigancés ou de rencontres déséquilibrées : « Les agents des boxeurs professionnels sont là pour gagner de l'argent. Normalement ils prennent 10 %, comme partout. Mais il y en a, ce sont des escrocs, comme s'il s'agissait pour eux de marchander le corps du boxeur. »

Les combats sont plus violents en boxe professionnelle qu'en amateur : ils durent plus longtemps – douze rounds contre trois –, les adversaires peuvent continuer le combat même après avoir été mis au sol plus d'une fois. Il faut parvenir à mettre son adversaire hors de combat, l'utilisation de protections est réduite à l'essentiel, à savoir le protège-dents. Il faut faire vivre le show à tout prix. La cote de popularité d'un boxeur professionnel augmente en fonction des KO administrés à ses adversaires. En boxe amateur, on favorise surtout la touche : les coups sont plus nombreux et rapides, mais moins puissants ; grâce aux casques, la vio-

lence est atténuée. La boxe professionnelle est surtout construite autour du divertissement, tandis que le circuit amateur est davantage axé sur l'esprit sportif. « Comment réaliser un spectacle accrocheur, séduisant, émotionnel, à partir d'une rencontre où les seuls enjeux sont le choc des corps et la réputation que l'on se forge ? », interroge le sociologue Fabrice Burlot (3).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, assister à une mise hors de combat suscite l'intérêt d'un public en quête de sensations fortes. Le goût pour la boxe en elle-même, comme un sport à part entière, se développe progressivement, au-delà de la simple violence-spectacle. Cette évolution rend les spectateurs capables d'ap-

précier les combattants et la valeur de la rencontre. Un système d'évaluation de la qualité d'un match ou d'un gala se met alors en place. « Chacun porte avec lui une réputation déterminant la valeur des prochains galas auxquels il participera. La présence de tel manager au service de tel champion dans un gala organisé par tel organisateur s'estime en termes de valeur, laquelle va attirer le public et conférer au gala une certaine cote », résume le chercheur.



KONRAD LUEG. – « Boxer », 1964

précier les combattants et la valeur de la rencontre. Un système d'évaluation de la qualité d'un match ou d'un gala se met alors en place. « Chacun porte avec lui une réputation déterminant la valeur des prochains galas auxquels il participera. La présence de tel manager au service de tel champion dans un gala organisé par tel organisateur s'estime en termes de valeur, laquelle va attirer le public et conférer au gala une certaine cote », résume le chercheur.

Mustapha Zaouche, 22 ans, est de ceux-là. Coaché par MM. Lalaoui et Halim Chahbi à Aulnay-sous-Bois, ce jeune homme, grand et mince, charrie ses entraîneurs entre deux coups assésés à son sac de frappe. Il n'en demeure pas moins concentré sur ses objectifs. Après son entraînement, il m'énumère fièrement son palmarès : demi-finaliste aux championnats de France juniors, quart de finale aux championnats de France... « Je suis passé professionnel en juin 2020. Je m'entraîne deux fois plus qu'en amateur, tous les jours, matin et soir. Je mange et je vis pour la boxe ! Pour l'instant, je bosse à côté comme coach sportif dans une salle parisienne. J'aimerais un jour pouvoir en vivre même si j'ai bien conscience que c'est loin d'être évident. » C'est un peu moins le cas de nos jours, mais on a longtemps fait miroiter aux jeunes de la classe laborieuse qu'ils gagneraient beaucoup d'argent avec ce sport. En réalité, la course aux sponsors est semée d'embûches et les paies des combats, souvent modestes. Comme Mustapha Zaouche, la plupart des boxeurs professionnels jonglent entre leurs horaires de travail et d'entraînement.

\* Journaliste. Auteur de *Rendre les coups. Boxe et lutte des classes*. Le Passager clandestin, Paris, 2023, dont ce texte est extrait.



## Abaya, rien à déclarer

**A**U cours des trois dernières semaines du mois d'août dernier, la presse française a consacré au moins 1 755 articles ou séquences audiovisuelles à Médine. Ce rappeur haurais invité à l'université d'été d'Europe écologie - Les Verts comme à celle de La France insoumise (LFI) se trouve accusé dans les médias et sur les réseaux sociaux d'avoir tweeté un jeu de mots à connotation antisémite. Le massacre de centaines de migrants éthiopiens par les gardes-frontières d'Arabie saoudite, pays allié des Occidentaux, a été neuf fois moins médiatisé, trois semaines après sa révélation par l'association Human Rights Watch le 21 août (1). Mieux : du 27 août au 17 septembre, l'abaya – robe longue dont le gouvernement a interdit le port à l'école – a suscité 6 174 articles ou séquences.

Bien documentée depuis la fin des années 1980, la capacité des grands médias à faire graviter le débat public autour de sujets de diversion « identitaires » ou des priorités gouvernementales forme l'un des grands obstacles à la contestation de l'ordre social. Mais ce pouvoir serait sans doute affaibli sans la contribution des personnalités de gauche aux polémiques qui ne profitent qu'à la droite. Quiconque regardait M<sup>me</sup> Sandrine Rousseau se laisser engluer dans les filets du journaliste Benjamin Duhamel sur BFM TV le 22 août dernier en obtenait la spectaculaire illustration.

Après un tour de chauffe sur le meurtre d'un enfant de 10 ans dans une banlieue nîmoise et un échange

sur les personnes âgées qui utilisent des climatiseurs (« Est-ce que vous leur dites "c'est pas bien" ? », Duhamel, qui avait déjeuné quelques mois plus tôt à l'Élysée dans le cadre d'une opération de communication présidentielle, en vient au fait : l'affaire Médine ». D'emblée, chacun comprend qu'il s'agit pour lui d'arracher à M<sup>me</sup> Rousseau la petite phrase propice au scandale, d'autant que les Verts, plutôt que de parler d'écologie, se déchiraient publiquement sur la question. Pendant de longues minutes, Duhamel somme son invitée de se désolidariser de ses camarades, de la secrétaire nationale de son parti, de M. Jean-Luc Mélenchon (qu'il pourfend régulièrement). Faute de quoi elle se trouvera à son tour accusée de complaisance avec l'antisémitisme. Comme Nanni Moretti dans son film *Aprile* (1998) exhortait devant son écran l'ancien communiste peu pugnace Massimo D'Alema face à Silvio Berlusconi – « Dis quelque chose de gauche ! Dis quelque chose, réagis ! » –, on imagine un Moretti français encourageant M<sup>me</sup> Rousseau à « réagir » en répliquant à Duhamel : les entreprises privées de communication sont-elles fondées à organiser la vie publique ? Pourquoi reliait-il lui-même aussi docilement les arguments du pouvoir contre les Verts ? Interrogera-t-il avec autant de pugnacité M. Patrick Drahi, propriétaire de BFM TV, sur ses déboires financiers et judiciaires ? On attendra en vain. Difficile de s'extirper du jeu politico-médiatique lorsqu'on a beaucoup investi pour se placer sur le marché des bons clients cathodiques... Le

lendemain, Duhamel opposera les déclarations de M<sup>me</sup> Rousseau à M. Manuel Bompard, invité à son tour sur BFM TV. Le coordinateur de LFI les qualifiera de « fautes », et vogue la polémique...

Interpeller les éditorialistes sur leur rôle de télégraphistes des consignes gouvernementales suffirait-il à changer la donne ? Face à la journaliste-Bolloré Sonia Mabrouk ravie de mettre en musique la campagne de M. Gabriel Attal contre l'abaya, M. Bompard, interrogé sur CNews (6 septembre), tente sans succès de recadrer la discussion sur la pauvreté. Mais quel bénéfice politique escompter d'un entretien où chaque question ressemble à une frappe dans un punching-ball – « Est-ce que ce matin, M. Bompard, vous persévérez dans l'aveuglement ? » Quatre jours plus tard, M. Bompard se rend sur BFM TV pour s'entendre accuser par Duhamel de « mettre une cible dans le dos des fournisseurs » qui appliquent l'interdiction de l'abaya (10 septembre)...

Dans ce scénario de droite écrit par le pouvoir et mis en scène par des journalistes, les politiques de gauche acceptent le rôle de figurants. Ce cinéma dure depuis l'affaire du foulard à Creil en 1989. N'est-il pas temps de tirer le rideau ? Abaya, burqa ou le prochain faux débat : « rien à déclarer ».

PIERRE RIMBERT.

(1) Comptage réalisé sur Europresse, un agrégateur qui scrute plusieurs centaines de médias.

(1) Jack London, *Un steak*, Libertia, Montreuil, 2010 (1<sup>re</sup> éd. : 1909).

(2) Loïc Artiaga, « Rocky Balboa ou la revanche de l'Amérique blanche », *Ballast*, 6 mars 2023, www.revue-ballast.fr

(3) Fabrice Burlot, *L'Univers de la boxe anglaise. Sociologie d'une discipline controversée*, Insep, Paris, 2013.

« ILS CONTINUENT POUR LE LOGEMENT, PAS POUR LE TRAVAIL »

# Gardien d'immeuble, profession en sursis

Longtemps assimilés à l'univers de la domesticité, les gardiens d'immeuble aspirent à faire leur métier, rien que leur métier. Une gageure pour cette profession, féminisée et peu syndiquée, à qui l'on demande toujours plus : se tenir à la disposition des copropriétaires dans les beaux quartiers; œuvrer à l'accompagnement social et au maintien de l'ordre dans les banlieues populaires.

PAR TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE \*



PHILIPPE HÉRARD. – Fresque murale, Paris, 2016

Dans la rue Oberkampf, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, on peut entrapercevoir à travers une grille, dans la cour pavée, la loge de M<sup>me</sup> Natalia Teixeira Syed. La devanture est bordée de bois, la porte vitrée; un discret panneau métallique bleu marine indique : « Gardien ». Dans l'entrée exigüe sont entreposés un aspirateur et des produits ménagers. Sur la table basse du salon, le téléphone portable de la gardienne d'immeuble de 45 ans vibre. L'écran affiche « casa portuguesa » (« maison portugaise »). Une fois par an, au mois d'août, elle rend visite à sa famille. Avant l'été, elle doit trouver une remplaçante pour éviter que les courriers s'amoncellent et attirent l'attention des cambrioleurs, nourrir les chats des résidents, arroser leurs plantes, etc.

Pour accomplir ses tâches – nettoyer les parties communes, sortir les poubelles, accueillir les entreprises de travaux, etc. –, M<sup>me</sup> Teixeira Syed dispose d'une grande autonomie. Elle touche chaque mois 1 230 euros net, un salaire qui a peu progressé depuis le début de sa carrière. Son contrat, lui, fixe des horaires – de 7h30 à 12 heures, puis de 15h30 à 19 heures –, en réalité très théoriques : « Ce sont les horaires d'ouverture de la loge. Mais vu que je suis là tout le temps, je ne peux vraiment pas m'y tenir, parce que maintenant on a beaucoup de colis. »

Amazon, UPS ou DHL en apportent sans cesse depuis quelques années. Ignorant l'affichage des horaires de la loge, les livreurs déposent même des colis le week-end. « Je sais très bien que pour les gars d'Amazon, ce n'est pas évident, précise M<sup>me</sup> Teixeira Syed. C'est la course contre la montre. » Tandis que la gardienne nous explique comment elle doit « s'arranger au mieux », on toque à sa porte. Une femme à l'accent anglais, qui travaille dans l'une des entreprises installées dans l'immeuble, s'étonne de ne pas avoir reçu la machine à café commandée une semaine plus tôt. Pourtant,

## Du Portugal aux loges parisiennes

Ces conquêtes tardives tiennent en partie à la sociologie d'un métier considérablement féminisé au XX<sup>e</sup> siècle et souvent exercé par des migrants, de l'intérieur puis de l'étranger. L'historien Victor Pereira raconte comment, au cours des « trente glorieuses », une Mission catholique portugaise – installée en 1958 dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris et très proche de la dictature d'António de Oliveira Salazar – oriente de jeunes villageoises vers les loges des immeubles bourgeois. Les réseaux d'immigration familiaux ou villageois perpétuent dans le secteur la place majeure des Portugaises, perçues comme plus dociles que les Espagnoles et plus assimilables que les Maghrébines. Encore aujourd'hui, relève Dominique Vidal, les trois quarts des gardiennes et gardiens du parc privé à Paris sont d'origine portugaise, de nationalité portugaise ou française.

\* Journaliste, auteur de *Premières de corvée*, LGM Éditions, Paris, 2019.

la convention collective des gardiens d'immeuble ne prévoit pas qu'ils reçoivent les colis déposés contre signature par des sociétés privées, rappelle M. Eloy Fernandez, de la Confédération générale du travail (CGT). « Beaucoup les prennent pour se montrer serviables », constate-t-il. Par ignorance ou volonté de bien s'entendre avec les résidents, de nombreux gardiens ne s'en tiennent pas aux tâches qui leur incombent. Or, comme le souligne Dominique Vidal, professeur de sociologie à l'université Paris-Cité, « dès lors qu'on leur demande tout un tas de services qui ne figurent pas au contrat de travail, il y a une part de domesticité dans le métier ».

Si le janitor de l'époque romaine était un esclave de dernière catégorie, le mot désigne toujours, aux États-Unis, les fonctions de portier et de gardien d'immeuble. Ces métiers n'apparaissent toutefois dans leur forme moderne qu'au XVIII<sup>e</sup> et surtout au XIX<sup>e</sup> siècle (1). « Dans les maisons à porte cochère, des maisons bourgeoises, décrit Jean-Marc Stébé, professeur d'études urbaines à l'université de Lorraine, il y a une loge, un local pour le gardien. » On en installe ensuite dans les maisons à allée, habitées par la classe moyenne supérieure, puis dans l'habitat populaire. Aux yeux des industriels paternalistes qui commencent à le financer, les gardiens contribuent au contrôle des loyers et éduquent le peuple à l'hygiène.

Les gardiens du XIX<sup>e</sup> siècle doivent rester sur place en permanence, et ouvrir même la nuit aux locataires ou aux propriétaires : c'est le « tirage du cordon ». Malgré la création de leur premier syndicat en 1903, ils ne profitent ni du repos hebdomadaire ni de la journée de huit heures, acquis par les travailleurs en 1906 et 1919. La suppression du cordon n'interviendra qu'en 1947, le droit au repos hebdomadaire qu'en 1956 et l'adoption d'une convention collective qu'en 1966.

Promesse d'un contrat à durée indéterminée (CDI, 93 % des contrats de la branche) et d'un logement de fonction : le métier se transmet de génération en génération, sans doute parce qu'il reste attrayant. Le salaire varie toutefois sensiblement, en raison de son calcul fondé, pour les concierges logés, sur une grille qui attribue aux tâches à effectuer des « unités de valeur ». Un contrat de travail stipulera deux mille unités de valeur pour s'occuper des ordures ménagères, trois cents pour nettoyer les cours et les parkings, deux cents pour surveiller les ascenseurs, etc.

M. Mickaël Prince, 49 ans, s'occupe de l'entretien des espaces communs et des bâtiments privés d'une résidence mixte (pour moitié en copropriété, pour l'autre appartenant à un bailleur social) située à Palaiseau, dans l'Essonne. Ses 6 500 unités de valeur lui valent un salaire mensuel net de 1 282 euros. À Vanves, où il travaillait auparavant, la

distribution du courrier et la présence d'ascenseurs dans les bâtiments portaient son salaire à 1 800 euros. « Souvent, les gardiens ne font pas attention à la grille », regrette l'homme, ses yeux bleus cachés derrière des lunettes fumées. M. Prince s'en tient aux clauses de son contrat et refuse de prendre les colis des transporteurs ou d'ouvrir sa loge hors de ses horaires.

« Le logement de fonction, c'est bien de l'avoir, mais finalement on ne s'arrête jamais », explique quant à elle M<sup>me</sup> Teixeira Syed. Le sien fait vingt-huit mètres carrés, soit trois de plus que la moyenne de ceux des gardiens du parc privé parisien, héritage d'un temps où on hébergeait des domestiques plutôt que des salariés et leur famille (2). Dans la loge de la rue Oberkampf, la concierge vit avec son mari et ses trois enfants : un simple rideau sépare les autres pièces du salon où elle dort, toujours habillée, prête à se lever en urgence parce qu'un résident ivre ne retrouve pas ses clés ou parce qu'une fête tardive occasionne un conflit de voisinage. Le contrat de M<sup>me</sup> Teixeira Syed stipule d'ailleurs que « le salarié est assujéti à l'astreinte de nuit et devra dormir dans la loge, sauf pendant ses congés hebdomadaires ou annuels ».

Le départ à la retraite occasionne la perte du logement de fonction alors que les pensions versées demeurent faibles en raison de rémunérations modestes, sous couvert de compensations en nature. À sa permanence de la CGT, il n'est pas rare que M. Fernandez reçoive des septuagénaires encore en activité. « Ils continuent pour le logement, pas parce qu'ils adorent leur travail. »

39 % des gardiennes et gardiens de la branche ont 55 ans ou plus (3). Pour cette population vieillissante, certaines tâches s'avèrent pénibles à exécuter. Boulevard Suchet, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, M<sup>me</sup> Lia Gomes en témoigne : « Dernièrement, j'ai été arrêtée quinze jours à cause d'un problème de cervicales, à force de me baisser. » En cause, la multiplication par deux des conteneurs à poubelles, tri sélectif oblige. En 2016, une étude publiée dans les *Cahiers de médecine interprofessionnelle* montrait que l'isolement de ces salariés aggravait les risques professionnels et les accidents, sous-évalués, tout comme la toxicité des produits d'entretien (4).

Lorsque M<sup>me</sup> Teixeira Syed est arrivée dans son immeuble, il y a tout juste vingt-cinq ans, presque tous les bâtiments de la rue comptaient une gardienne. Aujourd'hui, elles ne sont plus que trois. Des sociétés de nettoyage passent généralement quelques heures chaque semaine, afin de laver les parties communes et ramasser les poubelles. La gardienne en ressent les conséquences. Des livreurs lui déposent les paquets destinés à d'autres adresses. Des résidents d'autres immeubles lui proposent du ménage dans leurs parties communes, en plus de celui des prestataires. Dans son immeuble, les nouveaux propriétaires, plus jeunes, ont envisagé de la passer à mi-temps pour récupérer sa loge.

« On a une nouvelle génération qui acquiert des logements, qui a l'habitude de prendre un Uber, de se faire livrer par Amazon et qui préfère une boîte aux lettres aux gardiens afin d'économiser les charges », explique M. Rachid Laaraj, fondateur de Syneval, une entreprise qui accompagne les copropriétés souhaitant changer de syndic. Le sociologue Jean-Marc Stébé fait, lui, remonter ce déclin à plusieurs décennies : en vingt ans, la région parisienne a perdu un quart de ses gardiens (5).

Le logement social n'est pas épargné par la tentation de l'externalisation, au moins partielle, du gardiennage. « Chez certains bailleurs, les gardiens ont été remplacés par des régisseurs », décrit un cadre du secteur. Dans les nouveaux immeubles de logements sociaux, relève Jean-Marc Stébé, « la loge tend à disparaître, pas forcément le concierge ou le gardien ». M<sup>me</sup> Emmanuelle Copin, directrice générale de Paris Habitat, défend, elle, la « mission de service public renforcé » de ses

1 120 gardiens auprès de résidents en demande de présence humaine, à l'heure de la dématérialisation des services publics. Durant la pandémie de Covid-19, ils ont assuré une « veille sanitaire et sociale auprès des habitants les plus fragiles », avant de contribuer aux campagnes de vaccination.

M<sup>me</sup> Hannen Kebdani, 37 ans, est employée de la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) dans le IV<sup>e</sup> arrondissement. « Les tâches qu'on nous demande ont énormément évolué en dix ans », raconte-t-elle derrière l'écran de son ordinateur, depuis sa loge dont la porte arrière donne sur son appartement. L'informatisation des procédures, qu'il s'agisse des courriels aux locataires ou des bons de commande aux entreprises, a alourdi la charge de travail. Ces nouvelles missions ne donnent pourtant pas lieu à une augmentation de salaire. La RIVP avait proposé de graver dans le marbre d'un accord cette « veille sociale », mais les syndicats ont refusé.

## 64% de femmes

Les incivilités donnent aussi du fil à retordre aux gardiens. Paris Habitat a mis en place, en 2018, des assermentations pour des employés volontaires, afin qu'ils puissent dresser des procès-verbaux. Environ quatre cents employés de l'office sont aujourd'hui assermentés, dont une majorité de gardiens. La RIVP vient de lui enboîter le pas. Ces mesures de verbalisation renvoient les gardiens du parc social à l'ancienne fonction d'encadrement des classes populaires. Une certaine conception du métier que met en évidence une moindre féminisation dans le social : alors qu'on compte 64 % de femmes parmi les 71 000 salariés de la branche (6), elles représentent 84 % des gardiens du parc privé parisien, contre 43 % à Paris Habitat.

À la RIVP, M<sup>me</sup> Kebdani s'oppose résolument à toute évolution répressive, comme l'ensemble des syndicats et des organisations de copropriétaires. « J'ai refusé d'être assermentée parce que je pars du principe que je ne suis pas flic. J'habite sur place. Si, demain, il y a le moindre problème, on va venir taper à ma porte ou casser ma fenêtre, pas celle de mon directeur, qui est allongé chez lui tranquillement. »

Il y a deux ans, M<sup>me</sup> Kebdani a décidé de prendre sa carte à Force ouvrière (FO). Désormais membre du comité social et économique (CSE) de la régie, elle déplore le manque d'engagement dans sa profession. Le président du Syndicat national indépendant des gardiens d'immeuble et concierges (Snigic), deuxième organisation représentative du secteur derrière la CGT, M. Paul Briey, confirme : « Les gardiens ne sont pas là pour aller manifester, mais pour qu'on leur donne des conseils. C'est un syndicalisme de service. »

Réticentes à s'engager dans les syndicats, les employées du parc privé créent leurs propres espaces collectifs. Dans la crypte de Notre-Dame du Tra-

vail, dans le XIV<sup>e</sup> arrondissement, les paroissiens se réunissent chaque dimanche matin après la messe portugaise, célébrée par un prêtre brésilien. C'est dans cette église qu'est née l'idée de l'association Alma, après une rencontre entre M<sup>me</sup> Alice Magalhaes, gardienne du XVII<sup>e</sup> arrondissement, et M. Sanches Ruivo.

Vêtue d'une élégante robe jaune, Vera, 42 ans, qui travaille dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, s'est installée dans la crypte de l'église pour boire un café avec d'autres paroissiens. « S'il y a quelque chose pour lequel je pourrais faire des manifs, c'est les horaires. Parfois, j'ai envie qu'on se mette ensemble pour se faire entendre. » Fin 2014, un avenant à la convention collective a réduit l'amplitude horaire. Son syndic n'a appliqué cette diminution qu'en 2018. Lorsqu'elle s'en est aperçue, elle a demandé et obtenu la régularisation de ses heures, qui excédaient le maximum légal. En attendant l'émergence d'une véritable conscience collective dans cette profession déclinante, une aspiration demeure partagée : gagner en dignité et être reconnu comme travailleurs, non plus comme serveurs.

(1) Jean-Marc Stébé et Gérald Bronner, « Figure et métamorphoses des concierges », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 88, Paris, décembre 2000.

(2) Dominique Vidal, « Les concierges d'origine portugaise à Paris et l'épidémie du coronavirus », *Hommes & Migrations*, n° 1331, Paris, octobre-décembre 2020.

(3) « Panorama branche professionnelle des gardiens, concierges et employés d'immeuble », Opérateur de compétences des entreprises de proximité, édition 2022, www.opcoep.fr

(4) Pascal Fau-Prudhomot et al., « Travail isolé chez les gardiens. Enquête sur une mise en danger au quotidien », *Archives des maladies professionnelles et de l'environnement*, vol. 77, n° 3, Rouen, 2016.

(5) Aubin Laratte et Timothée Talbi, « Gardien d'immeuble, une profession en voie de disparition en Île-de-France », *Le Parisien*, 6 janvier 2020.

(6) « Portrait statistique structurel des branches professionnelles », direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 2020, www.dares.travail-emploi.gouv.fr

SÉRIE « Le grand réarmement » 1



## À L'HEURE DE LA GUERRE EN UKRAÏNE, L'armée, miroir

(Suite de la première page.)

Révolus, la défense territoriale et son corps de bataille. La faveur est donnée aux régiments de la force d'action rapide conçus « doctrinalement, matériellement et humainement pour faire vite, bien et avec peu de moyens », nous explique le consultant en risques internationaux Stéphane Audrand. Ce sont eux qu'on envoie d'abord en opérations extérieures et dont les chefs s'élèvent plus vite dans la hiérarchie. Selon le spécialiste, les sommets de l'État seraient ainsi peuplés d'officiers « qui seraient à l'intérieur d'un cadre mental contraint » : celui d'un modèle féru de contre-insurrection et de lutte antiterroriste, mais « qui se méfie, pêle-mêle, du char de combat, de la logistique ferroviaire ou des réservistes ». L'idéal pour un monde politique souhaitant à la fois exister sur le théâtre mondial, limiter les pertes humaines... et réduire les dépenses.

### « Tout le monde adore les militaires »

PEU de secteurs publics ont connu pareille restructuration. Le Parti socialiste (PS) au pouvoir (4) l'a accompagnée. Le mouvement social, où les travailleurs de la défense tiennent une place marginale, acquiesce ou reste indifférent. Les 63 000 civils pèsent peu face aux militaires en activité de service qui composent les trois quarts des effectifs. Ceux-là n'ont acquis le droit de vote que tardivement, en août 1945, la loi du 13 juillet 1972 portant statut général des militaires leur interdisant toujours d'adhérer à un « groupement » politique. Elle leur barre également la voie des groupements professionnels à caractère syndical ; tout juste peuvent-ils appartenir à l'une des douze associations professionnelles nationales de militaires.

Au reste, la préférence politique de l'armée va à la droite. Et il n'est pas certain que la syndicalisation de ses membres résorberait une coupure si nette avec le mouvement social, comme le suggère le cas de la police, où le corporatisme règne en maître. Car, davantage qu'un ensemble de normes juridiques, ce sont, plus sûrement, des dispositions sociales et culturelles qui séparent les militaires de la gauche. En 2022, ils ont massivement voté à l'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle, vingt points au-dessus de la moyenne nationale. Dans les petites communes de garnison d'Auxonne (Côte-d'Or), Mailly-le-Camp (Aube) ou Suippes (Marne), les scores cumulés de M<sup>me</sup> Marine Le Pen et de M. Éric Zemmour s'élevaient respectivement à 39,56 %, 54,99 % et 55,31 % (contre 30,22 % pour la moyenne française).

Il fut un temps où, à défaut d'emporter l'adhésion des militaires, la gauche, consciente qu'il en allait de la souveraineté nationale et populaire, traitait avec sérieux des questions de la guerre et de la paix. Elle réfléchissait autrement qu'en

La nomination de M. Jean-Yves Helmer à la tête de la direction générale de l'armement (DGA) en 1996 accompagne ce changement de doctrine. Le polytechnicien, ancien numéro deux de PSA Peugeot-Citroën (Stellantis depuis 2021), doit mener la « bataille des coûts ». Entre 1991 et 2021, le stock de chars de bataille fond de 1 349 à 222, celui des grands bâtiments de surface de 41 à 19, des avions de combat de 686 à 254 (3). L'artillerie de longue portée, la défense sol-air, le génie divisionnaire sont escamotés. Tout comme la santé, la maintenance ou la logistique, parfois externalisées. Les savoir-faire se perdent. Et, tandis qu'avec la privatisation des industries de défense on privilégie le commerce des armes à la satisfaction des besoins intérieurs, des régions entières voient leurs usines fermer. Les grèves, aux arsenaux de Brest, à la « Manu » de Saint-Étienne et dans tant d'autres lieux, ne parviennent pas à enrayer la chute du nombre d'ouvriers d'État et la destruction d'un appareil productif stratégique.

termes comptables ; moins déférente, elle ne s'en remettait pas entièrement aux experts militaires pour forger sa doctrine. Jean Jaurès signait *L'Armée nouvelle*. Léon Trotski fondait l'Armée rouge. Les progressistes se querellaient au sujet des guerres de libération nationale. Ou bien de l'antimilitarisme, dont la dernière vague, après l'affaire Dreyfus et les années 1920, survient entre 1968 et 1981.

Après la guerre d'Algérie et ses quinze mille appelés tués, dans le contexte d'insubordination des années 1968 ensuite, s'affirme ce que l'historien Maxime Launay qualifie d'« antimilitarisme révolutionnaire » (5). Celui-ci est structuré par des militants anarchistes et trotskistes et prend alors des formes variées : comités de soldats, manifestations d'appelés, renvoi de livrets militaires, objection, insoumission... Le contexte international amplifie cette rébellion. La guerre du Vietnam (1946-1975), le coup d'État au Chili (1973) et la dictature des colonels en Grèce (1967-1974) jettent le discrédit sur l'armée en tant qu'institution. Les éditions Maspéro, les dessins de Cabu ou de journaux de caserne comme *Crosse en l'air* ou le *Col rouge* s'en font alors l'écho.

Au printemps 1973, les manifestations de la jeunesse contre la loi dite Debré – supprimant les sursis accordés aux étudiants avant l'incorporation – élargissent la contestation. La conscription semble avoir perdu son sens alors que la France dispose de l'arme nucléaire. Les guerres coloniales prennent fin et le monde entre dans une phase de « détente ». On blâme désormais les conditions matérielles de la vie en caserne, l'inconfort, l'ennui. La mobilisation contre l'extension d'un camp militaire débute au même moment : au Larzac, entre 1971 et 1981, des militants de tous horizons fraternisent.

Un demi-siècle après, rares sont ceux qui mettent en cause « le pouvoir et son armée ». M<sup>me</sup> Nathalie Artaud, dirigeante de Lutte ouvrière (LO), vilipende encore « le militarisme, qui se traduit par un réarmement et un conditionnement idéologique de la population. Pour nous, la « défense nationale » ne peut en aucun cas être assimilée à la défense des intérêts des travailleurs. Ce, quel que soit le modèle d'armée. Il est vain de prétendre qu'on pourrait la démocratiser dans le cadre d'un État bourgeois. Le problème, ce n'est pas la composition sociale des armées, c'est la conscience politique ».

Les dockers de la Confédération générale du travail (CGT) peuvent refuser d'embarquer des armes françaises à destination de l'Arabie saoudite en 2019. Mais le mouvement social s'insurge dorénavant contre la police, ses violences, sa militarisation. Comme il arrivait de protester contre les massacres de Fourmies (1891) ou de Draveil (1908), du temps où la troupe maintenait l'ordre. Car l'institution militaire jouit maintenant d'une bonne image. L'implantation, en 2016, de la 13<sup>e</sup> demi-brigade de la Légion étrangère sur le plateau du Larzac

n'a réuni contre elle qu'une centaine de personnes. Les arguments du collectif Gardarem Lo Larzac ont pesé bien peu face aux promesses d'emplois, à l'ouverture d'une crèche, d'un collège et d'une maison de santé.

De toute évidence, la suspension de la conscription par la loi du 28 octobre 1997 (effective à partir de 2001) a entraîné une démobilitation politique. Avec elle, et à la suite de mesures qui supprimèrent la justice militaire et la Cour de sûreté de l'État, l'armée cesse d'être un « fait social englobant » (6). Mais ce reflux s'explique aussi par une série de réalignements doctrinaux qui contribuèrent à forger un consensus politique sur les questions de défense. Le Parti communiste français (PCF) se rallie dès 1977 à la dissuasion nucléaire, à la suite du rapport Kanapa. Le PS s'y résout l'année suivante, du fait de l'action combinée de Charles Hernu et des membres du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste (Ceres) de M. Chevènement. À rebours de la ligne des sociaux-démocrates allemands ou de celle des travaillistes britanniques, cette position, longtemps minoritaire au PS, isole les Français au sein de l'Internationale socialiste.

À l'inverse, les écologistes restent opposés à la dissuasion. « Nous sommes tous d'accord pour demander l'adhésion de la

feu immédiat et l'ouverture de négociations. En revanche, beaucoup sont convaincus, même si c'est contraire à la Charte des Verts mondiaux, que la guerre peut régler la guerre. Voyez le groupe écologiste au Parlement européen, où les Français s'alignent sur les positions des Grünen et des Verts de l'ancien bloc soviétique. Voyez Yannick Jadot, qui appelle à livrer des avions : même l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] ne dit pas ça » (7).

Dans les années 1980, déjà, au sujet du Tchad, on avait vu plastronner ceux que Guy Hocquenghem avait baptisés les « stratèges de brasserie », grisés d'« accéder enfin à la froideur des puissants, au rôle de conseiller du PC de

### Vigueur du « parti de la guerre »

CONCOMITANTE de l'effondrement du PCF et d'une organisation qui lui était liée, le Mouvement de la paix, l'apparition d'un « parti de la guerre » n'est pas non plus sans lien avec la professionnalisation des armées. « La fin du service national a considérablement affaibli le débat démocratique sur les questions de défense », explique M. Aurélien Saintoul, député La France insoumise (LFI), membre de la commission de la défense nationale et des forces armées. Les institutions

Taverny [et] aux fourchettes à escargot de l'abri antiatomique présidentiel » (8). Mais la guerre au Kosovo a marqué un tournant et la formation d'un « complexe militaro-intellectuel » (9). « En 1999, rappelle M. Lévy, Daniel Cohn-Bendit, alors tête de liste aux élections européennes, avait menacé de retirer sa candidature si le parti ne donnait pas son blanc-seing aux bombardements en ex-Yougoslavie. Et le mouvement s'était résolu à accepter le droit d'ingérence. » Pour l'occasion, *Le Nouvel Observateur* et *Libération*, *Télérama* et *Charlie Hebdo* enfilèrent leurs plus beaux treillis. Loin de se limiter à l'Hexagone, cet emballage belliqueux emporta aussi les travaillistes de M. Anthony Blair et les écologistes de M. Joschka Fischer.

Il en va de même pour les ultramarins, qui, eux aussi, ont « incorporé l'idée que l'avenir "ici" ne passerait pas par l'économie locale » (11). Chaque année, environ 10 % des recrues de l'armée de terre viennent des Caraïbes, de l'océan Indien ou d'Océanie. Là-bas, où l'État prépositionne des « forces de souveraineté », le dispositif du service militaire adapté (SMA), en vigueur depuis 1961, permet à six mille jeunes hommes et femmes de se former professionnellement.

« Nombreux sont ceux qui consomment la défense, sans s'y intéresser vraiment, poursuit M. Saintoul. Au mieux, on considère l'armée comme un prestataire de services quand on ne reste pas indifférent à l'emploi des forces armées à l'étranger. Or il ne peut y avoir de souveraineté populaire si les citoyens ne s'en mêlent pas, si l'armée demeure aux mains d'une caste ou d'un groupe d'intérêt. » Avec le passage qu'elle espère à une VI<sup>e</sup> République plus respectueuse du Parlement et la création d'un pôle public de l'armement, LFI propose la création d'une conscription citoyenne de neuf mois. Le service, rémunéré au salaire minimum de croissance (SMIC) et effectué près de son lieu de résidence, sans casernement, concernerait les hommes et les femmes de moins de 25 ans. Il comprendrait une formation militaire initiale (avec droit d'objection de conscience) puis la réalisation de missions d'utilité publique. Ce projet veut déjouer la démobilitation populaire en « renouant avec la tradition jaurésienne d'une armée républicaine », conclut M. Saintoul.

Il y a cependant loin entre cette manière de conscription et la nation en armes. La figure du citoyen-soldat et la mémoire de Valmy ont disparu de l'imaginaire de la gauche. Plus grande encore est la distance qui la sépare du service national universel (SNU) voulu par le président français : M. Emmanuel Macron emprunte à l'armée ses rites (port de l'uniforme, lever des couleurs, marche au pas...) sans la « finalité guerrière de la vie militaire » (12). Il concerne actuellement 32 000 volontaires par an, dont près de 40 % ont un parent policier, militaire ou



ALAIN JACQUET. – « Camouflage Walt Disney – Donald watching TV » (Donald regarde la télé), 1963

France au traité international sur l'interdiction nucléaire (TIAN). Lequel prohibe à son article premier l'utilisation, le développement, la production, les essais, le stationnement, le stockage et la menace d'utilisation des armes nucléaires, explique M. Gérard Lévy. Sur ce point, au moins, Europe Écologie - Les Verts (EELV) parle d'une seule voix. Le coresponsable de la commission Paix et désarmement, membre des Verts depuis le congrès fondateur de 1984, regrette que son parti, oublieux de sa tradition libertaire et non violente, n'ait pas pris position contre l'augmentation récente des crédits militaires. « Il est pourtant clair qu'ils renforceront la dissuasion, ce qui est contraire à l'article 6 du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), que la France a ratifié. Tous ces milliards seraient mieux employés à renforcer la sécurité civile, à acheter des bateaux-hôpitaux ou des Canadair pour prévenir les risques majeurs comme la sécheresse ou les incendies. »

Plus encore, M. Lévy déplore les prises de position d'écologistes en faveur de la guerre en Ukraine. « La commission Paix et désarmement est minoritaire dans le mouvement. On ne trouve pas grand monde pour dire qu'il faut un cessez-le-

discrétionnaires de la V<sup>e</sup> République, où en matière de guerre et de paix l'exécutif est souverain et le peuple sujet, s'en sont trouvées renforcées. Une certaine bourgeoisie désinvoltée aussi, qui se moque des morts à la guerre comme des morts au travail. Qui n'a cure des questions internationales. Et qui tance par exemple « raisonneurs, munichois, planqués et frocs baissés » d'autant plus vertement qu'elle prétend qu'une « guerre se gagne quand chacun est à sa meilleure place », c'est-à-dire, pour ce qui la concerne, plutôt « avec un clavier qu'avec une mitrailleuse » (10).

Au moment de sa suspension, la conscription était inégalitaire. Le « creuset républicain » relevait déjà largement du mythe, près d'un quart des jeunes gens, les plus diplômés, préférant l'une des trois formes civiles du service national. Aujourd'hui, toutefois, la sécession est presque totale. Ce sont les classes populaires qui s'engagent d'abord. Pour les enfants des banlieues pauvres et des campagnes en déclin confrontées à la désindustrialisation et au chômage, l'armée constitue l'une des « voies nationales de l'honorabilité locale », comme l'analyse le sociologue Benoît Coquard.

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 31 octobre 2023

1 <sup>er</sup>	CHINE	Fête nationale
	CHYPRE	Fête nationale
	NIGERIA	Fête nationale
	PALAU	Fête de l'indépend.
	TUVALU	Fête de l'indépend.
2	GUINÉE	Fête nationale
3	ALLEMAGNE	Fête nationale
	CORÉE DU SUD	Fête nationale
4	LESOTHO	Fête nationale
9	OUGANDA	Fête nationale
10	FIDJI	Fête nationale
	TAÏWAN	Fête nationale
12	ESPAGNE	Fête nationale
	GUINÉE-ÉQUAT.	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête nationale
26	AUTRICHE	Fête nationale
27	SAINT-VINCENT-ET-LES-GRÉNADINES	Fête de l'indépend.
	TURKMÉNISTAN	Fête de l'indépend.
28	GRÈCE	Fête nationale
	RÉP. TCHÈQUE	Fête nationale
29	TURQUIE	Fête nationale

(3) Raphaël Briant, Jean-Baptiste Florant et Michel Pesqueur, « La masse dans les armées françaises. Un défi pour la haute intensité », IFRI, juin 2021.

(4) Il est à l'Élysée de 1981 à 1995 et à Matignon entre 1981 et 1986, entre 1988 et 1993 puis entre 1997 et 2002.

(5) Maxime Launay, « L'antimilitarisme des années 68 à la fin du service militaire », dans Éric Fournier et Arnaud-Dominique Houte (sous la dir. de), *A bas l'armée ! L'antimilitarisme en France du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Éditions de la Sorbonne, Paris, 2023.

(6) Maxime Léonard, entretien avec Éric Fournier, « Crosse en l'air et rompons les rangs ! », *CQFD*, n° 185, Marseille, mars 2020.

(7) Depuis la tenue de cet entretien, l'OTAN a révisé sa position. Le 17 août 2023, les États-Unis ont finalement accepté la livraison d'avions américains F-16 par le Danemark et les Pays-Bas.

(8) Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, Marseille, 2014.

(9) Pierre Conesa, *Vendre la guerre. Le complexe militaro-intellectuel*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 2022.

(10) Raphaël Enthoven, X (anciennement Twitter), 28 février 2022.

(11) Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, Paris, 2019.

(12) Bénédicte Chéron, « Le SNU est l'héritier d'une pensée magique née dans les années 1960 », *Le Monde*, 18 juin 2019.

UN RÉARMEMENT SANS AMBITION SOUVERAINE

## d'une France sans boussole

pompier. Ces jeunes, âgés de 15 à 17 ans, effectuent, hors de leur département, un « séjour de cohésion » de douze jours, puis, dans l'année qui suit, une « mission d'intérêt général » pendant douze autres jours, souvent dans un corps en uniforme (près de 50 % des missions en 2021). Un engagement facultatif de trois mois à un an, dans le cadre d'un service civique ou chez les cadets de gendarmerie, constitue la dernière étape.

Le champ du dispositif devrait s'élargir dès mars 2024. M<sup>me</sup> Sarah El Haïry, ancienne secrétaire d'État chargée de la jeunesse et du SNU, a annoncé qu'il s'adresserait dorénavant aux élèves de seconde et de première année de certificat d'aptitude professionnelle (CAP) inscrits dans un établissement volontaire. Le « projet pédagogique » qui se déroulerait sur le temps scolaire permettrait d'« obtenir des points bonus intégrés dans le calcul algorithmique de Parcoursup » (13).

Les organisations de gauche, rassemblées dans deux collectifs, « Non au SNU » et « Jeunesse, citoyenneté, émancipation », s'y opposent. La CGT fustige la « militarisation de la jeunesse » ; le Mouvement national lycéen y voit « un pas de plus dans la casse du code du travail » en pointant ces missions qui « obligeront les jeunes à travailler [gratuitement] sur des postes parfois équivalents à un emploi réel et avec des horaires dépassant sans souci les trente-cinq heures » (14) ; le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU) déplore « que l'école de la République [ne soit] plus le lieu par excellence de la fabrication de la nation », du fait notamment de séjours de cohésion qui empiètent sur le temps éducatif (15). Et toutes, de la Ligue des droits de l'homme (LDH) à EELV, de la Confédération nationale du travail (CNT) à la Libre Pensée, condamnent les « noces barbares » des ministères des armées et de l'éducation nationale (16).

Nœud du resserrement des liens entre l'armée et l'école, le SNU vise à augmenter le nombre de recrues dans l'active et la réserve. Mais il relève aussi, et plus largement, d'une croyance. Dès la fin de la guerre d'Algérie, rappelle l'historienne Bénédicte Chéron, les classes dirigeantes n'ont eu de cesse de vouloir conférer à l'armée un « rôle social » et non plus strictement militaire (17). Au temps des sociétés ingouvernables et de la catastrophe, on envisage plus encore



ALAIN JACQUET. – « Camouflage chapelle Sixtine, la tentation d'Ève », 1962-1963

l'armée comme un recours, la société militaire comme un refuge. Et quand c'est tout le corps social qui est déréglé, survient le succès d'un ancien chef

d'état-major devenu écrivain, d'un légionnaire hissé au rang d'influenceur. Ou l'apparition de pratiques crépusculaires comme le survivalisme.

## Du champ de bataille au « laser game »

LA militarisation de l'espace public signe l'avènement du néolibéralisme autoritaire. La guerre (au terrorisme, aux virus...) s'impose comme un mode de gouvernement. La fusion des élites militaires et économiques s'accélère. L'historien Christophe Charle a montré que, « depuis l'entre-deux-guerres, les cadres supérieurs de l'armée se caractérisent par une forte évasion vers le secteur privé, la plus forte, semble-t-il, de toute la haute fonction publique (18) ». Mais, à l'image des trajectoires de hauts gradés comme M. Pierre de Villiers (chef d'état-major des armées entre 2014 et 2017), M. Denis Favier (directeur général de la

gendarmerie nationale), M. Christophe Gomart (chef du renseignement militaire) ou M. Antoine Creux (inspecteur général des armées), respectivement nommés *senior advisor* du Boston Group Consulting (BCG) et chefs de la sûreté de Total, Unibail-Rodamco-Westfield ainsi que de la Société générale, la reconversion ne se cantonne plus aux seules entreprises d'armement. Un rapport sénatorial indiquait ainsi qu'entre 2018 et 2021 six officiers généraux ont rejoint un cabinet de conseil et cinquante-quatre ont créé le leur (19).

M. Dominique Lucas a passé trente ans dans l'armée de l'air comme pré-

parateur physique et mental. Quand il part à la retraite, il se reconvertisse : « Au début des années 2010, on se suicidait à EDF et à La Poste à cause d'un management, disons, un peu délicat. Je me suis dit que les entreprises auraient des séances de coaching aux cadres dirigeants de Hilton, Vinci Autoroutes ou Levi's. « Ce sont les valeurs que porte l'armée qui séduisent : la franchise, l'humilité, la tradition. Le respect de l'humain, surtout. Et puis, il y a le contexte : une économie hyperconcurrentielle, un combat permanent. Mieux on est préparé, plus on a de chance de s'en sortir. »

La concurrence, M. Lucas y fait face. « Quand j'ai commencé, on n'était pas nombreux à proposer des formations aux managers. Aujourd'hui, ils font tous ça. » Le ministère des armées a vu les bénéfices qu'il pourrait tirer de cette

convergence de vues. « Se rapprocher de la nation, c'est aussi tenter parfois d'en être l'inspiratrice », affirme l'armée de terre, qui se déclare toute disposée à propager « sa philosophie de l'autorité, au-delà de ses propres rangs, à tous ceux qui ont la responsabilité de commander aujourd'hui : chefs d'entreprise et managers, éducateurs et professeurs, personnel d'encadrement professionnel, leaders politiques et bien d'autres » (20).

L'académie militaire de Saint-Cyr Coëtquidan propose à des étudiants de grandes écoles, à ceux qui ont « une âme de manager et souhaiterait développer [leur] leadership », des stages en immersion de six mois. Elle s'adresse aussi à des cadres qui veulent « décider dans l'incertitude », « emmener leurs équipes à développer l'engagement », « sortir de leur zone de confort » (21). Les parties d'airsoft et de laser game entre collègues n'y suffisent visiblement plus. Là-bas, on s'enhardit et on s'adapte, on éprouve sa résilience, on s'instruit pour vaincre : faire son lit au carré, construire un radeau de fortune, marcher à quatre pattes dans un tunnel tout noir. Enrôleurs et enrôlés à la fois, ils repartiront demain à la guerre.

ALLAN POPELARD.

(13) Aude Bariéty et Caroline Beyer, « Le SNU va être intégré en classe de seconde, annonce Sarah El Haïry au Figaro », *Le Figaro*, Paris, 15 juin 2023.

(14) « Retour en douce du service militaire et du contrôle de la jeunesse, le service national universel est le nouveau moyen d'embranchement qu'a trouvé l'État », Mouvement national lycéen, www.mnl-syndicat.fr

(15) « SNU au lycée, généralisation ou obligation ? », 26 février 2023, www.snes.edu

(16) Communiqué du collectif « Non au SNU », 18 juillet 2022.

(17) Bénédicte Chéron, *Le Soldat méconnu. Les Français et leurs armées : état des lieux*, Armand Colin, Paris, 2018.

(18) Christophe Charle, « Le pantouflage en France (vers 1880-vers 1980) », *Les Annales*, n° 42-5, Paris, 1987.

(19) Éliane Assassi, « Un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques », rapport du Sénat fait au nom de la commission d'enquête sur les cabinets de conseil, n° 578, tome I (2021-2022), Paris, 16 mars 2022.

(20) Armée de terre, *Commandement et fraternité, l'exercice de l'autorité dans l'Armée de terre*, Economica, Paris, 2016. Cité par Nicolas Chabut, « Pour un service des officiers hors les murs », *Revue Défense nationale*, 2019, www.defnat.com

(21) Ces citations sont tirées de documents promotionnels publiés par Saint-Cyr et par Seyfco, chargé de la formation continue.

Prochain article : « L'État français au service des industriels de l'armement »

## Rêves de recrue, regrets de déserteur

Le commandant Matthieu Danielou nous reçoit au centre de recrutement et d'information des forces armées de Marseille. « Ici, on recrute plutôt des hommes, plutôt sans diplôme, sportifs. 30 à 40 % viennent des quartiers populaires. Pas mal de Comoriens. Il y en a beaucoup qui poussent la porte parce qu'ils ont besoin d'argent. Quand tu es un jeune, que tu as "bac - 5" et qu'on te propose un temps plein, 1 400 euros net, logé, nourri, blanchi, ça fait réfléchir. Ils viennent pour la gamelle, mais ce n'est pas pour ça qu'ils ne feront pas de bons soldats. La seule chose qui est réhabilitrice, c'est s'ils sont un peu lourds ou s'ils ont des problèmes de dents. Ou s'ils ont des plaques de fer dans les bras, un membre en moins. On ne recrute pas les handicapés. Ce n'est pas de la discrimination, juste du bon sens. Pareil, tireur d'élite, ça attire beaucoup à cause de jeux vidéo et des influenceurs, mais pour ça, il ne faut pas avoir un cognitif faible. Si ça ne câble pas au bon endroit ou si tu as un strabisme, ça ne sert à rien. C'est la règle des 5 C : "C'est Con, mais C'est Comme Ça". » Bon an mal an, indique M. Danielou, « on arrive à pourvoir les seize mille postes. Ce n'est pas autant que McDo, mais on reste quand même l'un des plus gros employeurs du pays ».

En 1965, le général Charles de Gaulle souhaite amorcer la transition vers une armée de métier. Mais en période de plein-emploi, doutant de trouver assez de volontaires, l'état-major l'en dissuade (1). Il faudra attendre que le chômage de masse s'installe dans les années 1990 pour que le projet ressorte des cartons. Le taux de sélectivité reste cependant faible : autour de 1,27 candidat par poste chez les militaires du rang de l'armée de terre en 2021 (2). Du reste, « la proportion des candidats médicalement aptes est passée de 83 % à 76 % entre 2011 et 2016 ». En cause : « Un mode de vie de plus en plus sédentaire, une surconsommation d'écrans susceptible de favoriser surpoids et myopie (3) ». En 2018, *Le Monde* révélait par ailleurs que « sur les dix dernières années, en moyenne 1 810 soldats, presque tous issus de l'armée de terre, ont déserté chaque année (4) ».

« Vous avez compris ce qu'on vous reproche ? La DÉ-SERTION. » Ce jour-là, quatorze affaires sont jugées à la chambre militaire du tribunal judiciaire de Marseille : douze déserteurs. Trois prévenus sont issus du même régiment d'artillerie. M. Lopez, 20 ans, est né à Vénissieux. Après avoir raté un bac S, il s'engage parce qu'il veut « faire des trucs intenses, dormir dehors ». « Quand vous voyez les pubs à la télé, précisez-t-il, les reportages sur YouTube, ça fait rêver. Les trois premiers mois, j'ai kiffé, on a fait des marches de quarante kilomètres, mais une fois dans le régiment les gradés ont commencé à forcer l'activité. On devait frotter les bâtiments jusqu'à quatre heures du matin, sans raison. » M. Lopez se met en arrêt. M. Demouchy, 21 ans, a signé un contrat de cinq ans après l'obtention d'un bac professionnel « métiers de la sécurité » dans le Val-d'Oise. « À l'époque, je fumais des joints, alors mes parents ont eu l'impression que je me prenais enfin en main. » Mais « les cadres n'arrêtaient pas de me dire que j'étais nul. Comme une foudre de négativité. Un jour, je me suis mis en arrêt ». De son côté, M. D. – qui requiert l'anonymat – se met en arrêt après avoir signé un second contrat de cinq ans. « J'avais un bac pro "géomètre". Mais à la Réunion, la vie n'est pas facile. » Lui qui aimait « le sport et le stress » dit avoir « forgé [son] mental » à l'armée. « Le problème, poursuit-il, c'est que je n'étais pas un lécheur. C'est pour ça qu'ils ne m'ont pas donné les missions à Tahiti et en Guyane. »

MM. Lopez, Demouchy et D. écopent d'une peine d'un à trois mois avec sursis. L'un travaille désormais dans les mutuelles, l'autre dans la filière béton. Le troisième, qui apprécie de pouvoir se laisser pousser les cheveux et la barbe, conduit des autolaveuses.

A. P.

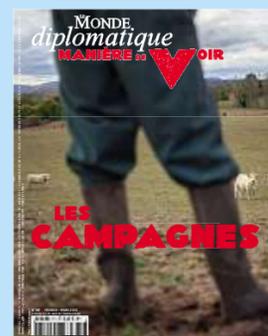
(1) Marius Loris Rodionoff, *Désobéir en guerre d'Algérie. La crise de l'autorité dans l'armée française*, Seuil, Paris, 2023.

(2) Jean-Dominique Merchet, « L'armée rencontre des difficultés inhabituelles de recrutement », *L'Opinion*, Paris, 31 août 2023.

(3) « Recrutement, fidélisation : quelle attractivité des carrières militaires ? », commission des affaires étrangères du Sénat, Paris, non daté, www.senat.fr

(4) Faustine Vincent, « Le temps des déserteurs », *Le Monde*, 17 avril 2018.

## Nos Manière de voir en version numérique



www.monde-diplomatique.fr/boutique

# Une « monnaie » mondiale contre le dollar ?

*Deux défis s'imposent à une grande partie des pays du Sud : dégager des liquidités pour faire face aux urgences sociale et climatique et, depuis la guerre en Ukraine, tenter de se libérer de l'hégémonie du dollar américain. Selon certains économistes, un même outil permettrait de répondre à ces deux préoccupations : les droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international.*

PAR DOMINIQUE PLIHON \*

LE sommet pour « un nouveau pacte financier mondial » qui s'est tenu les 22 et 23 juin 2023 à Paris a souligné le gouffre qui sépare les pays riches des pays du Sud. Tandis que ces derniers ont des besoins de financement massifs pour faire face à une crise climatique qu'ils subissent de plein fouet et dont ils ne sont pas responsables, les premiers se contentent de promesses vagues. Une nouvelle fois, les pays du Sud ont exigé une réforme du système financier international, largement dominé par les États-Unis, et la mise en place de nouveaux instruments leur permettant de financer la transition écologique. Notamment l'utilisation d'un outil conçu par le Fonds monétaire international (FMI), les droits de tirage spéciaux, ou DTS.

Depuis quelque temps, le sigle revient dans les discours officiels. Le 20 janvier dernier, le directeur du département macroéconomie des Nations unies pour l'Afrique, M. Adam Elhiraika, avance la même solution pour subvenir aux besoins du continent africain face aux effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19 (1). Il ne fait que reprendre les propositions de plusieurs experts, de Joseph Stiglitz – ancien économiste en chef de la Banque mondiale et récipiendaire en 2001 du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel – à Mark Weisbrot, du Center for Policy and Economic Research (CEPR). Et si, comme ils le suggèrent, la solution à la crise économique actuelle était déjà là, sous nos yeux ?

Formellement, les DTS sont une ligne de crédit accordée aux pays en fonction de leur quote-part dans le capital du FMI

## « Le meilleur mécanisme au monde »

ADOSSÉE à un panier de devises dont le nombre a varié selon les époques, la valeur des DTS a également évolué dans le temps. Depuis 2016, cinq devises sont prises en compte : le dollar, l'euro, la livre sterling, le yen et le renminbi, sur la base de pondérations distinctes (2). Le principal avantage des DTS résulte de leur neutralité politique en tant qu'instrument de liquidité internationale. En effet, la fourniture de DTS ne dépend pas de la situation de la balance des paiements des États-Unis. Elle fait l'objet d'une gestion multilatérale, sous l'égide du FMI.

En 2009, l'utilisation des DTS reçoit le soutien remarqué du gouverneur de la Banque populaire de Chine, M. Zhou Xiaochuan. Alors que le FMI vient de procéder à la plus importante allocation de son histoire (182,6 milliards de dollars entre 2007 et 2009, contre 9,3 milliards entre 1970 et 1972 et 12,1 milliards entre 1978 et 1981), il voit dans l'institution sise à Washington les prémices d'une banque centrale mondiale capable de gérer la liquidité internationale avec un objectif de stabilité globale des prix. Selon cette vision, les DTS pouvaient être considérés comme une source de liquidités monétaires internationales complémentaires, voire alternatives au dollar. À la même époque, la Chine et les pays émergents exigent du FMI une révision des droits de vote correspondant à leur nouveau poids économique (3).

La même année, le rapport de Stiglitz pour les Nations unies sur « La réforme du système monétaire et financier internatio-

pour compléter les réserves officielles de change des banques centrales. Il s'agit donc d'un instrument à la disposition des États pour financer leurs transactions extérieures. Leur création, en 1969, découle du dysfonctionnement du système monétaire international (SMI) issu des accords de Bretton Woods, en 1944.

À l'époque, les États-Unis imposent leur monnaie comme la « devise-clé » du SMI, un pilier majeur de la « pax americana » qu'ils instaurent après la seconde guerre mondiale. Opposé à cette idée d'étalon-dollar qu'il jugeait irréaliste sur le long terme, l'économiste britannique John Maynard Keynes propose sans succès la création du bancor : une monnaie véritablement internationale.

Très rapidement, le fonctionnement du SMI fondé sur le dollar connaît des ratés, les périodes de pénurie de liquidité alternant avec des périodes d'excès de dollars dans l'économie mondiale. Ce dysfonctionnement s'explique par le « paradoxe de Triffin », selon lequel une monnaie nationale dont la création dépend de la politique du pays émetteur ne peut jouer le rôle de monnaie internationale adaptée au développement des échanges et au financement des balances des paiements des différentes capitales. Or l'une des fonctions du SMI est précisément d'assurer la régulation des liquidités afin de permettre à tous les pays d'avoir accès à ces liquidités en fonction de leurs besoins... Confronté à ce problème, le FMI, garant de la stabilité monétaire, crée les DTS : un nouvel avoir de réserve mondiale capable d'accompagner l'expansion du commerce et des flux financiers, même en cas de pénurie du dollar.

nal après la crise mondiale » présente les DTS comme « le meilleur mécanisme de la liquidité mondiale (4) ». Le document plaide pour des émissions comprises entre 150 et 300 milliards de dollars par an, guidées par trois principes. Les émissions de DTS, indexées sur la croissance du commerce mondial, permettraient d'apporter aux pays membres le surplus annuel nécessaire de réserves de change. Les DTS faciliteraient le financement des pays les moins avancés, en augmentant leurs lignes de crédit au FMI à des conditions avantageuses. Et les émissions auraient un rôle contracyclique : elles seraient plus importantes lorsque la croissance mondiale serait inférieure à son potentiel, le FMI jouant ainsi la fonction de prêteur en dernier ressort des banques centrales. Si le G20 de Londres, en avril 2009, décide en effet d'augmenter les ressources du FMI de 500 milliards de dollars afin que l'institution de Bretton Woods puisse accroître ses prêts, notamment en DTS, aux pays en difficulté face à la crise des *subprime*, la proposition de Stiglitz reste lettre morte.

Une deuxième proposition, lancée lors de la COP21 de Paris en 2015, concerne les « DTS verts », qui seraient utilisés pour abonder le Fonds vert pour le climat géré par l'Organisation des Nations unies et destiné à financer l'adaptation des pays du Sud à la transition énergétique. Les contributeurs en seraient les vingt et un pays – incluant la Chine – responsables de l'essentiel des émissions de gaz à effet de serre (5). Ces derniers transfèreraient au Fonds vert une partie de leurs réserves de change, détenues par le FMI sous forme de DTS. L'utilisation de ces ressources serait décidée par les contributeurs, en toute indépendance par rapport au FMI. Les DTS seraient ainsi utilisés pour assurer

les nécessaires transferts financiers Nord-Sud liés à la transition énergétique. Ce qui serait un moyen de contribuer à apurer une partie de la dette écologique des pays du Nord. Encore faudrait-il, pour que la proposition emporte l'adhésion, que ces derniers reconnaissent leur responsabilité historique dans le dérèglement climatique...

En dépit de son intérêt, le recours aux DTS présente toutefois des limites qui soulèvent une question : constituent-ils la meilleure voie pour réformer le système monétaire international ? Pas nécessairement. D'abord parce que les allocations de DTS sont inégales : les droits ne sont pas attribués à ceux qui en ont le plus besoin, mais en fonction des quotes-parts dans le capital du FMI. De sorte que les pays qui reçoivent le plus de DTS sont... les plus riches. Ensuite car les DTS ne sont pas une véritable monnaie de paiement international. Comme l'indique le FMI, « les DTS ne sont pas une monnaie. Les avoirs en DTS doivent être convertis en devises pour être utilisés comme moyens de paiement ou instruments d'intervention sur les marchés des changes (6) ». Toutefois, une étude du CEPR suggère que la possibilité d'utiliser les DTS pour équilibrer sa balance des paiements permet de réinsérer dans les circuits économiques nationaux des liquidités préalablement bloquées ; de sorte que, si les DTS ne sont pas une « monnaie », ils permettent de « libérer » de la monnaie (7). Troisième voie d'utilisation des DTS proposée au sommet de Paris de juin dernier, mentionné au début de cet article : mobiliser 100 milliards de dollars de DTS pour les pays vulnérables afin notamment de permettre la montée en puissance du nouvel outil du FMI, le Resilience and Sustainability Trust (RST) – un fonds fiduciaire

nationale, indépendante et au-dessus des monnaies nationales, nécessite de remettre en cause la logique de la devise-clé et le rôle dominant du dollar dans le SMI.

Les conditions sont-elles vraiment réunies d'un point de vue politique ? On pourrait être tenté de penser que l'évolution récente du SMI va dans le sens d'un scénario favorable à l'élargissement futur du rôle des DTS. En effet, on est passé à un SMI multipolaire, avec la montée en puissance de l'euro et du renminbi, concurrents du dollar, un phénomène qui

s'inscrit dans la logique des DTS, une « monnaie panier » dont la composition reflète cette multipolarité monétaire. Pourtant, s'il est vrai que le poids du dollar dans le SMI a régressé, le billet vert continue de le dominer. Il s'agit toujours, et de très loin, de la monnaie la plus utilisée dans les transactions de change (44 %, contre 16 % pour l'euro, 8 % pour le yen, et seulement 2 % pour le renminbi en 2019 [8]). L'usage international de la devise chinoise est encore peu développé, la situant au huitième rang, loin derrière le dollar et l'euro.

## Réticences américaines

IL est peu probable, dans ces conditions, que les États-Unis renoncent à leur position dominante. En témoigne leur politique récente de sanctions extraterritoriales à l'égard des pays européens et de la Russie, fondée sur l'utilisation internationale du dollar, et destinée à défendre leurs intérêts stratégiques et commerciaux. En témoigne également leur préférence concernant l'aide aux pays en difficulté : si les États-Unis ont accepté une allocation du FMI équivalant à 650 milliards de dollars de DTS en août 2021, sur fond de crise économique internationale et afin d'approvisionner l'économie mondiale en liquidités et de compléter les réserves officielles des pays membres, ils préfèrent les aides conditionnelles. Notamment les accords dits de « swap » entre banques centrales, qui permettent à celles-ci d'obtenir des liquidités, en particulier en dollars, en échange de leur monnaie nationale. Bénéficier d'un tel privilège implique de « montrer patte blanche » sur le plan géopolitique.

global. Ce nouveau cadre pourrait comporter deux piliers. D'une part, un système de surveillance multilatérale des principaux acteurs de la finance, en particulier des grandes banques dites systémiques qui ont été au cœur de la crise financière mondiale de 2007-2008. Ce système de surveillance existe déjà, il a été institué par le G20 en 2009. D'autre part, un système international de financement en faveur des pays les plus exposés au dérèglement climatique.

Plusieurs initiatives récentes vont déjà dans ce sens, notamment le Fonds vert pour le climat déjà mentionné. Et, dans le cadre de ces nouveaux mécanismes financiers, un élargissement de l'offre de DTS, créés ex nihilo par le FMI, pourrait être décidé. Il s'ensuivrait une double transformation du SMI : d'un côté, les émissions de DTS seraient directement liées aux besoins de liquidités internationales, et ne seraient plus limitées par les



pour la résilience et la durabilité. En tout état de cause, les DTS ne constituent pas un étalon monétaire invariable ; leur valeur est fonction du poids et des cours des monnaies qui composent le panier. Or, pour jouer un rôle d'unité de compte, la monnaie doit avoir une valeur stable. Enfin, la fourniture de liquidités internationales sous forme de DTS demeure contrainte et limitée, notamment parce que le FMI n'est pas une banque centrale dotée du pouvoir de création monétaire.

Pour l'heure, le rôle du grand argentier se limite à redistribuer les ressources financières dont le montant est décidé par les pays membres. Envisager une transformation de ses fonctions implique donc de réformer l'institution. Au moins trois conditions devraient être satisfaites. Une démocratisation du FMI – dominé par les pays avancés et dont la légitimité est contestée – apparaît nécessaire. Or les États-Unis et l'Europe s'y opposent : la révision des droits de vote à laquelle aspiraient la Chine et les pays émergents à la suite de la crise des *subprime* s'est heurtée au veto de fait de Washington. Se pose aussi la question du changement de statut du FMI, qui n'est pas une véritable banque en mesure de créer de la monnaie en fonction des besoins de l'économie mondiale, mais un fonds dont les prêts sont contraints par les décisions des pays membres. En dernier lieu, attribuer aux DTS un rôle de monnaie inter-

L'heure n'étant pas à la coopération, on pourrait imaginer que le SMI continue de se fissurer sous l'effet d'un scénario non coopératif, dont l'une des manifestations serait une « guerre des monnaies ». L'irruption de l'économie numérique et de ses innovations dans le domaine monétaire est susceptible de jouer un rôle important. La Chine a pris de l'avance avec sa monnaie numérique de banque centrale (MNBC) – le e-yuan – mise en place à l'occasion des Jeux olympiques d'hiver de 2022, et dont elle compte se servir pour faire contrepoids à la puissance du dollar, en nouant des liens avec les MNBC d'autres pays partenaires en Afrique et en Asie dans le cadre de sa stratégie des nouvelles routes de la soie (9). De son côté, l'Union européenne a décidé de lancer un projet d'euro numérique à l'horizon 2024. Le rôle international de l'euro en sera facilité. La question de la coexistence de ces MNBC pourrait être au cœur de la transformation à venir du SMI.

Mais une guerre des monnaies porterait préjudice à un grand nombre de pays. Elle nuirait à leur développement du fait d'un risque de fragmentation de l'économie mondiale entre les zones monétaires antagoniques sous l'influence des principales devises. Les problèmes globaux de la planète, à commencer par le dérèglement climatique, imposent de l'éviter et d'accepter de négocier un cadre multilatéral

ressources financières du Fonds, qui deviendrait ainsi le prêteur en dernier ressort du système financier mondial ; de l'autre côté, la logique actuelle du SMI, encore largement dominée par le rôle du dollar, évoluerait. Ce serait une première étape vers une rénovation du SMI qui s'apparenterait aux propositions de Keynes à Bretton Woods.

(1) Busani Bafana, « Africa wants IMF special drawing rights re-allocated to finance its development », AIIAfrica, 20 janvier 2023, www.aiafrica.com

(2) Les pondérations du dollar, de l'euro, du renminbi, du yen et de la livre sterling sont, respectivement, de 41,73 %, 30,93 %, 10,92 %, 8,33 % et 8,09 %.

(3) Lire Renaud Lambert, « FMI, les trois lettres les plus détestées du monde », *Le Monde diplomatique*, juillet 2022.

(4) Joseph Stiglitz, *Pour une vraie réforme du système monétaire et financier international*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2010.

(5) Alain Grandjean et Mireille Martini, *Financer la transition énergétique*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2016.

(6) FMI, « Droit de tirage spécial », www.imf.org

(7) Andrés Arauz, Kevin Cashman et Lara Merling, « Special drawing rights : The right tool to use to respond to the pandemic and other challenges », Center for Policy and Economic Research, avril 2022, https://cepr.net

(8) Données publiées par la Banque des règlements internationaux.

(9) Cf. Michel Aglietta, Guo Bai et Camille Macaire, *La Course à la suprématie monétaire mondiale à l'épreuve de la rivalité sino-américaine*, Odile Jacob, Paris, 2022.

\* Professeur émérite (université Sorbonne Paris Nord) et membre du conseil scientifique de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac).

« LA FIRME EXÉCUTE, ELLE NE FAIT PAS DE POLITIQUE »

# Confessions d'un repentant de McKinsey

On le sait depuis la campagne présidentielle de 2022, un rapport de la Cour des comptes l'a confirmé en juillet dernier : les cabinets de conseil se sont introduits au cœur de l'État, jouissant de généreux contrats sans apporter la preuve de leur efficacité. Aux États-Unis, la pratique existe depuis longtemps, avec des résultats aussi mitigés. Un ancien consultant raconte son histoire, celle d'une imposture financière et morale.

PAR GARRISON LOVELY \*

DURANT l'été 2015, je me suis retrouvé à travailler dans une célèbre prison américaine. J'étais alors stagiaire pour le cabinet de conseil McKinsey & Company et nous étions chargés de faire diminuer les violences à Rikers Island, le plus grand complexe pénitentiaire de New York. À mon arrivée, McKinsey était présent depuis neuf mois sur ce site où la corruption, la violence et le recours à l'isolement régnaient.

En dépit des prétendus efforts de la compagnie, l'usage de la force par les gardiens de cette prison n'a cessé d'augmenter depuis 2016, jusqu'à atteindre en 2020 un niveau qualifié de « record historique » par un agent fédéral chargé de contrôler le pénitencier. Entre 2011 et 2021, la fréquence des coups de couteau s'est accrue de 1000 %. En 2019, le site ProPublica a révélé que McKinsey avait falsifié ses chiffres sur la réduction des violences – ce que le cabinet a démenti (1). En mai 2022, la municipalité de New York a cessé d'utiliser le système de classification des détenus mis au point par nos consultants. Au bout du compte, les services de McKinsey ont coûté 27,5 millions de dollars à la ville, pour de piètres résultats. La firme, elle, a pris son argent, et elle est passée à d'autres projets.

Fondée en 1926, McKinsey est auréolée de prestige. L'entreprise affichait à son dernier 15 milliards de dollars de chiffre d'affaires ; elle comptait plus de 45 000 employés, répartis dans 133 bureaux à travers

\* Journaliste. Une version longue de cet article est parue dans *The Nation*, New York, 18-25 septembre 2023.

le monde. Plus de 3 000 clients ont déjà recouru à ses services, dont la quasi-totalité des 100 plus grandes entreprises de la planète. Mais que fait cette société ? En général, elle déploie des armées de jeunes surdiplômés en manque de sommeil auprès d'organisations, afin de résoudre des « problèmes ». Il s'agit souvent d'entreprises privées, mais aussi d'institutions publiques, d'associations, etc. Si vous êtes patron et que vous hésitez sur l'opportunité de pénétrer un nouveau marché ou de licencier des milliers d'employés, vous pouvez vous tourner vers McKinsey, et en toute discrétion : la firme garde secrète la liste de ses clients et de ses projets.

Pour attirer de jeunes talents, elle prétend offrir la possibilité de « changer le monde » et d'« améliorer des vies ». Aussi naïf que cela puisse paraître, c'est en croyant à ces mots que je suis arrivé chez McKinsey : j'étais enthousiaste à l'idée de participer au changement d'une prison emblématique. Tous les candidats sélectionnés sont emmenés sur leur futur lieu de travail pour un « week-end de célébration ». On est logés dans un hôtel chic ; le vendredi soir, les participants investissent un restaurant luxueux ; les mets sont excellents et le bar est en accès libre. J'étais affecté au bureau de Philadelphie, où les employés ont pour tradition de ridiculiser leurs collègues avec de petits poèmes. Un exemple : « *Et maintenant la date de mariage est fixée / Juste parce que les règles n'étaient pas encore arrivées.* » Chaque nouveau recevait une petite bouteille de champagne. La culture de la boisson était bien implantée au bureau de « Philly ». Les « moments vin » du vendredi soir se prolongeaient en *happy hours* dans des bars alentour, en dîners au restaurant, et finissaient dans des boîtes de nuit à des heures



LEVALET. – « The Block », 2016

avancées. Chez McKinsey, « l'alcoolisme est surreprésenté, mais sous-discuté », plaisantait un collègue.

Après mon stage, j'ai terminé ma dernière année à l'université, et en septembre 2016 j'ai commencé à travailler véritablement pour la firme. En janvier 2017, on m'a proposé un projet dans un service fédéral que je connaissais peu : l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), l'agence de contrôle de l'immigration. Je devais m'occuper de la « gestion des talents » au service des ressources humaines, à Washington. On approchait de la fin du mandat de M. Barack Obama et le sigle « ICE » n'était pas encore précédé de la réputation que M. Donald Trump lui donnerait – quand bien même le premier a expulsé plus de personnes au cours des trois premières années de sa présidence que le second sur la même période (2).

Travailler au siège de l'ICE était irréal. Nous étions presque comme des employés permanents, disposant même d'adresses électroniques au nom de l'agence. Il y avait toutefois des limites : comme je ne bénéficiais pas d'une accréditation m'autorisant à me déplacer seul dans les couloirs, un collègue habilité de McKinsey m'accompagnait à notre bureau. Comme pour le contrat avec Rikers Island, mon équipe devait s'occuper d'une « transformation organisationnelle ». Parmi nos objectifs : « Arrêter plus d'individus à ressources constantes » et « expulser les individus plus rapidement ».

Une fois arrivé dans le bureau Ovale, M. Trump a décidé de rendre expulsables presque tous les immigrés sans papiers. Dans cette optique, il a demandé à l'ICE d'embaucher dix mille agents d'immigration, ce qui aurait presque triplé le nombre

d'employés de l'époque. Tout cela allait dans le sens de l'injonction à « expulser plus rapidement », mais ce changement dans notre mission a troublé notre équipe, dont de nombreux membres avaient participé à la Marche des femmes organisée à Washington le 21 janvier 2017, pour protester contre les propos misogynes et homophobes du président. Lors des repas et des trajets en Uber, nous partagions nos craintes et objections. Dans d'autres contextes, certains se seraient peut-être rebellés ; chez McKinsey, nous avons organisé une visioconférence. Un matin de février, notre équipe s'est ainsi retrouvée au téléphone avec M. Richard Elder, un associé senior chargé des relations avec l'ICE. Il a comparé notre mission à des projets précédents auxquels certains employés du cabinet s'étaient opposés tout en faisant néanmoins leur travail, comme l'« Obamacare », la réforme de l'assurance-maladie de M. Obama. « *La firme exécute, elle ne fait pas de politique* », a-t-il déclaré – un refrain fréquent chez McKinsey.

Mon travail au sein de l'ICE consistait à modéliser l'embauche d'un nombre d'agents suffisant pour se conformer au décret de M. Trump. J'étais terrifié par ce qui arriverait si l'agence finissait par trouver ces dix mille recrutés. Je me souviens d'un consensus au sujet des agents ICE : ils passaient pour les moins compétents de l'administration fédérale. À quel point la situation s'aggraverait-elle si l'agence en venait à baisser encore ses exigences à l'embauche ? J'ai donc appris à me cacher derrière les feuilles de calcul et les diapositives, pour construire des modèles de recrutement dont je redoutais la mise en œuvre.

McKinsey promet à ses consultants qu'ils n'auront pas à travailler pour des clients qu'ils désapprouvent. Le cabinet fait retomber la responsabilité éthique sur les épaules de ses employés, sans risque pour lui : il suffit d'une minorité de consultants disposés à s'occuper d'un projet pour que celui-ci soit mené à bien.

(Texte traduit de l'anglais par Anne Albinet.)

(1) Ian MacDougall, « New York City paid McKinsey millions to stem jail violence. Instead, violence soared », ProPublica, 10 décembre 2019, [www.propublica.org](http://www.propublica.org)

(2) Abigail Hauslohner, « The Trump administration's immigration jails are packed, but deportations are lower than in Obama era », *The Washington Post*, 17 novembre 2019.

LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE

## SEANCE E-CINÉMA

Le 3 octobre, à 21 heures, en direct sur CinéMutins ([www.cinemutins.com](http://www.cinemutins.com)) : « Les pédagogies alternatives sauveront-elles l'école ? ». Avec Laurence De Cock et des extraits de films pour poursuivre la réflexion sur l'école d'hier, d'aujourd'hui et de demain. En partenariat avec Les Mutins de Pangée. (Informations pratiques sur le site de l'association.)

## CINÉ-DÉBAT

Projections de Des idées de génie ?, documentaire de Brice Gravelle, suivies de débats.

Paris. Le 9 octobre, à 20h15, Espace Saint-Michel, en présence de Brice Gravelle et de Danièle Linhart.

Toulouse. Le 17 octobre, à 18 heures, salle du Sénéchal, en présence de Pascal Gassiot.

Montbéliard. Le 25 octobre, à 20h15, au cinéma Le Colisée, en présence de Brice Gravelle.

Lure. Le 30 octobre, à 20h30, au cinéma Espace Méliès, en présence de Brice Gravelle.

## Auvergne-Rhône-Alpes

**GRENOBLE.** Le 12 octobre, à 18h30, à la bibliothèque centre-ville : « Le tournant géopolitique de la guerre en Ukraine », avec Anne-Cécile Robert. ([amd38gre@gmail.com](mailto:amd38gre@gmail.com))

**RHÔNE.** Le 6 octobre, à 18h30, à la Maison des passages à Lyon : « Chili : 50 ans ». Conférences, témoignages et débat, avec Angel Sanhueza, ancien prisonnier politique, Juan Carlos Huichalaf, militant mapuche, et Juana Aguilera, présidente de la Commission éthique contre la torture du Chili. En partenariat avec le Comité Al Sur, Lyon avec le Chili, Visages d'Amérique latine - Radio Canut. Le 12 octobre, à 18 heures, au cinéma Gérard-Philipe à Vénissieux : projection du film *Les Ames perdues*, de Garance Le Caisne et Stéphane Malterre, suivie d'un débat avec Clémence Bectarte. ([catherine.chauvin@wanadoo.fr](mailto:catherine.chauvin@wanadoo.fr))

## Bretagne

**BREST.** Le 4 octobre, à 19 heures, au Grubuge, « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de septembre : « Pourquoi tous ces putschs » d'Anne-Cécile Robert et « Le grand écart de la neutralité autrichienne » de Fabian Scheidler. Le 25 octobre, à 20h15, au même endroit : rencontre avec Sonia Combe pour son article « Peut-on critiquer Israël en Allemagne ? » (avril). ([vibayard@gmail.com](mailto:vibayard@gmail.com))

**QUIMPER.** Le 3 octobre, à 19 heures, au pub Le Ceili (salle du 1<sup>er</sup> étage), « café-Diplo » autour de deux articles : « L'éthique protestante et l'esprit "woke" » de Ian Buruma (septembre) et « Au risque de la catastrophe industrielle » de Benjamin Fernandez (juillet). Le 17 octobre, au même endroit : « café-Diplo » autour de deux articles : « Les pédagogies alternatives sauveront-elles l'école ? » de Laurence De Cock (septembre) et « Effervescence féministe au Proche-Orient » d'Hicham Alaoui (juillet). ([amd29quimper@gmail.com](mailto:amd29quimper@gmail.com))

**RENNES.** Le 10 octobre, à 19 heures, au Café BabaZula : « café-Diplo » autour de l'article « L'éthique protestante et l'esprit "woke" » de Ian Buruma (septembre). ([amd.rennes@gmail.com](mailto:amd.rennes@gmail.com))

## Centre-Val de Loire

**TOURS.** Le 20 octobre, à 20h30, association Jeunesse et Habitat : réunion des Amis et lecteurs de la région et débat sur « La guerre d'Ukraine ». ([pjc.arnaud@orange.fr](mailto:pjc.arnaud@orange.fr))

## Grand Est

**METZ.** Le 12 octobre, à 18h30, petite salle des Coquelicots : « café-Diplo » autour de l'article « Les noces de la guerre et de la vertu » de Christopher Mott (janvier). ([pollmann5@univ-lorraine.fr](mailto:pollmann5@univ-lorraine.fr))

## Hauts-de-France

**FACHES-THUMESNIL.** Le 18 octobre, à 18h30, salle d'honneur de la mairie : « Climat : quel avenir pour le transport aérien ? », avec Aurélien Bigo. ([amd.nord@yahoo.fr](mailto:amd.nord@yahoo.fr))

## Île-de-France

**PARIS.** Le 26 octobre, à 19 heures, aux Amarnes : rencontre avec Laurent Bonelli pour son article « Brutalisation de l'ordre manifestant » (mai). ([amis.diplo.75@gmail.com](mailto:amis.diplo.75@gmail.com))

**YVELINES.** Le 7 octobre, à 17 heures, salle Montgolfier, hôtel de ville de Versailles : rencontre avec Audrey Millet pour son livre *Woke Washing* (Les Pérégrines, 2023). ([eveleveque@wanadoo.fr](mailto:eveleveque@wanadoo.fr))

## Nouvelle-Aquitaine

**GIRONDE.** Le 13 octobre, à 18h30, à la bibliothèque du Haillan : « Enquête sur les mouvements féministes », avec Magali Della-Sudda. Le 18 octobre, à 18h30, à la médiathèque Gabriella-Mistral d'Artigues-près-Bordeaux : « L'évasion fiscale, une fatalité ? », avec Michel Cabannes. Le 24 octobre, à 19h30, au Théâtre Le Levain à Bègles : « café-Diplo ». ([amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com))

**POITIERS.** Le mardi 3 octobre, à 20 heures, au supermarché coopératif Le Baudet : réunion des Amis et lecteurs. Le 19 octobre, à 20 heures, Maison de la Gibauderie : « L'énergie hors de prix : une folie organisée ! », avec Aurélien Bernier. ([dominique.leblanc@wanadoo.fr](mailto:dominique.leblanc@wanadoo.fr))

**SAINT-JUNIEN.** Dans le cadre de la 4<sup>e</sup> édition du festival « Foutez-nous la paix ! », débats avec Anne-Cécile Robert et Pierre Hazan, les 27 et 28 octobre, sur la médiation dans les conflits armés et le rôle des Nations unies. ([danimagnaire@yahoo.fr](mailto:danimagnaire@yahoo.fr))

## Occitanie

**AUDE.** Le 5 octobre, à 18 heures, médiathèque intercommunale de Lézignan-Corbières : « Immigration, rejet et stigmatisation de l'autre », avec Marie-Laure Morin. Le 7 octobre, à 16h30, au Théâtre + Cinéma à Narbonne : « Les échanges interculturels autour du bassin méditerranéen », avec Mounir Anastas ; rencontre suivie, à 18 heures, d'une représentation du spectacle *Entre-là*. Le 10 octobre, à 18 heures : « Les transfuges de classe », avec Grégory Rzepski ; rencontre suivie, à 20 heures, d'une représentation du spectacle *Ma distinction* (réservation obligatoire pour les spectacles, entrée libre pour les conférences). ([contact@amisdipl11.org](mailto:contact@amisdipl11.org))

**MONTPELLIER.** Le 5 octobre, à 18h30, salle Guillaume-de-Nogaret : rencontre avec Sonia Dayan-Herzbrun, autour de l'ouvrage d'Edward Saïd *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident* (Seuil, 2015). ([janimanrobert@wanadoo.fr](mailto:janimanrobert@wanadoo.fr))

**PERPIGNAN.** Les AMD 66 se réunissent chaque troisième jeudi du mois, à 19h15, au Casal de Perpinyà, pour discuter du dernier numéro du *Monde diplomatique*. ([amisdipl066@gmail.com](mailto:amisdipl066@gmail.com))

**TOULOUSE.** Le 18 octobre, à 18 heures, à l'« N7 » : « Grandes écoles, contester, bifurquer », table ronde avec Madeleine d'Arrentières, Héléne Delmas, Benoît Halgand et Victor Lebeau. Le 28 octobre, à 17 heures, à la librairie Ombres blanches, rencontre avec Jean-François Simonin pour son livre *Esquisse d'une stratégie de l'espérance* (Libre et Solidaire, 2023). ([jpcremoux@orange.fr](mailto:jpcremoux@orange.fr))

## Pays de la Loire

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 7 octobre, à 10 heures, au Champ libre, « café-Diplo » autour de trois articles du numéro de septembre : « L'éthique protestante et l'esprit "woke" » de Ian Buruma, « Singapour, l'envers d'un décor futuriste » de Martine Bulard et « Pourquoi tous ces putschs » d'Anne-Cécile Robert. ([michel-mercel54@laposte.net](mailto:michel-mercel54@laposte.net))

**NANTES.** Le 19 octobre, à 19 heures, au Café Le Flesselles, « café-Diplo » autour de quatre articles du numéro de septembre : « Comment assurer une mort digne pour tous » de Philippe Descamps, « Des céréales ukrainiennes au goût

amer » de Corentin Léotard, « L'émeute, entre jacquerie et carnaval » de Loïc Wacquant et « L'éthique protestante et l'esprit "woke" » de Ian Buruma. ([claudie.desfosses@orange.fr](mailto:claudie.desfosses@orange.fr))

## Provence-Alpes-Côte d'Azur

**AIX-EN-PROVENCE.** Le 19 octobre, à 20h30, au théâtre de la Maison des jeunes et de la culture Jacques-Prévert : projection du film *Premières Urgences*, d'Éric Guéret, suivie d'un débat avec un cadre hospitalier. Le 21 octobre, au même endroit, « Comment l'industrie pharmaceutique vide les caisses de la Sécurité sociale », avec Rozenn Le Saint. À 14 heures, projection du documentaire *Médicaments, les profits de la pénurie*, de Rozenn Le Saint, et à 15 heures, discussions autour de son livre *Chantage sur ordonnance*. ([d.brueat@orange.fr](mailto:d.brueat@orange.fr))

**AVIGNON.** Le 24 octobre, à 18h30, au Fenouil à vapeur : « La Russie et le nouveau (dés)ordre mondial », avec David Teurtrie. ([hal-lavallee@gmail.com](mailto:hal-lavallee@gmail.com))

**NICE.** Le 12 octobre, à 19h45, Chez Pauline : « café-Diplo » autour de l'article de Ian Buruma « L'éthique protestante et l'esprit "woke" » (septembre). ([diplo@geller-conseil.eu](mailto:diplo@geller-conseil.eu))

**SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME.** Le 12 octobre, à 20 heures, au cinémaAzur : projection du film de Jean-Pierre Bloc *Par la fenêtre ou par la porte*, suivie d'un débat. ([pierre.arnoult@lilo.org](mailto:pierre.arnoult@lilo.org))

## Hors de France

**GENÈVE.** Le 10 octobre, à 18h30, à la Maison des associations : « café-Diplo » autour de deux articles du numéro de septembre : « Pourquoi tous ces putschs » d'Anne-Cécile Robert et « Chanter le fantastique social » de Gilles Costaz. ([gardondenis@gmail.com](mailto:gardondenis@gmail.com))

**BRUXELLES.** Le 26 octobre, à 19 heures, à La Vieille Chéchettes à Saint-Gilles : débat autour d'articles du numéro d'octobre. ([amd.belgique@gmail.com](mailto:amd.belgique@gmail.com))

**LUXEMBOURG.** Le 19 octobre, à 18h15, au Casino syndical de Bonnevoie (salle 103) : soirée-discussion autour de l'article d'Anne-Cécile Robert « Pourquoi tous ces putschs » (septembre). ([amdluxembourg@gmail.com](mailto:amdluxembourg@gmail.com))



## SOCIÉTÉ

**DANS LA TÊTE DU MÉDECIN.** – Monique Horwitz-Guérin

Gallimard, Paris, 2023, 260 pages, 21 euros.

Tout malade souhaiterait se retrouver devant un médecin de cette humanité-là, un médecin qui s'interroge, partage, dit l'indicible parfois, qui apaise et même accompagne. Monique Horwitz-Guérin, qui exerce depuis quarante ans, est de ceux-là. Elle a découpé sa vie professionnelle en douze verbes comme autant de chapitres : « Débuter », « Respecter », « Prescrire », « Se tromper », « Finir », « Espérer », etc. Elle donne ainsi à comprendre le rapport avec le patient qui autorise cet « accès à l'intime » physique ou psychique, même « quand il ne vous connaît pas », et qui n'existe dans aucune autre relation. Elle rappelle ses tout débuts, quand elle ignorait encore la (bonne) distance à respecter entre elle et son interlocuteur ; sa découverte des violences à l'encontre des femmes qui se déroulent dans tous les milieux, y compris huppés ; ces moments où il faut annoncer le pire, ou ceux où il est (il serait) nécessaire d'accompagner le patient en fin de vie... Elle n'évacue aucune question, mais n'assène rien : elle chemine dans les recoins de son métier, avec tendresse et humour, multipliant les anecdotes pour mieux bousculer les idées toutes faites.

MARTINE BULARD

**EUROPE 1. De la singularité au déclin (1955-2022).** – Denis Maréchal

Le Bord de l'eau, Lormont, 2023, 272 pages, 22 euros.

La récente extrême-droïtisation d'Europe 1, radio généraliste contrôlée par le groupe Vivendi, s'inscrit dans une certaine continuité. « De Charles Michelson à Sylvain Floirat, puis de la famille Lagardère père et fils à Vincent Bolloré aujourd'hui, les hommes d'affaires ont été partie prenante bien au-delà de l'actionnariat », rappelle l'historien Denis Maréchal. Parallèlement, le pouvoir politique a constamment influencé sa ligne éditoriale.

En 1974, le directeur de la rédaction était « débarqué » à la demande du chef de l'État, alors actionnaire majoritaire par le biais d'une entreprise publique, la Sofirad : Valéry Giscard d'Estaing lui reprochait son « persiflage ». Toujours plus à droite, Europe 1 fut surnommée « radio Sarko » durant le quinquennat de M. Nicolas Sarkozy. Quant à l'actuel propriétaire, il s'inspirerait de la croisade ultraconservatrice de M. Rupert Murdoch. Ce que ce dernier « entreprit aux États-Unis dès 1996 avec Fox News et le New York Post notamment, Vincent Bolloré en a tout simplement dupliqué le modèle deux décennies plus tard en France avec CNews et Europe 1 ».

DAVID GARCIA

**PEINES MINEURES.** – Sonia Chiambretto

L'Arche, Montreuil, 2023, 108 pages, 14,50 euros.

Depuis une dizaine d'années, Sonia Chiambretto transpose sous forme théâtrale ce qu'elle voit, sait et ressent d'une jeunesse dite délinquante broyée par la misère et la répression, en France et ailleurs. Elle le fait avec succès, ses textes étant joués dans le circuit professionnel (Théâtre du Rond-Point à Paris, Festival d'Avignon). Mixant les mots parlés et son propre langage, disant écrire des « langues françaises étrangères », elle fait défilé, dans *Peines mineures*, une galerie de très jeunes filles (entre 13 et 16 ans) qui, parfois dans la dépendance des drogues, toujours désespérées, se débattent face à un entourage plus oppressant que bienveillant.

Chaque scène est un cri et un coup de poing : en quelques phrases, le malheur et le refus des conventions sociales sont martelés dans la tristesse d'une humanité laminée. Une structure en séquences, portée par une écriture simultanément sèche et tendre, permet à Chiambretto de les représenter libres et entre les murs d'un « centre éducatif ». Elle fait aussi surgir en parallèle la rééducation telle que la pratiquait un institut religieux en 1957 – guère de progrès depuis, semble-t-elle suggérer.

GILLES COSTAZ

**L'INDUSTRIE DU COMPLICITÉ.** Réseaux sociaux, mensonges d'État et destruction du vivant. – Matthieu Amiech

La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax, 2023, 211 pages, 18 euros.

Coauteur du *Cauchemar de Don Quichotte* (2004), l'auteur analyse ici le complotisme, désormais omniprésent, comme un « épouvantail au service des classes dirigeantes » en même temps que signe de la « misère de la contestation sociale » et s'interroge sur les sous-bassements objectifs de son essor. Il les voit tout d'abord dans « les mensonges sur les nuisances de l'industrie », dont le scandale de l'amiante reste le plus représentatif, ensuite dans le fait que le futur nous paraît sans avenir (krach économique, crise climatique, leurre de la transition énergétique, etc.). Le vrai danger, pour lui, réside dans le système de domination qui se profile avec la numérisation de la société, avec toutes les conséquences mortifères qu'elle comporte.

Convaincant sur les bases du développement du complotisme dans les sociétés occidentales, il l'est moins quand il évoque ce qui lui paraît un éventuel bon côté du phénomène, qui porterait une sorte de critique sociale incomplète ou inachevée : il oublie de mentionner une autre de ses origines – la stratégie d'États dictatoriaux.

CHARLES JACQUIER

## AMÉRIQUES

**BIRCHERS. How the John Birch Society Radicalized the American Right.** – Matthew Dallek

Basic Books, New York, 2023, 384 pages, 32 dollars.

La John Birch Society a vu le jour en 1958 lors d'une réunion secrète d'une douzaine d'hommes d'affaires farouchement opposés au New Deal et au mouvement pour les droits civiques. Pétri de moralisme religieux, de racisme et d'antisémitisme, ce groupe, dans la tradition américaine du « style paranoïaque », était convaincu que la classe politique américaine était infiltrée par l'Internationale communiste. Ne faisant pas dans la nuance, il affirmait que le président Dwight Eisenhower lui-même en était un agent stipendié... Le Parti républicain avait longtemps tenu à distance ce mouvement, même si certains de ses membres influents – comme le journaliste Patrick Buchanan ou M<sup>me</sup> Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska et candidate à la vice-présidence en 2008 – partageaient ses sensibilités. À force de persistance et d'entrisme, l'influence des « Birchers » s'est renforcée au sein du parti. Radicalisé après la crise de 2008, ce dernier a fini par leur ouvrir ses portes.

IBRAHIM WARDE

**SERVANTS OF THE DAMNED. Giant Law Firms, Donald Trump, and the Corruption of Justice.** – David Enrich

Mariner Books, Boston, 2022, 375 pages, 32,50 dollars.

En 1973, le cabinet d'avocats Jones Day refusait d'avoir pour client le président Richard Nixon, jugé trop retors. Aujourd'hui il compte 2 400 avocats dans 42 pays et n'a plus de tels scrupules. La trajectoire de l'entreprise, créée au XIX<sup>e</sup> siècle à Cleveland, dans l'Ohio, reflète l'évolution et les dévoiements du droit : une profession autrefois régie par des principes déontologiques s'est transformée en un business soucieux avant tout de maximiser ses profits. Pugnace, guidé par le principe selon lequel la fin justifie les moyens, Jones Day défend bec et ongles des clients (en particulier dans les domaines du pétrole, du charbon, du tabac ou des armes à feu) parfois peu recommandables mais toujours puissants. Depuis son entrée en politique en 2015, M. Donald Trump prend pour avocat M. Don McGahn, l'un des partenaires de Jones Day, également membre de la Federalist Society, un groupe de juristes ultraconservateurs. Président, il tiendra sa promesse de ne nommer que des juges présélectionnés par cette organisation. Le grand virage à droite de la Cour suprême est alors entamé.

I. W.

## ASIE

**L'ENFER DU REGARD. Une sociologie du vivre jusqu'à consommation.** – Mita Munesuke

CNRS Éditions, Paris, 2023, 157 pages, 22 euros.

Grand penseur du désenchantement du monde et de la société de masse, Mita Munesuke (1937-2022) occupe une place centrale dans le paysage intellectuel japonais. Père de ce qu'il nommera la sociologie de l'« effervescence existentielle », il envisage la réalité comme l'« entrelacement inextricable des relations tissées par des individus ». Dans *L'enfer du regard*, il s'intéresse à une série de meurtres commis par un jeune homme de 20 ans en 1968. Selon lui, ce fait divers est la résultante de la « dépossession de soi » à laquelle sont confrontés les adolescents des grandes villes. Il en pousse l'analyse, en l'associant à l'émergence de la famille nucléaire et au délitement des liens sociaux, dans l'autre texte du recueil : *Les Chants de la nouvelle nostalgie* (publié initialement en 1965), où il s'appuie aussi bien sur l'interprétation des statistiques que sur des chansons populaires.

EMIL PACHA VALENCIA

## PROCHE-ORIENT

**UN PRINTEMPS SANS LE PEUPLE. Une histoire arabe usurpée.** – Saber Mansouri

Passés composés, Paris, 2022, 224 pages, 20 euros.

Hâtivement qualifiée de miracle politique, la « révolution du jasmin » (2010-2011) s'est déroulée à huis clos sans que le peuple tunisien n'ait son mot à dire, martèle Saber Mansouri, docteur en histoire. Dressant un inventaire critique de la transition démocratique, il affirme que cet événement a accouché d'un monstre. En témoigne la fracture qui sépare l'image idyllique d'une révolution aux lendemains qui chantent et un peuple ignoré en détresse sociale. Épris de culture grecque, l'auteur note l'absence d'une sémantique arabe appropriée pour nommer les bouleversements en cours. Et remarque que les élites répètent les erreurs du passé en égrenant des concepts empruntés à l'Occident. Il dépeint le tapis de l'histoire de son pays natal, explique la révolution de 2011 par le « moment Ben Ali » et le « moment Bourguiba », rappelle le protectorat français établi en 1881 en le mettant en relation avec la colonie de peuplement qu'était l'Algérie. La « révolution du jasmin » aura été un mouvement éphémère sur lequel aurait eu un fort impact la chute de Mouammar Kadhafi et la descente aux enfers de la Libye, poumon économique d'une Tunisie aux ressources limitées.

TIGRANE YÉGAVIAN

## EUROPE

**NÜDEM DURAK. Sur la terre du Kurdistan.** – Joseph Andras

Ici-bas, Toulouse, 2023, 256 pages, 22 euros.

Détenue depuis 2015, à tout juste 22 ans, la chanteuse et musicienne kurde Nüdem Durak a été condamnée à dix-neuf ans de prison pour « propagande terroriste » et une supposée appartenance au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une accusation qui permet au président turc d'embaïster ses opposants. Après avoir médiatisé sa situation et la campagne internationale pour sa libération, ainsi que celle de tous les prisonniers politiques en Turquie, l'écrivain Joseph Andras a mené, durant quatre ans, une minutieuse enquête de terrain pour reconstituer le parcours de la jeune artiste et l'histoire de la lutte kurde. Avec ses écrits de prison, il compose un requiem à deux voix qui donne la mesure des souffrances de ce peuple, éclaté entre Turquie, Syrie, Irak et Iran, mais aussi de son obstination et de son combat. On est saisi par la puissance d'interpellation des deux écritures fusionnant et se répondant, livrées dans un souffle aussi poétique que politique.

MARINA DA SILVA

**TAKSIM! Chypre divisée, 1964-2005.** – Étienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux

Presses de l'Inalco, Paris, 2023, 268 pages, 21 euros.

Les historiens Étienne Copeaux et Claire Mauss-Copeaux avaient réalisé une enquête de terrain à Chypre, indépendante depuis 1960 et divisée (*taksim* signifie partition) depuis 1974 avec l'invasion turque. Initialement publiée en 2005, elle demeure éclairante. Ils tentent de décrypter l'agressivité des mouvements nationalistes turcs fomentés par Ankara et comment ces derniers ont suscité des affrontements interethniques conduisant à la séparation des communautés hellénophones et turcophones. En 1974, un tiers des Chypriotes ont subi un exode forcé. Le tissu social ne s'en est jamais remis. Si la tragédie des Chypriotes grecs a été mise en lumière par plusieurs ouvrages en langue française, il manquait une étude sur leurs compatriotes turcs. Ce travail a également le mérite de montrer les dommages causés par l'instrumentalisation du fait religieux.

T. Y.

## Visions, suspense et vibrations

Écoutez-moi jusqu'à la fin de Tess Gunty

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Jacques Mailhos, Gallmeister, Paris, 2023, 547 pages, 26,60 euros.

EN novembre 2022, son nom a surgi au milieu d'une liste très resserrée, celle des lauréats à peine trentenaires du National Book Award, une des deux récompenses littéraires les plus prestigieuses aux États-Unis. Tess Gunty s'est alors inscrite à la suite notamment de Philip Roth (en 1960) ou de Joyce Carol Oates (1970). Elle avait 29 ans, et frappait un grand coup avec *The Rabbit Hutch*, son tout premier roman.

Écoutez-moi jusqu'à la fin (titre de la version française) surprend dès sa première phrase : « Par un soir de chaleur dans l'appartement C4, Blandine Watkins sort de son corps. Elle n'a que dix-huit ans, elle a passé l'essentiel de sa vie à souhaiter que ça se produise. » On saura très vite qu'un homme « cambriolé son corps quand elle avait quatorze ans ». Et que depuis, elle est désespérée, mais surtout désireuse de se venger. Pour l'heure, donc, elle sort de son corps...

Pour expliquer ce phénomène, le roman va retracer les mois précédents de la vie de Blandine, qui a choisi de changer son prénom, Tiffany, pour celui d'une sainte et martyre. On s'immerge dans Vacca Vale, petite ville (fictive) de l'Indiana frappée par la désindustrialisation. Où les crimes se multiplient. Et où les lapins prolifèrent, plus nombreux que les habitants. Ballottée de famille d'accueil en famille d'accueil, cette orpheline à l'étrange beauté comme « fantômisée » et aux penchants mystiques avait trouvé là une colocation avec trois jeunes post-ados aussi paumés. Elle va habiter la Lapinière, un ensemble de logements sociaux délabrés surnommé « le Clapier » (*the Rabbit Hutch*), dont les vieux murs laissent filtrer les bruits des voisins. La vie des uns devient la vie des autres. C'est d'ailleurs pourquoi le Clapier devient vite l'épicentre de l'histoire – et *The Rabbit Hutch* le titre original du roman. Passé le premier chapitre, le récit devient un puzzle. Digressions, retours en arrière, dessins même...

Pour raconter les jours précédant l'événement, le récit bifurque vers les voisins, devenant une ronde de portraits, racontant des chômeurs, des déclassés, des étudiants à la ramasse, des retraités. Bientôt, la ronde s'élargit et montre d'autres quartiers de cette ville de l'« Amérique du milieu », d'autres personnages, gens du cru ou seulement de passage. La plupart ne sont pas dans cette ronde par hasard. S'enlaçant entre eux, ces portraits racontent Blandine, sa vie, sa damnation, et le fil en revient toujours à elle. Réalisme cru, ironie, provocation, empathie, chacun d'eux fonctionne comme une microfiction, une nouvelle, autonome, mais qui éclaire cependant toute l'histoire. Celle-ci prend progressivement une densité saisissante.

Car cette farandole d'acteurs, majeurs ou secondaires, permet d'évoquer des bigots, des athées, des jeunes féministes et de vieux conservateurs. De traiter de la surconsommation, des végans ou des « viandards », des pro ou antiavortement, de l'écologie, des sites pornographiques, des réseaux sociaux, du système capitaliste, etc. Réflexion sociale critique, qui propose aussi des pistes pour répondre à la grande question : qui est Blandine, qui a « cambriolé son corps », et pourquoi ce moment de crise mystique ?

Elle-même native de l'Indiana, et de la (vraie) ville de South Bend, Tess Gunty a surgi avec une voix inoubliable. Aussi inoubliable que son héroïne.

HUBERT ARTUS.

## HISTOIRE

## Reconnaître les tragédies

COMMENT promouvoir une conception de la mémoire non concurrentielle ? La reconnaissance des crimes coloniaux ou la relation entre la Shoah et la Nakba – l'expulsion des Palestiniens de leur terre et de leurs maisons au lendemain de la création de l'État d'Israël en 1948 – remettraient-elles en cause la singularité du génocide juif ?

La thèse de la singularité, rappelle la philosophe américaine Susan Neiman, avait constitué en 1986 une réponse à la tentative de l'historien ouest-allemand Ernst Nolte de relativiser l'entreprise exterminatrice nazie. Il ne s'agissait pas d'une « définition métaphysique ». En mettant un signe d'équivalence entre la Shoah et les crimes du communisme, Nolte avait déclenché un débat entre historiens (*Historikerstreit*). C'est cependant sa thèse qui l'a finalement emporté, note Neiman, dès lors qu'on ne cesse en Allemagne de mettre sur le même plan le régime nazi et le régime est-allemand, tous deux appelés « dictatures », sans que personne ou presque ne s'en émeuve (1)...

Trente-cinq ans plus tard, l'inscription dans la politique mémorielle des crimes coloniaux qui n'ont pas, ou peu, de place dans l'histoire nationale a provoqué un second *Historikerstreit*, auquel contribue le livre de Charlotte Wiedemann (2). Empire colonial

tarde, l'Allemagne a du mal à prendre en compte ses propres crimes. Alors que les trois quarts de la population herero furent exterminés en Namibie entre 1904 et 1908, pas un seul monument ou musée ne commémore ce génocide, guère présent par ailleurs dans l'historiographie allemande. Journaliste-reportrice, Wiedemann a sillonné toutes les « terres de sang » de la domination coloniale, de la Malaisie à la Tanzanie en passant par le Cambodge. « Nous devons », écrit-elle à l'issue de ses investigations, *maintenir la Shoah au centre de nos responsabilités. Mais ceux qui l'utilisent pour minimiser la souffrance des autres n'ont rien compris à ses enseignements.* »

De leur côté, deux chercheurs israéliens, Bashir Bashir et Amos Goldberg, ont réuni il y a quelques années une quinzaine de contributeurs autour du lien entre le génocide juif et la Nakba (3). S'il n'explique pas tout, le lien temporel est évident : la tragédie palestinienne s'inscrit dans le sillage – si ce n'est comme conséquence, les avis divergent sur ce point – de la tragédie juive. Certes, ainsi que l'énonça jadis Edward Said, cité dans la préface par l'écrivain libanais Elias Khoury et dans la postface par l'universitaire britannique Jacqueline Rose, on ne saurait comparer « une extermination massive avec une dépossession massive ». Mais ce n'est pas pour autant que le traumatisme subi par les Palestiniens, dépossédés de leur

terre par les sionistes, doit faire l'objet d'un déni de reconnaissance. Pourquoi refuse-t-on en Israël le droit aux Palestiniens de commémorer leur tragédie ? La question a d'autant plus d'acuité que la Nakba n'a pas cessé et qu'elle continue dans les colonies.

On trouve dans ce recueil des travaux d'historiens comme des récits personnels, des textes littéraires ou des poèmes, qui font le lien entre le génocide juif et la Nakba. Ainsi l'analyse d'un des plus célèbres poèmes d'Abba Kovner, ce survivant du ghetto de Vilna, qui esquisse un parallèle entre la conquête israélienne de la ville de Beer Sheva en octobre 1948 et l'attaque allemande sur Guernica en 1937. Ce premier livre où des intellectuels juifs et arabes abordent ensemble la question a été traduit en italien et en japonais, mais pas encore en français ni en allemand.

SONIA COMBE.

(1) Susan Neiman et Michael Wildt (sous la dir. de), *Historiker streiten. Gewalt und Holocaust – die Debatte*, Propyläen, Berlin, 2022, 370 pages, 26 euros.

(2) Charlotte Wiedemann, *Den Schmerz der Anderen begreifen. Holocaust und Weltgedächtnis*, Propyläen, 2022, 288 pages, 22 euros.

(3) Bashir Bashir et Amos Goldberg (sous la dir. de), *The Holocaust and the Nakba. A New Grammar of Trauma and History*, Columbia University Press, New York, 2019.



## DU MONDE

## Infréquentables. Mais toniques

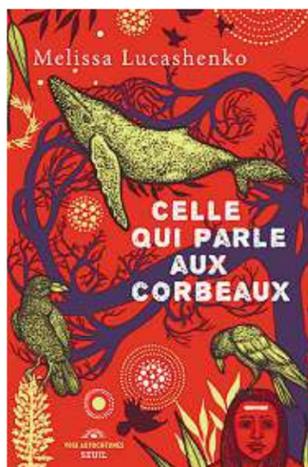
*Celle qui parle aux corbeaux*  
de Melissa Lucashenko

Traduit de l'anglais (Australie)  
par David Fauquemberg,  
Seuil, Paris, 2023, 427 pages, 23 euros.

**D**ès l'abord elle prévient : «*Les membres de ma famille élargie ont subi au moins une fois dans leur vie la plupart des faits de violence évoqués dans ces pages*», et elle ajoute que le reste est tiré «*soit d'archives historiques, soit de l'histoire orale aborigène*». Elle cite aussi son arrière-grand-mère, arrêtée en 1907 pour avoir tiré sur l'homme qui tentait de la violer et pour qui elle n'était qu'une «*traînée aborigène*» dont il pouvait faire ce qu'il voulait. L'«*Abo*» regrettait bien de l'avoir manqué d'ailleurs...

Melissa Lucashenko est née en 1967, d'une mère de la nation Bundjalung, de la Nouvelle-Galles du Sud, sur la côte est de l'Australie, et d'un père d'origine européenne. La violence qui parcourt son livre semble avoir imprégné sa vie et celle de ses proches. Tout comme celle de sa flamboyante héroïne, Kerry Salter, motarde et rebelle, soupçonnée d'avoir participé à un cambriolage. Sa compagne n'a pas réussi à éviter la prison. Elle, elle monte sur sa Harley, fonce au chevet de son grand-père mourant et retrouve Durrongo, la triste bourgade qui l'a vue naître. Elle y découvre que sa terre natale est menacée justement par la construction... d'une prison. Son engagement contre ce projet va la replonger dans les complications familiales, aussi remuantes que perturbantes.

On pourrait, à s'en tenir à ce résumé, s'attendre à lire un constat social mâtiné de luttes écologiques, une sorte de *Norma Rae* (1) au pays des Aborigènes. Mais ce serait compter sans l'iconoclaste talent de Lucashenko. La voix de Kelly est éclatante de vie, d'énergie, d'humour noir. Les personnages, la mère tireuse de cartes, le frère alcoolique, le grand-père souvent odieux, sont tous des caractères pour



le moins hors normes. C'est presque *Affreux, sales et méchants* dans le bush. Il y a des rebondissements, des trahisons, des disparus qui réapparaissent, des secrets de famille, et une effervescence gaillarde.

Si le racisme a tissé leurs vies (le patriarcat agonisant fut jadis arraché à sa famille pour être intégré de force dans une mission blanche selon la politique d'assimilation des Aborigènes dans les années 1950), s'il est toujours là en toile de fond, il n'est pas l'objet de dénonciations appuyées. Lucashenko préfère laisser parler la vitalité de ses héros et refuser l'angélisme. Elle ne leur cherche pas d'excuses, et ne défend pas des personnages qui ne sont pas toujours défendables. La langue est directe, proche de l'oral, truffée d'argot et de mots bundjalung, non traduits. On sent aussi frémir le bush, ses paysages infinis, ses dangers latents.

Lauréat du prestigieux prix littéraire Miles Franklin en 2019, ce roman, le sixième de Lucashenko, mais le premier à être traduit, est le deuxième titre de la jeune collection «*Voix autochtones*», dont l'objectif est précisément, selon ses responsables, de faire connaître des romans écrits par des écrivains issus de peuples premiers, c'est-à-dire, selon la définition des Nations unies, des peuples qui ont été spoliés de leurs terres. Un mouvement déjà engagé (en France, on peut citer, entre autres, les éditions Dépayssage), qui trouve ici une remarquable illustration.

HUBERT PROLONGEAU.

(1) Un film de Martin Ritt (1979), souvent considéré comme représentatif du cinéma social américain.

## IDÉES

## Comment penser la couleur ?

**L**e Franco-Canadien Hervé Fischer, dans son précédent essai, sociologue et artiste, analysait l'évolution historique de la codification des couleurs en Occident. Il montrait comment leur langage visuel contribue à exprimer et à faire respecter l'ordre social voulu par les élites religieuses, politiques, économiques, établissant ainsi les bases de ses «*lois socio-chromatiques*», qui mettent en rapport des relations d'homologie entre structures sociales et systèmes chromatiques (1). «*Lorsqu'il y a des tensions dans l'ordre social, il y a des contradictions dans l'ordre chromatique*». Et quand à l'inverse ce dernier est très «*affirmé ou se rigidifie (primitivisme religieux du Moyen Âge par exemple)*», on constate que «*l'idéologie sociale est extrêmement réglementée (autoritarisme féodal, religieux...)*». Pourtant, bien que ce soit les «*sociétés humaines qui décident diversement du langage idéologique des couleurs, et non pas la nature ou la physique*

*optique qui l'imposerait universellement*», la société est «*le seul paramètre qu'aucune théorie de la couleur n'a jamais considéré*».

Pour être indispensable, une lecture sociohistorique des couleurs ne saurait tout expliciter. Si elles peuvent être décryptées sous le prisme des usages qu'en font les sociétés, chacune rationalisant les couleurs selon l'ordre qu'elle entend promouvoir, celles-ci gardent une part irrationnelle (le rouge attire, le bleu repousse), irréductible à tout enrôlement social. Car ces «*énergies lumineuses*» nous restent en grande partie mystérieuses. En témoignent les multiples questions qui traversent les siècles, que Fischer aborde dans *Mythanalyse de la couleur*, qui vient poursuivre sa réflexion (2). Qu'est-ce que la couleur ? D'où vient-elle ? Où est elle ? Dans la décomposition de la lumière (Isaac Newton) ? Dans l'œil (Johann Wolfgang von Goethe) ?

Les objets (le chimiste Michel-Eugène Chevreul) ? Le cerveau (Edwin Land) ? Dans les hypothèses nourrissant les discours psychomystiques des artistes (Paul Klee, Vincent Van Gogh...) ? Ou dans ces mythes qui surplombent «*nos théories philosophiques, théologiques et scientifiques*» et nourrissent nos grands récits collectifs ? Qu'est-ce qui fait que le blanc peut être le symbole de la virginité en Occident et du deuil en Chine... ? Ce à quoi invite Fischer, c'est à une ambitieuse sociologie de nos imaginaires. Sans oublier que savoir, c'est aussi «*découvrir ce qui a de la saveur*» ; ce qui peut avoir par exemple comme le goût d'un souvenir d'enfance et rappeler, à l'instar des sels d'argent qui révèlent les couleurs, une mémoire sensorielle, inconsciente mais déterminante dans nos lectures chromatiques...

«*Tant qu'on n'a pas encore pensé le gris, on n'est pas un philosophe*». Cet aphorisme aux allures de défi, le philosophe allemand Peter Sloterdijk le fait sien à partir d'une réflexion de Paul Cézanne : «*On n'est pas un peintre tant qu'on n'a pas peint un gris*». Pourquoi, s'interroge l'essayiste, cette couleur terne, neutre comme le béton, sans grande force d'attraction pour n'avoir pas su trancher entre le noir et le blanc, pourrait-elle faire l'objet d'une «*mission de pensée essentielle*» ? C'est tout l'objet de *Gris*, mené à grands traits de digressions érudites (3). Parce que le gris est source d'ambivalence. «*C'est l'inclusion de la clarté dans l'obscurité*» ; c'est aussi la couleur du compromis. De ces blancs et noirs qui font des concessions réciproques jusqu'à se déclinier en d'innombrables dégradés de gris, seuls à donner au «*noir et blanc*» photographique cette palette du sensible qui le rend lisible. Convoquant philosophes, de Platon à Martin Heidegger, écrivains (Franz Kafka, Thomas Mann, Cormac McCarthy...), religieux et politiques (n'oublions pas le cardinal de Richelieu et son «*éminence grise*», le père Joseph, l'influent conseiller sous sa robe de bure gris foncé, couleur qui siéra à la bureaucratie), c'est à un virevoltant tour d'horizon d'un gris sans grisaille que nous convie Sloterdijk.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) Hervé Fischer, *Les Couleurs de l'Occident, de la préhistoire au XXI<sup>e</sup> siècle*, Gallimard, Paris, 2019, 512 pages, 35 euros.

(2) Hervé Fischer, *Mythanalyse de la couleur*, Gallimard, 2023, 432 pages, 35 euros.

(3) Peter Sloterdijk, *Gris, une théorie politique des couleurs*, Payot, Paris, 2023, 332 pages, 26 euros.

## LIVRE ILLUSTRÉ

## L'horloge et les deux amis

**J**ohn Berger et Selçuk Demirel (collaborateur régulier du *Monde diplomatique*) étaient de vieux complices, qui ont cosigné plusieurs ouvrages (*Un homme sur la plage*, 2006 ; *Cataracte*, 2015 ; *Fumée*, 2016). Ils ont commencé à rêver d'un autre projet en 2016. La mort de l'écrivain, l'année suivante, l'a interrompu subitement. Pourtant, il s'est d'une certaine façon poursuivi, avec un étrange livre, qui n'est de Berger que de façon très particulière (1). Leur amie commune Maria Nadotti a choisi dans l'ensemble de son œuvre les histoires, pensées et observations que l'on retrouve ici, et, avec Selçuk, a inventé le «*fil narratif*».



répondre à la question initiale «*Quelle heure est-il ?*». Tout dépend de ce qu'on en attend... «*Patience, patience : les grands mouvements de l'histoire ont toujours commencé durant ces petites parenthèses qu'on nomme "pendant ce temps"*».

En dépit du côté «*artificiel*» de cet assemblage, l'incroyable inventivité de la soixantaine de dessins de Selçuk parvient à faire diversion. «*Chaque type de dessin parle à un temps différent*». Les amoureux de Berger seront peut-être légèrement déçus, à l'exception des inconditionnels qui percevront dans cette ultime collaboration l'hommage saisissant d'un ami à son pair.

SUZY GAIDOZ.

(1) John Berger et Selçuk Demirel, *Quelle heure est-il ?*, introduction et édition de Maria Nadotti, Éditions Manifeste!, Clichy, 2023, 121 pages, 15 euros.

## IDÉES

MATERIE OSCURE/DARK MATTERS. Sulla sorveglianza della nerezza. – Simone Browne

Meltemi, Milan, 2023, 268 pages, 19 euros.

«*La CIA ne confirme ni n'infrime l'existence ou l'inexistence de documents susceptibles de répondre à votre demande*». Cette demande, adressée au printemps 2011 à l'Agence centrale de renseignement américaine (CIA) et au Bureau fédéral d'investigation (FBI), portait sur la documentation relative à une éventuelle surveillance de Frantz Fanon, venu se soigner, en 1961, aux États-Unis. Dans cet essai traduit par le collectif Ippolita, Simone Browne, professeure de *Black studies* à l'université du Texas, part de cet exemple pour étudier ce qu'il en est de l'absence de «*résistance ontologique*» du Noir au regard du Blanc, pour reprendre un concept central de *Peau noire, masques blancs*. Elle examine la négritude comme métaphore et comme expérience matérielle, et analyse dans cet esprit le concept de surveillance : en explorant une série de lieux (l'aéroport, les plans du bateau négrier *Brookes*, diffusés par les antiesclavagistes, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le projet de panoptique de Jeremy Bentham, le Net Art) et différentes périodes historiques (de l'époque de l'esclavage à la période post-11-Septembre), pour raisonner sur la multiplicité que recouvre le fait d'être noir.

GERALDINA COLOTTI

DERRIÈRE LES LIGNES ENNEMIES. Entretiens 1973-1993. – Jean-Patrick Manchette

La Table ronde, Paris, 2023, 300 pages, 24 euros.

Après *Play it again*, *Dupont* et *Lettres du mauvais temps* (2020), La Table ronde rassemble en un volume les principaux entretiens accordés par Jean-Patrick Manchette (1942-1995). À maintes reprises, l'auteur de *Nada* charme en retraçant son parcours : le militantisme d'extrême gauche des années 1960, sa proximité intellectuelle avec le situationnisme, la cinéphilie et les velléités de mise en scène, un statut de «*soutier de l'écriture*» (travaux pour films érotiques, feuilletons, novélisations, rewriting, traductions...) et le pari, dans l'espoir d'en finir avec les vaches maigres, de faire du roman noir «*la forme adéquate de la littérature contestataire*». L'irruption de celui qui fut surnommé le père du «*néo-polar*» fit grand bruit. Il mettait quelque espoir dans l'adaptation de ses romans au cinéma. Mais les films effectivement tirés de ses livres, pour la plupart dispensables, laisseront ce talent singulier «*isolé en rase campagne devant l'artillerie et l'aviation ennemies*». Les dégâts non seulement artistiques mais aussi psychologiques seront immenses.

CARLOS PARDO

## BIOGRAPHIES

VIE, VIEILLESSE ET MORT D'UNE FEMME DU PEUPLE. – Didier Eribon

Flammarion, Paris, 2023, 327 pages, 21 euros.

Lorsque Didier Eribon a dû installer sa mère dans une maison de retraite médicalisée, il ne savait pas encore que le lieu ne compterait pas : elle ne quitta bientôt plus son lit, survécut à peine quelques semaines, et il ne retourna pas la voir. Elle aurait sans doute détesté leur être comparée, mais sa situation de «*recluse*» l'apparenta aux autres invisibles et sans-voix de la société française. À ceci près qu'elle ne pouvait même pas descendre dans la rue. Elle se résigna donc à la résignation. À «*être raisonnable*» à mesure que ses forces l'abandonnaient, lui interdisant tout avenir, toute volonté, tout désir.

Cette chronique des rapports entre un intellectuel de gauche, qui lit des livres sur le monde ouvrier, et sa mère, une ouvrière «*raciste*» mais aussi l'«*archiviste et historienne de ma jeunesse, qui n'est plus là pour la raconter*», pose également la question de l'occultation de la vieillesse par la philosophie, en particulier existentialiste : «*Les personnes âgées dépendantes ne furent pas la liberté : elles n'en ont plus*». Comment alors faire entendre un groupe qui ne peut pas parler pour lui-même, et n'a jamais de porte-parole ?

SERGE HALIMI

J'SAIS DU 50 BOULEVARD PAUL-VAILLANT-COUTURIER. – Richard Dethyre

Arcane 17, Paris, 2023, 198 pages, 15 euros.

L'auteur, né en 1949, restitue, avec les mots des classes populaires, notamment dans les années de sa jeunesse. À Ivry, des usines de métallurgie sont fermées l'une après l'autre, avec le blanchissement de l'État. En 1985, M. Laurent Fabius fera évacuer l'usine SKF après deux ans de grève. Désindustrialisation caractéristique de l'avidité du patronat et d'une volonté politique de mater la classe ouvrière, celle qui seule, selon François Mauriac, aura «*été fidèle*» à la France lors de l'occupation allemande. Entré à 14 ans comme ajusteur dans l'usine où travaillait son père, Richard Dethyre deviendra un militant du Parti communiste français en 1975. Il crée en 1988 l'Apeis, une association pour la défense des chômeurs et des précaires, occupant à l'occasion des agences de l'Assedic. Il deviendra sociologue, écrivain et homme de théâtre, propulsant les chômeurs sur scène avec la troupe des Z'entrop. Plaidant pour l'absolue nécessité de se tenir aux côtés des exploités, il reproche amèrement aux forces de transformation sociale d'avoir délaissé ce champ de luttes.

HÉLÈNE-YVONNE MEYNAUD

GASTON. L'IMPOSSIBLE RETOUR. – Yves Gauthier

Paulsen, Paris, 2023, 187 pages, 21 euros.

Le romancier Yves Gauthier dépeint la vie de Gaston Thivet, un ouvrier ordinaire né dans le Paris des années 1920, celui des «*poilus*», celui aussi, pour lui, des Jeunesses communistes et des vélos La Française-Diamant. Requis de force en 1943 pour le Service du travail obligatoire (STO), Gaston est envoyé en Allemagne, où il rencontre Louba, une ouvrière ukrainienne. Au sortir de la guerre, le couple réussit à atteindre le village natal de la jeune femme, mais face à leur volonté de gagner la France, la guichetière de la gare rétorque à Gaston : «*Les trains, jeune homme, ça ne roule que dans un sens. Vers l'est*». Effectivement. Soupçonné d'espionnage, Gaston se retrouve privé de sa nationalité, doté d'un nouveau patronyme et assigné à la Kinofabrik, une usine de pellicules de film. Il se résignera. Ce destin ne fut pas unique. D'autres «*nauffragés*» restèrent contre leur gré dans l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale. En 2017, Gaston écrira au consul général de France à Saint-Petersbourg : «*Le temps a passé, toutes les questions sont résolues, je ne me plains pas (...)* Le principal est que nos peuples vivent en paix et en sécurité.»

DELPHINE CASSIMAN

## ÉCONOMIE

THE CAPITAL ORDER. How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism. – Clara E. Mattei

The University of Chicago Press, 2022, 480 pages, 30 dollars.

L'après-première guerre mondiale est une période d'intense lutte des classes. Les expériences de prise de pouvoir des travailleurs sur la production se multiplient et des mouvements sociaux de grande ampleur émergent, à l'image des occupations d'usine en Italie à l'été 1920. Face à ces menaces pour le capitalisme, des économistes mettent au point une contre-offensive : l'austérité. Telle est la thèse de ce livre qui nous fait découvrir ces experts à travers les exemples britannique et italien. On constate alors que leurs théories découlent de leur vision de la société : les travailleurs sont fainéants et dépensiers, les investisseurs sont économes et rationnels. L'austérité vient discipliner les premiers et transférer les richesses vers les seconds. Et tant pis si ces mesures sont appliquées de manière autoritaire : la démocratie est inefficace puisque les gens, ne sachant pas ce qui est bon pour eux, poussent leurs gouvernements à prendre les mauvaises décisions. Ces économistes s'accrochent alors au fascisme de Benito Mussolini, «*l'homme de la situation*» selon le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

JEAN-CHRISTOPHE CATALON



## ARTS DE LA SCÈNE

## La subvention et le pansement

*Les artistes sont accusés de tendre trop souvent leur sébile à l'État. C'est oublier que la subvention publique au « spectacle vivant » figurait au programme du Conseil national de la Résistance (CNR) en tant qu'outil indispensable à une politique culturelle exigeante et démocratique.*

PAR MARIE-NOËL RIO \*

**P**OURTANT de plus en plus fréquentes, il est assez rare que des réductions, voire des suppressions, de certaines subventions publiques à des théâtres ou à des opéras agitent les médias. C'est néanmoins ce qui s'est produit quand le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes sous la présidence de M. Laurent Wauquiez a opéré des coupes claires, notamment dans le budget de l'Opéra de Lyon, suivant d'ailleurs les traces de la ville de Lyon, et supprimé ce qu'il attribuait au Théâtre Nouvelle Génération, dont le directeur avait tenu des propos qui avaient déplu (1).

Les explications de M. Wauquiez sont captivantes. Il affirme qu'il mène ainsi un « combat contre la culture à deux vitesses », et s'exalte sur la « culture populaire », c'est-à-dire celle qui est « capable d'emmener un peuple » (entretien sur le site [Republicains.fr](http://Republicains.fr), 30 mai 2023). Et, alors que M<sup>me</sup> Rima Abdul-Malak, ministre de la culture, le traite de néopopuliste, il contre-attaque en affirmant que le ministère est devenu « une machine à faire tourner les subventions qu'une petite poignée de personnes considèrent comme un dû » (*Le Figaro*, 28 mai 2023). Ce ne sont pas des propos aussi isolés qu'on pourrait le croire. Les accusations d'élitisme et d'entre-soi sont fréquentes, et pas seulement à droite. Comme si la fonction et l'extension de la subvention publique au « spectacle vivant » devaient être redéfinies.

Quand le principe même en fut posé, il s'inscrivait dans la ligne du programme du Conseil national de la Résistance. La Constitution française de 1946 affirmait alors dans son préambule – maintenu dans la Constitution de 1958 : « La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. » Les conséquences dans ce dernier domaine furent remarquables. Dès 1946 est engagée une politique de décentralisation dont l'objectif est de développer et populariser la production et la diffusion théâtrales en province ; en 1961, André Malraux crée les maisons de la culture ; en 1969, le plan Landowski s'attache dans le même esprit aux orchestres, aux théâtres lyriques et à l'enseignement musical. La volonté est claire : l'État (et, pour une moindre mesure, les collectivités territoriales) choisit de consacrer une part de l'argent public à une mission précise, celle d'un projet artistique ambitieux de répertoire et de création, socle d'un travail d'implantation et d'éducation, appuyé par un éventail tarifaire qui rend les productions des arts du spectacle accessibles à tous. L'État est le principal financeur, ce qui permet une politique nationale cohérente appuyée sur un engagement contractuel à long terme et des cahiers des charges précis. Ce qui s'est ainsi affirmé, également, c'est la décision de mettre les arts de la scène à l'abri du secteur marchand.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, les choses se compliquent. Si le budget du ministère de la culture atteint 1 % de celui de l'État, les priorités changent. Le décret du 10 mai 1982 en définit ainsi la mission : en premier point, il doit « permettre à tous les Français de cultiver leur capacité d'inventer et de créer, d'exprimer librement leurs talents et recevoir la formation artistique de leurs choix ». C'est en troisième place qu'est mentionné le rôle « de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit et de leur donner la plus vaste audience ». En parallèle s'opère un tournant gestionnaire. « Économie et culture, même combat » : c'est le slogan que lance M. Jack Lang lors d'une conférence de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), en juillet 1982. L'audiovisuel public s'ouvre à la privatisation, la recherche de mécènes par les responsables de scènes publiques est vivement encouragée, et il est demandé de justifier d'un certain taux de remplissage : ce qui implique, entre autres, une programmation plus immédiatement « attractive ». Et une conception quelque peu modifiée du service public de la culture.

En 2007, quand M. Nicolas Sarkozy est élu à la présidence de la République, l'éditorial de l'hebdomadaire économique *Challenges* formule un rêve : « Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance (2) ! » Le nouveau président lance

\* Écrivaine. Dernier livre paru : *Hambourg*, *Hansaplatz n° 7*, Delga, Paris, 2021.



Opéra « Yvonne, princesse de Bourgogne », de Philippe Boesmans, mis en scène par Luc Bondy d'après la pièce éponyme de Witold Gombrowicz, décors Richard Peduzzi, Opéra Garnier, Paris, 2009

son programme de révision générale des politiques publiques (RGPP) – qui deviendra modernisation de l'action publique (MAP) : une « rationalisation » de la dépense publique, soit une chute des crédits de l'État et, partant, de l'influence internationale de la culture française. On entre dans la logique des « objectifs et indicateurs de performance », qui conduit à ce qu'aujourd'hui 38 centres dramatiques, qui doivent réaliser 20 % de leur budget en recettes propres, se trouvent dans la situation de vendre leurs productions à 78 scènes nationales – dans des conditions de concurrence proches de celles du marché privé.

Le marché privé lui-même est d'ailleurs subventionné. Passons sur le passe culture, dont les industries culturelles des mangas, du disque, du cinéma et des jeux vidéo sont les grands bénéficiaires – un « fiasco de la Macronie culturelle (3) », et qui se voit attribuer, dans le budget 2023, près de 300 millions d'euros – soit autant que la totalité de la subvention de l'État au spectacle vivant.

Mais même le festival Rock en Seine, désormais détenu par les mastodontes Anschutz Entertainment Group (AEG), deuxième organisateur de concerts du monde, et Combat, fondé par M. Matthieu Pigasse (Radio Nova, *Les Inrocks*), est subventionné par les tutelles, dont la région Île-de-France. Ce festival programme des stars dont les cachets déséquilibrent l'écosystème musical (4). M. Lang lui-même (Europe 1, 22 juillet 2017) s'insurgeait : « La prise de pouvoir par ces groupes risque de tuer la diversité », et s'étonnait de la « passivité des pouvoirs publics ». Il est toujours bon de redécouvrir ce qu'implique une politique de production industrielle des biens culturels, comme l'énonçaient Theodor Adorno et Max Horkheimer (5) : stérilisation de la pensée critique, réduction des formes artistiques à des clichés rentables, soumission aux critères du nombre et de l'argent. Certes. Mais il est bon également de noter que cette « passivité » va dans le même sens que les partenariats public-privé, la croissance constante de l'aide au projet au détriment de la subvention à moyen et à long terme. C'est l'idée même de « service public de la culture » qui se voit faussée, sinon progressivement évidée.

**L**ES collectivités territoriales – villes, communautés d'agglomération, départements et régions –, sur lesquelles ont été transférées sans guère de contreparties des charges de plus en plus lourdes qui relevaient naguère de la responsabilité de l'État, pèsent dorénavant pour les trois quarts dans le financement de la culture publique. Elles subissent de plein fouet les conséquences de l'inflation et de l'augmentation des coûts de l'énergie, alors qu'elles n'ont pas droit au déficit. La disparité et la volatilité des situations locales mettent en danger toute politique nationale équilibrée et tout projet à moyen ou à long terme dans les territoires : 25 % de fonte des crédits ces quinze dernières années (6), une baisse structurelle fortement accentuée par la conjoncture actuelle (7). Cette année, les seuls opéras et orchestres symphoniques (avec un net repli sur le répertoire et les valeurs sûres) ont annulé près de 200 représentations, soit une perte de plus de 200 000 spectateurs. Sans compter les fermetures d'établissements pour plusieurs semaines, les suppressions de programmes... Face à ce naufrage, la puissance publique débloque quelques modestes aides d'urgence, au bénéfice de fort peu d'établissements (8). Il est un peu difficile de revenir complètement sur le soutien public aux arts, une conquête souvent brandie comme une belle spécificité française...

Mais les subventions ne sont pas attaquées que par les choix économiques. La déploration de l'échec

de la « démocratisation culturelle » est désormais majeure, et utilisée par quasiment toutes les « sensibilités » politiques – ah, M. Wauquiez... Le fait que la composition sociale des publics ne change pas significativement – comme si l'art pouvait suffire à effacer les différences de classe – semble un argument indiscutable, en particulier contre les formes censées être « élitaires », contre les pratiques culturelles « bourgeoises », et même si un tiers des spectateurs des établissements subventionnés est constitué de scolaires.

**A**LORS, faudrait-il passer au mécénat intégral ? Depuis 2019, grâce à l'Association française des orchestres (AFO), rejointe par le syndicat Les Forces musicales (orchestres et théâtres lyriques), est lancée l'idée de mettre en œuvre deux missions pour un nouveau « pacte symphonique et lyrique », qui devra être débattu et défini par le ministère de la culture, les collectivités territoriales et les organisations professionnelles, ensemble. Le ministère approuve. Les conclusions des deux rapports, rendus en 2021, avancent des préconisations concrètes, qui renouent avec les principes de base de l'exception culturelle à la française. M<sup>me</sup> Abdul-Malak s'était engagée à enfin les présenter, en juillet 2023, lors des rencontres d'Accord majeur, plate-forme de coordination des musiques de patrimoine et de création. Elle a pour l'essentiel sermonné les professionnels, qui « devraient travailler mieux pour pouvoir être pris en considération ».

Ah oui, la subvention à ce qui ne rapporte rien, ça se mérite. « Travaillez mieux ! » En servant des causes justes, comme la mise en avant de l'urgence climatique et des mesures concrètes que doivent prendre les lieux de culture et leurs partenaires publics pour y répondre (9). En usant de la culture comme lien ou pansement social – participative, immersive, inclusive –, au service de la diversité et de la parité, des notions qui entrent explicitement en jeu dans le discours du ministère. L'œuvre, sauf exception « prestigieuse », doit servir une idéologie consensuelle, résumable en quelques mots. Et pleine de bon sens.

C'est ainsi, par glissades successives, que se dissout l'ambition d'un État finançant les arts au plus haut niveau au bénéfice de tous ses citoyens, les protégeant de toute pression mercantile et en assumant les contradictions inévitables.

Le 16 novembre 1987, des milliers de citoyens, artistes, créateurs, spectateurs, s'étaient retrouvés sous le chapiteau du Zénith à Paris pour voter la Déclaration des droits de la culture, qui commençait par : « Un peuple qui abandonne son imaginaire culturel à l'affairisme se condamne à des libertés précaires. »

(1) Communiqué de presse du syndicat professionnel Les Forces musicales, 21 mars 2023, [www.lesforcesmusicales.org](http://www.lesforcesmusicales.org)

(2) « Adieu 1945, racrochons notre pays au monde », *Challenges*, Paris, 4 octobre 2007.

(3) Antoine Pecqueur, « Le pass Culture procure surtout des passe-droits », *Mediapart*, 1<sup>er</sup> novembre 2019, [www.mediapart.fr](http://www.mediapart.fr); « L'ImPass Culture », *Le Canard enchaîné*, Paris, 2 août 2023.

(4) « Les multinationales à l'assaut des festivals », *L'Humanité*, Saint-Denis, 20 avril 2023.

(5) Theodor W. Adorno et Max Horkheimer, « La production industrielle des biens culturels, raison et mystification des masses », dans *La Dialectique de la raison*, Gallimard, Paris, 1983.

(6) Confirmé par le rapport 2022 de la Cour des comptes.

(7) Cf. notamment la tribune « Madame la ministre de la culture, la fermeture de nos établissements n'est plus une chimère ! », *Le Monde*, 10 décembre 2022.

(8) *Challenges*, 29 mars 2023.

(9) La direction actuelle du Syndicat des entreprises artistiques et culturelles (Syndecac), première organisation d'employeurs représentative du spectacle vivant subventionné, fait de cette question la priorité de son mandat, comme en témoigne son livret revendicatif « La mutation écologique du spectacle vivant. Des défis, une volonté », 23 mars 2023, [www.syndecac.org](http://www.syndecac.org)

## DANS LES REVUES

□ **SAHARA INFO.** Rencontre avec M. Mohamed Ali Zerouali, le représentant du Front Polisario en France, et un point sur les accords de pêche entre l'Union européenne et le Maroc qui concernent directement les eaux sahraouiennes. (N° 192, mai, quatre numéros par an, sur abonnement. – Paris.)

□ **FUTURIBLES.** Dossier sur l'évolution des valeurs et du comportement au travail en Europe : la part de salariés exposés à des contraintes physiques est plus importante en France que dans les autres pays de l'Union européenne ; les salariés aspirent à l'autonomie et au télétravail. (N° 456, septembre-octobre, bimestriel, 22 euros. – Paris.)

□ **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES.** Comment l'hétérosexualité s'impose pendant l'enfance « avec l'évidence du naturel et le naturel de l'évidence » ; devenir parents de LGBT. (N° 249, septembre, trimestriel, 17,50 euros. – Paris.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE.** Les sociétés de secours mutuel juives, du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Nouvelle génération de coopératives sur la « frontière » agricole brésilienne. (N° 369, juillet, trimestriel, 30 euros. – Nanterre.)

□ **LES AUTRES VOIX DE LA PLANÈTE.** Selon l'Occident, la Chine enfermerait l'Afrique dans un « piège de la dette ». Un peu comme l'avait fait l'Occident auparavant, rappelle la revue du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde. (3<sup>e</sup> trimestre 2023, trimestriel, 5 euros. – Liège, Belgique.)

□ **JAKILEA.** Le bulletin du Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque revient sur l'histoire d'Iparretarrak : une réaction au refus de l'« État jacobin » d'accorder une reconnaissance institutionnelle et culturelle au Pays basque. (N° 148, septembre, trimestriel, 10 euros par an. – Bayonne.)

□ **L'OURS.** Assez inattendue dans un mensuel socialiste, une citation donne le ton d'un entretien avec le politiste Luc Rouban : « Le retour du peuple dans le débat politique signifie que l'on abandonne les sciences sociales pour une appréhension anti-intellectuelle de la société. » (N° 531, mensuel, septembre, 60 euros par an. – Paris.)

□ **FAKIR.** François Ruffin enquête dans un quartier d'Amiens qui a brûlé lors des soulèvements de juin dernier et y trouve une jeunesse en déshérence, sans avenir. Ce qui cloche dans le monde des éoliennes. Pourquoi le prix de l'énergie a explosé. (N° 109, septembre-novembre, bimestriel, 3 euros. – Amiens.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** La « décivilisation » généralisée, c'est d'accepter un schéma culturel homogène. Comment, à gauche, la peur d'interdire s'est transformée en désir forcé de prohiber. Numérisation intégrale : vers une société totalitaire ? (N° 202, septembre, mensuel, 4 euros. – Lyon.)

□ **LA DÉFERLANTE.** On y passe une grande part de notre temps éveillé ; c'est pourtant la plus petite pièce de la maison : la cuisine. Et, plus largement, un dossier sur les rapports de genre dans l'espace domestique. Discussion croisée entre l'essayiste Mona Chollet et la dessinatrice Liv Strömquist. (N° 11, août, trimestriel, 19 euros. – Paris.)

□ **LA TOPETTE.** Dans le Maine-et-Loire, des centaines de femmes sont employées par la maroquinerie de luxe. Salaires minimaux pour des sacs vendus plusieurs milliers d'euros. (N° 13, septembre-novembre, trimestriel, 3 euros. – Angers.)

□ **LA COULEUR DES JOURS.** Le jour où les oignons n'ont pas fait pleurer, ou comment des dessins d'enfants sur diapositives racontent le coup d'État militaire de 1973 au Chili. Un témoignage sur le travail de mémoire entrepris au Chili comme en Suisse. (N° 48, automne, trimestriel, 9 euros. – Genève, Suisse.)

□ **DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE.** Un article pour défendre le maintien des efforts pour enseigner le français en Russie. Retour sur Charles de Gaulle, grand défenseur de la francophonie. (N° 289, juillet-septembre, quatre numéros par an, 9 euros. – Paris.)

□ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Un dossier sur les paysans et leur adaptation au changement climatique. À lire aussi, un article sur le tour de France de deux ingénieurs partis à la rencontre des acteurs de l'assainissement écologique (N° 498, juillet-août, bimestriel, 10 euros. – Paris.)

□ **N'AUTRE ÉCOLE.** Une histoire politique de l'éducation physique et sportive. Bouger dans la classe rend-il plus libre ? (N° 21, été, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** Pour les passionnés des débats sur la laïcité, un chiffre interpelle : dans l'enseignement privé, essentiellement catholique, 40 % des élèves sont issus des catégories sociales très favorisées en 2021, contre 26 % en 2000. (N° 438, septembre, mensuel, 5,90 euros. – Quétigny.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues :

[www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

## Ukraine, le béton médiatique se fissure

PAR SERGE HALIMI ET PIERRE RIMBERT

GOOGLE aurait, selon le *New York Times*, mis au point un robot capable de rédiger des articles de presse. Le traitement médiatique de la guerre en Ukraine suggère pourtant que les éditorialistes disposent d'une avance difficilement rattrapable en matière d'écriture automatique. En France, par exemple, une triade jusqu'au-boutiste formée par *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération* donne le ton et aligne, parfois au mot près, les mêmes mots d'ordre : « *Céder face à Poutine signifierait une défaite stratégique catastrophique pour l'Occident*. (...) *Les alliés de Kiev devront accélérer le rythme et la qualité des livraisons d'armes* », proclame *Le Figaro* (10 août 2023). « *Oui, cette guerre risque d'être longue. Le seul moyen de l'abrèger est d'intensifier l'assistance militaire à l'Ukraine* », confirme l'éditorialiste du *Monde* (18 août 2023). D'autant, insiste Serge July dans *Libération* (14 août 2023), qu'« *il s'agit d'une guerre au cœur de l'Europe contre les régimes autoritaires, anti-démocratiques qui privilégient la force et la tyrannie* ». France Inter, LCI, BFM TV et la plupart des autres médias exécutent la même partition.

Déterminés à en découdre – mais à bonne distance des combats –, les maréchaux de l'information mobilisent leurs experts pour appuyer leurs analyses. Ce sont les mêmes qui patrouillent d'une antenne à l'autre : Thomas Gomart, François Heisbourg, Bruno Tertrais, Michel Duclos, etc. Mais Pierre Servent leur vole souvent la vedette. « *Éditorialiste politique de TF1-LCI* », « *conseiller défense du Parisien* », il mériterait aussi de disposer d'un lit de camp dans les studios de France Inter tant il y est invité. Son approche scientifique évoque parfois *Tintin au pays des Soviets*. Il a accusé à plusieurs reprises les Russes d'avoir saboté leur propre pipeline Nord Stream 2, mais en précisant : « *J'avoue que je n'ai pas de preuves pour ça* » (LCI, 30 octobre 2022). Aucun risque cependant qu'on le juge « *complotiste* » ; l'étiquette est réservée aux critiques du discours dominant.

La farandole pluraliste serait incomplète sans Isabelle Lasserre, journaliste du *Figaro*, néoconservatrice elle aussi très appréciée de France Inter et de LCI. Sans M. Raphaël Glucksmann, surtout, député européen socialiste dont le dernier ouvrage, *La Grande Confrontation* (entre la Russie et les démocraties libérales), a été salué par l'ensemble de la presse, y compris bien sûr par la triade *Le Figaro - Le Monde - Libération*. « *Ne cédez pas à la tentation de la capitulation* », haranguait-il également dans *L'Express* (24 août 2023). La couverture de l'hebdomadaire, réalisé « *en partenariat avec LCI* », ordonnait alors : « *Tenir!* ». Le 16 février précédent, un autre numéro spécial de *L'Express*, intitulé « *L'Ukraine doit vaincre* », avait été conçu « *en partenariat avec France Info* ».

Mais comment « tenir », à plus forte raison « vaincre », quand les grands journaux américains, voire le président Volodymyr Zelensky lui-même, concèdent le piétinement de la contre-offensive ukrainienne et l'impuissance des sanctions occidentales à détruire

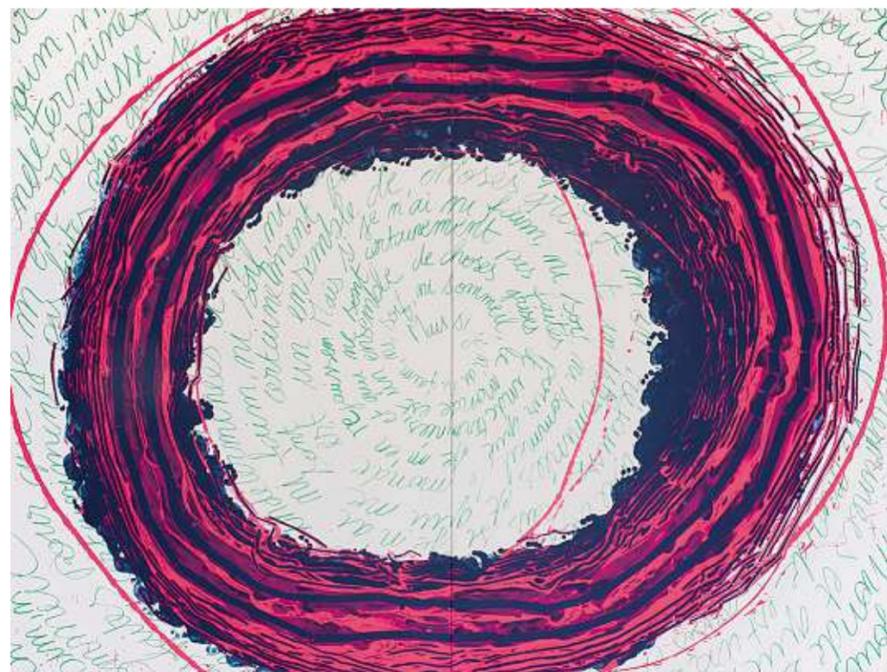
l'économie et l'armée russes ? Un lectorat préparé depuis l'été 2022 aux succès militaires foudroyants de Kiev pourrait se trouver désorienté. Pour le tranquilliser, plusieurs solutions existent.

Premier tour de passe-passe, toute mauvaise nouvelle factuelle s'accompagne de la promesse d'une amélioration à venir. Le 2 août dernier, le *Wall Street Journal* admet sombrement que « *l'incapacité de l'Occident à briser l'économie russe se double d'un échec sur le champ de bataille en dépit d'une série de livraisons d'armes létales à Kiev et d'un appui économique à l'Ukraine* ». Le Fonds monétaire international (FMI) venait de relever ses prévisions de croissance pour la Russie à +1,5 % en 2023, bien loin des -50 % promis par la Maison Blanche au printemps 2022. Toutefois, grâce à une experte, l'article peut conclure sur une note rassurante : « *L'économie russe n'est pas soutenable à long terme. Cela rappelle l'ère soviétique et nous savons comment ça s'est terminé* ». Soixante-douze heures auparavant, le *New York Times* convoquait la même économiste : « *Un jour, cela pourrait s'effondrer comme un château de cartes* » (31 juillet 2023).

En attendant ce nirvana, il suffit de réclamer un nouveau « train de sanctions » ainsi qu'une accélération des livraisons d'armes. Et d'associer les sceptiques à des agents de l'ennemi. Il y a un an, sur France Inter, Pierre Haski pouvait encore s'enfermer dans le déni : « *Les amis de Moscou tentent de lancer un débat sur l'efficacité des sanctions contre la Russie* » (6 septembre 2022). Mais, depuis le mois d'août, les grands quotidiens français doivent concéder l'enlèvement de la contre-offensive, l'ampleur des pertes ukrainiennes, l'effritement du soutien occidental, le rétrécissement des perspectives militaires, puisque... la presse américaine les détaille désormais quotidiennement.

Le récit médiatique d'une résistance enthousiaste, astucieuse, promise au succès, devient plus délicat. Quelques jours après l'invasion russe, la journaliste de France 2 Maryse Burgot insistait dans le journal télévisé sur le cas de « *ce père de famille [qui] nous propose d'entendre ses filles chanter l'hymne ukrainien* » (27 février 2022). Le 19 septembre dernier, elle consacrait un sujet de près de cinq minutes aux milliers d'Ukrainiens « *qui veulent échapper au front* » en tentant de franchir illégalement la frontière de leur pays pour se rendre en Roumanie, et à la difficulté pour Kiev de mobiliser des troupes fraîches – un angle jusque-là réservé aux déserteurs russes. L'annonce par le président ukrainien d'éclatantes victoires à venir suffira-t-elle à remettre les pendules à l'heure ?

Deuxième méthode pour surmonter les déconvenues : maximiser l'enjeu en martelant que cette guerre est la nôtre. La ritournelle des « *Ukrainiens qui se battent pour nos valeurs* » souffre cependant d'une équivoque : lesquelles ? Celles du libéralisme libertaire, cher aux Verts allemands, ou celles du conservatisme autoritaire des dirigeants polonais ? Journaliste au *Figaro* et thuriféraire de la campagne de M. Éric Zemmour en 2022,



DOMINIQUE FIGARELLA. – « Il faut tourner sept fois les discours dans son organisme », 2018

Laure Mandeville a répondu à sa manière. Peu après les émeutes dans les banlieues de l'été dernier, elle assimile les jeunes Français en révolte, présentés comme des étrangers, aux envahisseurs russes : « *Ces deux défis existentiels s'entrelacent étroitement. Car dans les deux cas, l'Europe est confrontée à de nouveaux barbares qui ont la haine de notre civilisation et qui sont prêts à piétiner tous les principes pour prendre le dessus* » (*Le Figaro*, 7 juillet 2023). Mandeville admet que ce rapprochement insolite entre deux ennemis n'ayant pas grand-chose en commun lui a été soufflé par le diplomate ukrainien Olexander Scherba. Nul doute que, lorsque ce dernier rencontre des journalistes socialistes ou écologistes, il préfère mettre en avant le « *rêve européen* » et l'homophobie des dirigeants russes.

TROISIÈME astuce : quand le silence sur une méprise médiatique devient trop pesant, la presse française rectifie en catimini et au conditionnel ses *fake news* annoncées en gros titres et à l'indicatif. Le 6 septembre, les rédactions imputent l'explosion d'un missile sur le marché de Kostiantynivka en Ukraine (quinze morts) à « *une frappe russe* (1) », conformément à l'explication aussitôt fournie par le président Zelensky. Mais, cette fois, le *New York Times* (18 septembre) s'emploie à vérifier l'information. Son enquête « *suggère fortement que la frappe catastrophique provient d'un missile de défense aérienne ukrainien errant* ». Sans enthousiasme, France Culture, qui dénonçait douze jours plus tôt « *une attaque russe* », concède qu'« *il pourrait s'agir en fait d'une erreur de l'armée ukrainienne* » (19 septembre).

À mesure qu'elles tissent la toile de fond médiatique du conflit, toutes ces ficelles font apparaître un angle mort de plus en plus flagrant : l'analyse du traitement journalistique lui-même. Auparavant, quelques semaines suffisaient aux dirigeants éditoriaux pour « *décrypter* » leur propre travail. Le modèle était rodé. Animés d'une lucidité exclusivement rétrospective, ils déplorait les « *dérappages* » de l'information repérés lors des conflits précédents pour se déclarer par contraste très satisfaits de leur couverture de celui en cours. En 1999, alors que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)

bombardait la Serbie pour favoriser l'indépendance du Kosovo, la presse relaie les affirmations souvent manipulatoires du porte-parole de l'Alliance atlantique. Simultanément, les chefferies éditoriales s'autocongratulent : « *Aujourd'hui on sait prendre du recul. Par rapport au porte-parole de l'OTAN, on relativise. On met tout en doute, puisqu'on ne peut rien prouver* » (LCI) ; « *Échaudés par la guerre du Golfe, les médias français peuvent être cités en exemple, qui font – pour les deux camps – la traque à la désinformation* » (*Le Journal du dimanche*) ; « *Les journalistes font bien attention à ne pas faire de "propagande" pour un camp ou pour l'autre* » (*Charlie Hebdo*) ; « *Le Kosovo est un bon exemple de la capacité des journalistes à tirer les leçons de l'expérience* » (*Télérama*), etc. Six mois après la fin du conflit, *Le Monde* admettra pourtant que « *pour défendre leur opération, les dirigeants occidentaux ont avancé des chiffres approximatifs de victimes, des contre-vérités et des énormités* ». Des « *énormités* », le quotidien du soir en avait relayé quelques-unes. Dont un monumental bobard de guerre, le « *plan Potkova* », pseudo-projet serbe de nettoyage ethnique du Kosovo (2).

Avec le conflit ukrainien, qui dure pourtant depuis plus de dix-huit mois, la question du traitement médiatique n'est même plus posée – sauf pour enfoncer les portes ouvertes de la propagande russe. En 1999, le correspondant de France Inter auprès de l'OTAN à Bruxelles avouait avec candeur : « *Je pense ne jamais avoir été manipulé, ou alors je l'étais tellement bien que je ne m'en étais pas rendu compte* ». Cette fois, des militants affichés de la cause ukrainienne, comme Léa Salamé dans les médias publics ou Darius Rochebin sur LCI, ont pour dessein premier non pas d'informer, mais de mobiliser leur audience au service de Kiev. De son côté, le président Zelensky ne cache pas qu'il cherche à « *convaincre* » les gouvernements occidentaux d'accroître l'aide à son pays « *en faisant pression sur eux via les médias* » (*The Economist*, 16 septembre). Cette guerre-là au moins, il l'a déjà gagnée.

(1) Cf. Mathias Reymond, « *Guerre en Ukraine : un missile et deux journalismes* », *Acrimed*, 20 septembre 2023, [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)(2) Cf. Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler et Mathias Reymond, *L'Opinion, ça se travaille...*, Agone, Marseille, 2014 (1<sup>re</sup> éd. : 2000).

## SOMMAIRE

- PAGE 2 :**  
D'Atatürk à Recep Tayyip Erdoğan. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
- PAGE 3 :**  
La faute à l'Europe et aux marchés ?, par VINCENT GAYON.
- PAGES 4 ET 5 :**  
En Argentine, la droite rugit mais innove peu, par ANNE-DOMINIQUE CORREA.
- PAGE 6 :**  
Fronde historique en Israël, par CHARLES ENDERLIN.
- PAGE 7 :**  
L'emprise croissante des milices en Irak, par ADEL BAKAWAN. – L'énigme Moqtada Al-Sadr, par AKRAM BELKAÏD.
- PAGES 8 ET 9 :**  
Phnom Penh, une urbanisation échevelée, par CHRISTINE CHAUMEAU. – Une transition dynastique (C. C.).
- PAGE 10 :**  
À la recherche du rêve chinois, par DAVID OWNBY.
- PAGE 11 :**  
Quand le Sud s'affirme, suite de l'article de MARTINE BULARD.
- PAGE 12 :**  
Une très fréquentable junte guinéenne, par TANGI BIHAN.
- PAGE 13 :**  
L'Espagne à la moulinette identitaire, par GUILLERMO DEL VALLE.

## Octobre 2023

- PAGES 14 ET 15 :**  
Rébétiko, le chant des âmes grecques, par COPÉLIA MAINARDI.
- PAGE 16 :**  
Les dessous d'une fâcherie franco-marocaine, par ABOUBAKR JAMAÏ.
- PAGE 17 :**  
Électricité, une inflation délibérée, par AURÉLIEN BERNIER.
- PAGE 18 :**  
Comme un bout de viande..., par SELIM DERKAOUÏ. – Abaya, rien à déclarer, par PIERRE RIMBERT.
- PAGE 19 :**  
Gardien d'immeuble, profession en sursis, par TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE.
- PAGES 20 ET 21 :**  
L'armée, miroir d'une France sans boussole, suite de l'article d'ALLAN POPELARD. – Rêves de recrue, regrets de déserteur (A. P.).
- PAGE 22 :**  
Une « monnaie » mondiale contre le dollar ?, par DOMINIQUE PLIHON.
- PAGE 23 :**  
Confessions d'un repent de McKinsey, par GARRISON LOVELY.
- PAGES 24 À 26 :**  
LES LIVRES DU MOIS : « *Écoutez-moi jusqu'à la fin* », de Tess Gunty, par HUBERT ARTUS. – « *Celle qui parle aux corbeaux* », de Melissa Lucashenko, par HUBERT PROLONGEAU. – Reconnaître les tragédies, par SONIA COMBE. – Comment penser la couleur ?, par PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER. – L'horloge et les deux amis, par SUZY GAIDOZ. – Pour la France, par LOUISE DUMAS. – Les matériaux des œuvres, par CARLOS PARDO. – Dans les revues.
- PAGE 27 :**  
La subvention et le pansement, par MARIE-NOËL RIO.

MONDE diplomatique  
MANIÈRE DE VOIR

1925-2025  
LE SIÈCLE TURC

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX

Également sur  
[www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)